



Rapport aux actionnaires

Deuxième trimestre de 2020

Table des matières

RAPPORT DE GESTION

1.0 Préface	2
2.0 Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs	2
3.0 Profil des activités	4
4.0 Stratégie et objectifs	10
5.0 Résultats opérationnels	12
6.0 Situation financière	21
7.0 Flux de trésorerie	23
8.0 Situation de trésorerie et sources de financement	25
9.0 Poursuites	30
10.0 Perspectives	30
11.0 Gestion des risques financiers	30
12.0 Principales estimations comptables et jugements	34
13.0 Méthodes comptables et nouvelles normes comptables n'ayant pas encore été appliquées	35
14.0 Contrôle interne à l'égard de la divulgation de l'information financière	35
15.0 Risques et incertitudes	36
16.0 Définition et rapprochement des mesures financières non conformes aux PCGR	37
États financiers consolidés intermédiaires résumés	43
Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés	47

1.0 PRÉFACE

Dans le présent rapport de gestion, « Gildan », la « Société » ou les mots « elle », « sa », « son », « nous », « nos » et « notre » renvoient, selon le contexte, soit à Les Vêtements de Sport Gildan Inc., soit à Les Vêtements de Sport Gildan Inc. conjointement avec ses filiales.

Le présent rapport de gestion donne de l'information sur les activités, la performance financière et la situation financière de Gildan au 28 juin 2020 et pour les périodes de trois mois et de six mois closes à cette date. Tous les montants qui figurent dans le présent rapport de gestion sont exprimés en dollars US, à moins d'indication contraire. Pour avoir une compréhension complète du contexte commercial de la Société, des tendances, des risques et des incertitudes auxquels elle est exposée, ainsi que de l'incidence des estimations comptables sur ses résultats opérationnels et sur sa situation financière, le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de Gildan au 28 juin 2020 et pour les périodes de trois mois et de six mois closes à cette date et les notes afférentes et avec notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 29 décembre 2019 (le « rapport de gestion annuel 2019 »).

Dans le cadre de la préparation du présent rapport de gestion, nous avons pris en compte l'ensemble de l'information à notre disposition jusqu'au 29 juillet 2020, date du présent rapport de gestion. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités au 28 juin 2020 et pour les périodes de trois mois et de six mois closes à cette date ainsi que le présent rapport de gestion ont été revus par le comité d'audit et des finances de Gildan et ont été approuvés et autorisés aux fins de publication par notre conseil d'administration le 29 juillet 2020.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités au 28 juin 2020 et pour les périodes de trois mois et de six mois closes à cette date ont été établis conformément à la Norme comptable internationale IAS 34, *Information financière intermédiaire*, telle que publiée par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). L'ensemble de l'information financière contenue dans le présent rapport de gestion est conforme aux Normes internationales d'information financière (*International Financial Reporting Standards*, ou « IFRS »), à l'exception de certaines informations présentées à la section « Définition et rapprochement des mesures financières non conformes aux PCGR » du présent rapport de gestion.

De l'information additionnelle sur Gildan, dont sa notice annuelle 2019, est disponible sur le site Web de la Société, au www.gildancorp.com, sur le site de SEDAR, au www.sedar.com, ainsi qu'à la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (où se trouve le rapport annuel sur formulaire 40-F), au www.sec.gov.

2.0 MISE EN GARDE À L'ÉGARD DES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Certains énoncés qui figurent dans le présent rapport de gestion constituent des énoncés prospectifs au sens de la loi des États-Unis intitulée *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* et des lois et de la réglementation sur les valeurs mobilières du Canada. Ces énoncés sont assujettis à des risques, des incertitudes et des hypothèses importants. Les énoncés prospectifs comprennent entre autres de l'information sur nos objectifs et sur les stratégies visant à atteindre ces objectifs, de même que de l'information sur nos opinions, nos plans, nos attentes, nos anticipations, nos estimations et nos intentions. En particulier, l'information qui figure aux sections « Profil des activités », « Stratégies et objectifs », « Résultats opérationnels », « Situation de trésorerie et sources de financement – Dette à long terme et dette nette », « Perspectives », « Gestion des risques financiers » et « Risques et incertitudes » contient des énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs se reconnaissent généralement à l'emploi de termes ayant une connotation conditionnelle ou prospective, tels que « peut », « fera », « s'attend à », « a l'intention de », « estime », « prévoit », « suppose », « anticipe », « planifie », « croit », ou « continue », de même que de la forme négative de ces expressions ou des variantes de celles-ci ou de termes semblables. Le lecteur est invité à consulter les documents que nous avons déposés auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, ainsi que les risques décrits aux sections « Gestion des risques financiers », « Principales estimations comptables et jugements » et « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion et du rapport de gestion annuel 2019 pour une analyse des divers facteurs pouvant influencer nos résultats futurs. Les facteurs significatifs et les principales hypothèses qui ont été retenus pour tirer une conclusion ou formuler une prévision ou une projection sont également présentés dans ce document.

Les énoncés prospectifs sont, de par leur nature, incertains et les résultats ou les événements qui y sont prévus pourraient différer considérablement des résultats ou des événements réels. Les facteurs significatifs qui pourraient faire en sorte que les événements ou les résultats réels diffèrent considérablement des conclusions, prévisions ou projections reflétées dans ces énoncés prospectifs comprennent notamment :

- l'ampleur et la durée des perturbations économiques découlant de la pandémie mondiale de coronavirus (COVID-19), y compris l'étendue et la durée des fermetures d'entreprises privées imposées par les gouvernements et des mesures de distanciation sociale;

- des changements de la conjoncture économique et des conditions financières à l'échelle mondiale ou dans un ou plusieurs des marchés que nous desservons, y compris la gravité et la durée du ralentissement économique et des récessions suivant la pandémie de COVID-19;
- notre capacité à mettre à exécution nos stratégies et nos plans de croissance;
- notre capacité à intégrer avec succès les acquisitions et réaliser les synergies et les bénéfices attendus;
- l'intensité de la concurrence et notre capacité à la soutenir efficacement;
- notre dépendance à l'égard d'un petit nombre de clients d'envergure;
- le fait que nos clients ne soient pas dans l'obligation de passer un minimum de commandes;
- notre capacité à prévoir, identifier et réagir à l'évolution des préférences des consommateurs et des tendances de consommation;
- notre capacité à gérer efficacement le niveau de notre production et de nos stocks en fonction des fluctuations de la demande des consommateurs;
- les fluctuations et la volatilité des cours des matières premières entrant dans la fabrication de nos produits, comme le coton et les fibres de polyester, les colorants et autres produits chimiques;
- notre dépendance à l'égard de fournisseurs clés et notre capacité à maintenir un approvisionnement ininterrompu en matières premières et en produits finis;
- l'impact des risques liés aux conditions météorologiques, au climat politique et socioéconomique, aux catastrophes naturelles et aux pandémies, comme la pandémie de COVID-19, dans les pays où nous exerçons nos activités, auxquels nous vendons des produits ou auprès desquels nous nous approvisionnons;
- la perturbation des activités de fabrication et de distribution causée par des facteurs tels que des enjeux opérationnels, des perturbations au niveau des fonctions logistiques de transport, des conflits de travail, l'instabilité politique ou sociale, le mauvais temps, les catastrophes naturelles, les pandémies (comme la pandémie de COVID-19) et d'autres événements défavorables imprévus;
- les conséquences de la pandémie de COVID-19 sur nos activités et notre performance financière et, par conséquent, sur notre capacité à respecter les clauses restrictives prévues par nos conventions d'emprunt;
- la conformité à la réglementation en matière de commerce international, de concurrence, de fiscalité, d'environnement, de santé et de sécurité au travail, de responsabilité de produits, d'emploi, de brevets et de marques de commerce, de gouvernance et de valeurs mobilières, de licences et de permis, de protection de la vie privée, de faillite, de lutte anticorruption, ou à toutes autres lois ou réglementation en vigueur dans les territoires où nous exerçons nos activités;
- l'imposition de mesures correctives commerciales ou la modification des droits et des tarifs, des lois et accords sur le commerce international, des accords commerciaux bilatéraux et multilatéraux et des programmes de préférences commerciales sur lesquels compte actuellement la Société pour exercer ses activités de fabrication ou pour l'application des mesures de protection qui en découlent;
- les facteurs ou circonstances qui pourraient faire grimper notre taux d'impôt effectif, dont le résultat de vérifications fiscales ou la modification de lois ou de traités fiscaux applicables;
- l'évolution ou le risque de violation des lois et règlements sur la sécurité des produits de consommation;
- les changements relatifs à nos relations de travail avec nos employés ou aux lois et réglementations sur l'emploi au Canada comme à l'étranger;
- une mauvaise presse à la suite de violations réelles, présumées ou perçues, par la Société ou l'un de ses sous-traitants, des lois du travail et environnementales ou des normes du travail internationales, ou pour des pratiques de travail ou toutes autres pratiques commerciales contraires à l'éthique;
- les changements liés aux arrangements en matière d'octroi de licences à des tiers et de marques sous licence;
- notre capacité à protéger nos droits de propriété intellectuelle;
- les problèmes opérationnels liés à nos systèmes d'information découlant de pannes de systèmes, de virus, d'une atteinte à la sécurité et à la cybersécurité, de désastres, de perturbations découlant de la mise à jour ou de l'intégration de systèmes;
- une atteinte réelle ou perçue à la sécurité des données;
- notre dépendance à l'égard des gestionnaires clés et notre capacité à attirer et/ou à retenir du personnel clé;
- les modifications des méthodes et des estimations comptables;
- l'exposition aux risques découlant des instruments financiers, dont le risque de crédit lié aux créances clients et à d'autres instruments financiers, le risque de liquidité, le risque de change et le risque de taux d'intérêt, de même que les risques liés aux prix des marchandises.

Ces facteurs pourraient faire en sorte que la performance et les résultats financiers réels de la Société au cours des périodes futures diffèrent de façon significative des estimations ou des projections à l'égard de la performance ou des résultats futurs exprimés, expressément ou implicitement, dans ces énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs ne tiennent pas compte de l'incidence que les opérations ou les éléments non récurrents ou inhabituels annoncés ou qui se produiront après la formulation des énoncés pourraient avoir sur les activités de la Société. Par exemple, ils ne tiennent pas compte de l'incidence des cessions et des acquisitions d'entreprises ou d'autres transactions commerciales, des dépréciations d'actifs, des pertes de valeur d'actifs ou d'autres charges annoncées ou qui sont constatées après la formulation des énoncés

prospectifs. L'incidence financière de ces opérations et d'éléments non récurrents ou inhabituels peut se révéler complexe et dépend nécessairement des faits propres à chacun d'eux.

Rien ne peut garantir que les attentes exprimées dans nos énoncés prospectifs se concrétiseront. Les énoncés prospectifs ont pour but de fournir au lecteur une description des attentes de la direction relativement à la performance financière future de la Société et ils risquent de ne pas convenir à d'autres fins. De plus, à moins d'indication contraire, les énoncés prospectifs présentés dans ce rapport ont été établis en date de ce dernier et nous ne nous engageons nullement à les actualiser publiquement ni à les réviser à la lumière de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, sauf si les lois ou les réglementations applicables l'exigent. Les énoncés prospectifs contenus dans ce rapport sont présentés sous réserve expresse de cette mise en garde.

3.0 PROFIL DES ACTIVITÉS

Le point sur les répercussions liées à la COVID-19 et les initiatives liées à la stratégie Retour à l'essentiel

Le nouveau coronavirus COVID-19 a été reconnu en tant que pandémie par l'Organisation mondiale de la santé en mars 2020. À mesure que la situation évoluait, pour limiter la propagation du virus, les gouvernements et les agences de santé publique du monde entier ont imposé des mesures de confinement d'urgence, comme des restrictions de voyage et des activités commerciales, et ont conseillé ou exigé des mesures de distanciation sociale et physique. Ces restrictions et d'autres facteurs ont causé un important ralentissement économique et des récessions dans le monde. Les marchés mondiaux des capitaux propres et des capitaux d'emprunt ont connu une volatilité et une faiblesse importantes. Les gouvernements et les banques centrales ont réagi en déployant des interventions monétaires et fiscales de grande envergure visant à stabiliser la conjoncture économique. À compter de la deuxième moitié du mois de mars 2020, nos activités ont commencé à souffrir de la situation. Les ventes ont subi une baisse marquée dans les réseaux des vêtements à imprimer et de la vente au détail en raison de ces restrictions, notamment la limitation des rassemblements, l'annulation de divers événements sportifs, promotionnels, culturels et de divertissement, les fermetures d'écoles, les restrictions importantes touchant les voyages transfrontaliers et internationaux, de même que les multiples fermetures d'installations de fabrication et de distribution imposées par les gouvernements et de magasins de vente au détail en Amérique du Nord et ailleurs dans le monde. Nos ventes nettes pour le deuxième trimestre de l'exercice 2020 ont continué d'être très touchées par le maintien et l'accélération des fermetures à l'échelle mondiale, en particulier au cours des deux premiers mois du trimestre, avant le début des réouvertures. Les ventes nettes du deuxième trimestre ont reculé de 71 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent en raison du ralentissement important de la demande, surtout dans les réseaux des vêtements à imprimer de la Société. Lorsque les gouvernements ont commencé à assouplir les restrictions en Amérique du Nord et dans d'autres régions du monde dans la deuxième moitié du deuxième trimestre, nous avons commencé à observer une certaine reprise économique et les tendances des ventes à prix ordinaire de nos produits ont commencé à s'améliorer.

Dès le départ, lorsque la pandémie de COVID-19 s'est installée, notre principale priorité a été la santé et le bien-être de nos employés, de nos clients, de nos fournisseurs et de nos autres partenaires. Nous avons donc pris plusieurs mesures visant à protéger nos parties prenantes tout en assurant la continuité de nos activités.

En parallèle avec les fermetures d'entreprises privées imposées par les gouvernements partout dans le monde, nous avons commencé à fermer nos installations de fabrication le 17 mars 2020 afin d'assurer la sécurité de nos employés et de faire concorder nos activités et les niveaux de nos stocks avec la demande. Nous avons continué de gérer et de faire concorder nos activités et les niveaux de nos stocks avec la demande actuelle et avons maintenu la majorité de nos installations de fabrication en veilleuse ou produisant à de faibles niveaux de capacité au cours du deuxième trimestre. Cependant, parallèlement à l'amélioration de la demande et à la levée des fermetures obligatoires, nous avons entrepris la relance de la production à différents niveaux opérationnels dans la majorité de nos installations plus tard dans le trimestre. Nos centres de distribution, où nous avons mis en place des mesures plus strictes afin de protéger la santé, la sécurité et le bien-être de nos employés, ont continué de fonctionner, leur capacité a d'abord été réduite puis elle a été ajustée en fonction de la demande au fil du trimestre. La majorité de nos employés de bureau continuent de faire du télétravail.

Dans le but de préserver notre situation de trésorerie et de veiller, à titre préventif, à disposer de liquidités suffisantes pour manœuvrer dans la conjoncture actuelle et future attendue, nous reportons les dépenses d'investissement non essentielles et les charges discrétionnaires et nous avons prélevé des fonds sur notre facilité de crédit bancaire à long terme. En outre, le 6 avril 2020, nous avons pris des précautions supplémentaires pour accroître nos liquidités en contractant une dette à long terme supplémentaire de 400 millions de dollars auprès d'institutions membres de notre syndicat bancaire existant. À la fin du deuxième trimestre, les liquidités disponibles de la Société totalisaient environ 1,2 milliard de dollars.

Parce que nous préférons être très prudents, étant donné la gravité de la crise et les perspectives économiques incertaines, nous avons suspendu en mars les rachats d'actions et, à compter du premier trimestre de 2020, nous avons aussi suspendu le versement du dividende en trésorerie trimestriel. Nous restons déterminés à retourner, à long terme, des capitaux aux actionnaires par l'entremise des dividendes et des rachats d'actions, et nous prévoyons reprendre ces programmes lorsque la conjoncture reviendra à la normale, et nous respectons les modalités modifiées de nos conventions de crédit qui portent sur les dividendes et les rachats d'actions, comme il est décrit à la section 8.2 du présent rapport de gestion.

À la fin du mois de mars, différentes réductions de salaire ont été mises en place, incluant une réduction de salaire de 50 % pour les membres du conseil d'administration, le président et chef de la direction et les premiers vice-présidents de la Société, ainsi que des réductions de salaire variant entre 20 % et 35 % pour le personnel de haute direction, tandis que la majorité des employés salariés sont passés à une semaine de quatre jours. À la fin du mois de juin, la Société a mis fin aux mises à pied temporaires d'employés, les employés salariés sont revenus à une semaine de travail complète, et les réductions de salaire ont été levées pour le personnel de haute direction. Ces réductions ont été levées le 1^{er} juillet 2020 pour le conseil d'administration et l'équipe de haute direction de la Société.

Malgré l'amélioration des tendances au niveau de la demande au deuxième trimestre et la relance de nos installations de production, une incertitude subsiste à l'égard de la durée et des répercussions du virus et du rythme auquel les économies du monde entier se redresseront. En conséquence, au cours du deuxième trimestre nous avons pris plusieurs mesures pour accroître notre part de marché dans ce contexte, réduire encore davantage notre base de coûts et renforcer notre flexibilité financière. Nous estimons que ces mesures nous placeront en bonne position alors que nous continuons de gérer les conséquences de la pandémie. Les principales répercussions de la COVID-19 sur le bénéfice du deuxième trimestre et les mesures clés qui s'inscrivent dans le cadre de notre stratégie Retour à l'essentiel sont décrites ci-après. Tout compte fait, par suite de ces mesures et des répercussions de la COVID-19, y compris une incidence considérable sur les ventes, nous avons enregistré une perte importante de revenus au deuxième trimestre.

Principales répercussions liées à la COVID et initiatives liées à la stratégie Retour à l'essentiel

- Avec la majorité de nos installations de fabrication en veilleuse ou produisant à de faibles niveaux de capacité au cours du deuxième trimestre, nous avons comptabilisé en charges des coûts de la main-d'œuvre directe et des frais généraux liés à la production d'environ 86 millions de dollars à titre de coûts non incorporables pour le trimestre à l'étude. Ces coûts, avec et sans effet sur la trésorerie, auraient normalement été incorporés dans les stocks si nos installations avaient fonctionné à des niveaux normaux.
- Afin de réduire encore davantage notre structure de coûts, nous avons retranché 6 000 employés de plus du total de nos effectifs de fabrication pour nous ajuster à la demande actuelle. Nous avons aussi réduit nos effectifs liés aux fonctions de vente et fonctions générales et administratives d'environ 380 employés et annoncé la fermeture d'une plus petite installation de filature spécialisée aux États-Unis au cours du trimestre. Nous avons comptabilisé des charges de restructuration de 29 millions de dollars pour le trimestre, principalement au titre de ces mesures de réduction des coûts qui devraient, selon nos prévisions actuelles, générer des économies de coûts de 46 millions de dollars par année.
- Étant donné les besoins de production prévus moins importants pour 2020, nous avons résilié les positions excédentaires de couverture des contrats dérivés liés aux marchandises et évalué à la valeur de marché les engagements d'achat de coton excédentaires conclus avec des marchands, ce qui a donné lieu à une charge totale de 24,6 millions de dollars prise en compte dans le coût des ventes.
- Nous avons enregistré des charges liées aux stocks d'environ 56 millions de dollars au total relativement aux stocks de vêtements à imprimer et de vente au détail pour le trimestre, comme suit : un montant de 14 millions de dollars est imputable à la diminution de la valeur nette de réalisation de certains produits de vente au détail qui seront abandonnés en raison de la conjoncture de marché actuelle; un montant de 26 millions de dollars découle de notre initiative de rationalisation des unités de produits de vêtements à imprimer; et un montant de 16 millions de dollars est lié à la gestion des stocks des gammes de produits de vente au détail dans le cadre de notre stratégie Retour à l'essentiel.
- En juin, dans le but d'accroître notre part de marché dans le réseau des vêtements à imprimer, la Société a annoncé et lancé certains programmes promotionnels aux États-Unis, offrant des escomptes aux distributeurs en fonction de leurs ventes de nos produits aux sérigraphes réalisées en juin. Nous avons par la suite annoncé la prolongation de ces incitatifs promotionnels en juillet et en août et, par conséquent, nous avons inscrit une provision pour escomptes sur les ventes qui a eu pour effet de réduire les ventes du trimestre d'un montant de 24,6 millions de dollars au titre des escomptes prévus qu'obtiendront les distributeurs sur les futures ventes de leurs stocks à la clôture du deuxième trimestre.

- En juin, nous avons négocié une modification pour 12 mois des clauses restrictives liées à nos conventions de crédit existantes qui nous procure une plus grande flexibilité financière jusqu'au premier trimestre de 2021, alors que la Société continue de manœuvrer dans cette pandémie. Durant la période d'allègement des clauses restrictives, la clause restrictive relative au levier financier exclura les résultats financiers du deuxième trimestre de 2020 du calcul du ratio. Aux fins de la clause restrictive relative au ratio de levier financier de la dette nette, le BAIIA des douze derniers mois consécutifs sera fondé sur les trois derniers trimestres (en excluant le deuxième trimestre de 2020) précédant la date à laquelle le ratio est calculé, converti pour donner un chiffre annualisé sur quatre trimestres. De plus, la clause restrictive relative au ratio de levier financier de la dette nette a été relevée à différents niveaux maximaux compris entre 3,5 et 4,5 pour chaque trimestre compris dans la période d'allègement de la clause restrictive et fixée à 3,5 par la suite. Des renseignements supplémentaires sur la modification des clauses restrictives sont donnés à la section 8.0 du présent rapport de gestion.

Même si la trajectoire de la pandémie reste incertaine, compte tenu de l'augmentation récente des cas de COVID-19 dans plusieurs régions et de l'attention renouvelée portée aux mesures de distanciation sociale, nous croyons que nous avons pris des mesures rapides et importantes pour établir la flexibilité financière et opérationnelle nécessaire qui nous permettra de manœuvrer dans ce contexte.

Les conséquences actuelles et possibles de la pandémie de COVID-19 sur les risques de liquidité et de crédit et les autres risques de la Société sont décrites aux sections « Gestion des risques financiers » et « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion.

3.1 Aperçu

Gildan est l'un des principaux fabricants de vêtements de base de tous les jours, y compris des vêtements de sport, des sous-vêtements, des chaussettes, des articles chaussants et des bas collants vendus en Amérique du Nord, en Europe, en Asie-Pacifique et en Amérique latine à des grossistes, à des sérigraphes ou à des décorateurs, ainsi qu'aux détaillants en Amérique du Nord, notamment les marchands du marché de masse, les grands magasins, les chaînes nationales, les détaillants spécialisés, les magasins d'artisanat et les détaillants présents uniquement en ligne qui vendent directement aux consommateurs par l'entremise de leurs magasins physiques et/ou leurs plateformes de commerce électronique et aux entreprises de marques mondiales axées sur le style de vie. Depuis sa création, la Société a réalisé d'importantes dépenses d'investissement pour développer sa propre chaîne d'approvisionnement verticalement intégrée, à grande échelle et à faible coût qui englobe la production de fil, la fabrication de textiles et de chaussettes et les activités de couture. Les installations de production de la Société sont situées en Amérique centrale, dans le bassin des Caraïbes, en Amérique du Nord et au Bangladesh.

Nous estimons que l'ensemble de compétences que nous avons acquises en matière de conception, de construction et de gestion d'installations de fabrication qui nous appartiennent, de même que les importantes dépenses d'investissement que nous avons réalisées au fil des ans dans ce domaine, lesquelles ont dépassé les niveaux d'investissement moyens dans le secteur, sont des facteurs qui nous distinguent de nos concurrents. Plus de 90 % de nos ventes proviennent de produits que nous fabriquons nous-mêmes. Le fait de posséder et d'exploiter la vaste majorité de nos installations de fabrication nous permet de contrôler plus rigoureusement nos processus de production, les niveaux d'efficacité, les coûts et la qualité des produits, ainsi que d'assurer un service fiable dont les délais de production et les cycles de livraison sont de courte durée. De plus, le fait d'exploiter nos propres installations nous permet de nous assurer du respect de normes élevées en matière de protection de l'environnement et de responsabilité sociale dans l'ensemble de notre chaîne d'approvisionnement.

3.2 Nos activités

3.2.1 Marques, produits et clientèle

Les produits que fabrique et vend la Société sont commercialisés sous des marques qui lui appartiennent, dont les marques Gildan®, American Apparel®, Comfort Colors®, Gildan® Hammer^{MC}, Prim + Preux®, Gold Toe®, Anvil® par Gildan®, Alstyle®, Secret®, Silks®, Kushyfoot®, Secret Silky®, Therapy Plus®, Peds® et MediPeds®. Grâce à une licence pour les chaussettes offrant des droits de distribution exclusifs aux États-Unis et au Canada, la Société vend aussi des chaussettes sous la marque Under Armour®. De plus, nous fabriquons des produits pour approvisionner une sélection d'importantes marques mondiales grand public axées sur le sport et le style de vie, ainsi que certains clients de la vente au détail qui commercialisent ces produits sous leurs propres marques.

Nos principales catégories de produits comprennent les vêtements de sport (hauts et bas), les articles chaussants et les sous-vêtements. Nous assurons la fabrication de la vaste majorité de ces produits. Certaines de nos marques couvrent aussi d'autres catégories comme la lingerie, les bas collants diaphanes et les vêtements amincissants, que nous nous procurons auprès de fournisseurs tiers.

Nous vendons principalement nos vêtements de sport sans motif, sans imprimé ni embellissement. Ces vêtements de sport sont vendus principalement à des distributeurs de vente en gros dans le réseau de vêtements à imprimer, lesquels vendent ensuite les vêtements sans motif à des imprimeurs sérigraphes ou à des entreprises d'embellissement de vêtements qui les décorent de motifs et de logos, et qui, pour leur part, revendent les vêtements de sport imprimés auprès d'un éventail très diversifié de consommateurs. Ceux-ci incluent des établissements d'enseignement, des vendeurs d'articles de sport, des marchandiseurs pour des événements spéciaux, des distributeurs d'articles promotionnels, des organismes de bienfaisance, des promoteurs des secteurs du divertissement, du voyage et du tourisme, de même que des détaillants. Les vêtements de sport peuvent servir à différentes utilisations, que ce soit en tant qu'uniformes professionnels, scolaires ou sportifs, ou simplement pour conférer une identité individuelle ou communiquer l'appartenance à des groupes ou à des équipes. Nous vendons aussi des vêtements de sport à divers détaillants, en plus des sous-vêtements et des chaussettes pour hommes, femmes et enfants, de même que d'autres articles chaussants comme des bas collants et des leggings. Parmi ces détaillants figurent les marchands du marché de masse, les grands magasins, les chaînes nationales, les magasins de sport spécialisés, les magasins d'artisanat, les détaillants en alimentation et pharmacies, les magasins à un dollar et les clubs-entrepôts, lesquels vendent tous aux consommateurs dans leurs magasins ayant pignon sur rue. Les consommateurs achètent aussi nos produits en ligne par l'entremise des plateformes de commerce électronique, y compris les détaillants présents uniquement en ligne et les plateformes de commerce électronique de notre clientèle de détaillants ayant pignon sur rue. En plus de vendre nos produits à des détaillants, nous assurons la fabrication de produits que nous vendons à une sélection d'importantes entreprises de marques mondiales grand public axées sur le sport et le style de vie qui distribuent les produits dans le réseau de la vente au détail.

Le tableau qui suit résume notre offre de produits et de marques :

Principales catégories de produits	Détails de la gamme de produits	Marques
Vêtements de sport	t-shirts, hauts et bas molletonnés et chandails sport	Gildan [®] , Gildan Performance [®] , Gildan Platinum ^{®(1)} , Gildan [®] Hammer [™] , Comfort Colors ^{®(2)} , American Apparel [®] , Anvil [®] par Gildan [®] , Alstyle ^{®(2)} , Prim + Preux [®] , GoldToe [®]
Articles chaussants	chaussettes sport, habillées, tout-aller et chaussettes de travail, chaussettes invisibles, chaussettes thérapeutiques ⁴⁾ , bas collants diaphanes ⁵⁾ , collants ⁵⁾ et leggings ⁵⁾	Gildan [®] , Gildan Platinum ^{®(1)} , Under Armour ^{®(3)} , Gold Toe [®] , PowerSox [®] , GT a GoldToe Brand [®] , Silver Toe [®] , Signature Gold by Goldtoe [®] , Peds [®] , MediPeds [®] , Kushyfoot ^{®(1)} , Therapy Plus ^{®(1)} , All Pro [®] , Secret ^{®(1)} , Silks ^{®(1)} , Secret Silky [®] , American Apparel [®]
Sous-vêtements	sous-vêtements pour hommes et pour garçons (hauts et bas) et petites culottes pour femmes	Gildan [®] , Gildan Platinum ^{®(1)}
Lingerie	vêtements aminçissants pour femmes et accessoires de lingerie	Secret ^{®(1)} , Secret Silky [®]

1) Gildan Platinum[®] et Kushyfoot[®] sont des marques de commerce déposées aux États-Unis. Secret[®], Silks[®] et Therapy Plus[®] sont des marques de commerce déposées au Canada.

2) Comfort Colors[®] et Alstyle[®] sont des marques de commerce déposées aux États-Unis.

3) En vertu d'un contrat de licence pour les chaussettes seulement – droits de distribution exclusifs aux États-Unis et au Canada.

4) Applicable seulement à Therapy Plus[®] et à MediPeds[®].

5) Applicable seulement à Secret[®], à Silks[®], à Secret Silky[®] et à Peds[®].

3.2.2 Fabrication

La vaste majorité de nos produits sont fabriqués dans des installations qui nous appartiennent et que nous gérons. Dans une moindre mesure, nous avons également recours à des sous-traitants pour combler le reste de nos besoins. Nos activités de fabrication verticalement intégrées comprennent des installations à forte intensité de capital pour la filature, la fabrication de textiles et la confection de chaussettes, ainsi que des installations de couture nécessitant une main-d'œuvre importante. Nos installations de fabrication sont situées dans quatre centres de fabrication principaux, plus précisément aux États-Unis, en Amérique centrale, dans le bassin des Caraïbes et au Bangladesh. Toutes nos installations de filature sont situées aux États-Unis, tandis que les installations de fabrication de textiles, les installations de couture et les installations de fabrication de chaussettes se trouvent dans les autres centres de fabrication mentionnés précédemment, dont le plus important est situé en Amérique centrale, au Honduras.

Afin de soutenir la croissance additionnelle des ventes, nous avons accru notre capacité de fabrication en Amérique centrale et nous avons des plans pour agrandir sensiblement nos installations de production au Bangladesh. En 2019, nous avons acquis un terrain à proximité de notre installation existante au Bangladesh, qui est destiné à servir au développement d'un important complexe de fabrication comptant plusieurs installations qui devrait accueillir deux grandes installations de fabrication de textiles et les activités de couture connexes. L'expansion de la capacité de fabrication devrait desservir les marchés internationaux et soutenir les autres principaux moteurs de croissance de ventes. À la fin du premier trimestre de 2020, nous avons réduit la production et fermé nos usines de fabrication de textiles et de couture au Mexique. Nous travaillons actuellement à relocaliser l'équipement de ces installations dans les installations de notre réseau mondial de

fabrication. À la lumière de l'actuelle pandémie de COVID-19 et de ses répercussions sur l'activité économique mondiale, y compris sur nos propres activités, nous reportons temporairement nos dépenses d'investissement non essentielles, notamment les investissements importants visant l'expansion de la capacité. Les investissements se rapportant à l'expansion au Bangladesh devraient se limiter, pour les six prochains mois, à la construction de la fondation de la première usine du complexe, ce qui, eu égard au coût estimé total du projet, représente un investissement relativement mineur.

Le tableau suivant résume nos principales activités de fabrication par région.

	États-Unis	Amérique centrale	Bassin des Caraïbes	Asie
Installations de filature¹⁾ : transformation du coton, du polyester et d'autres fibres en fil	<ul style="list-style-type: none"> ■ Clarkton, Caroline du Nord ■ Cedartown, Géorgie ■ Salisbury, Caroline du Nord (2 installations) ■ Mocksville, Caroline du Nord ■ Eden, Caroline du Nord 			
Installations de fabrication de textiles : tissage du fil pour fabriquer du tissu, teinture et découpage du tissu		<ul style="list-style-type: none"> ■ Honduras (4 installations) 	<ul style="list-style-type: none"> ■ République dominicaine 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Bangladesh
Installations de couture²⁾ : assemblage et couture du tissu coupé		<ul style="list-style-type: none"> ■ Honduras (3 installations) ■ Nicaragua (3 installations) 	<ul style="list-style-type: none"> ■ République dominicaine (3 installations) 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Bangladesh
Installation de teinture de vêtements³⁾ : processus de teinture pigmentaire ou de teinture réactive		<ul style="list-style-type: none"> ■ Honduras 		
Installations de confection d'articles chaussants : transformation de fil en chaussettes finies		<ul style="list-style-type: none"> ■ Honduras 		

1) Bien que nous produisions à l'interne la majorité du fil dont nous avons besoin, nous avons également recours à des tiers fournisseurs de fil, principalement aux États-Unis, pour combler le reste de nos besoins de fil.

2) Même si nous gérons la majorité de nos installations de couture, nous avons également recours aux services de couture de sous-traitants, principalement en Haïti et dans d'autres régions de l'Amérique centrale, ainsi qu'au Mexique pour combler le reste de nos besoins de couture.

3) La teinture des vêtements est une caractéristique exclusive des vêtements Comfort Colors®, et elle nécessite un processus de teinture différent de celui que nous utilisons habituellement pour teindre la majorité de nos vêtements. Nos installations de teinture sont situées dans notre installation Rio Nance 3 au Honduras.

3.2.3 Engagement authentique®

Au cœur de notre vision à long terme « Repenser le vêtement », notre engagement à exercer nos activités de façon responsable et à intégrer la durabilité dans nos pratiques commerciales fait partie intégrante de notre stratégie d'affaires et a joué un rôle important dans notre succès. Au cours des vingt dernières années, nous avons élaboré notre programme de responsabilité sociale Engagement authentique® en intégrant des lignes directrices d'avant-garde dans l'industrie pour régir nos activités commerciales et d'exploitation ainsi que pour encadrer les pratiques responsables en matière de main-d'œuvre, les programmes de durabilité et les initiatives sociales. Notre programme s'articule autour de trois priorités fondamentales, à savoir « Prendre soin des employés », « Préservation de l'environnement » et « Création de communautés fortes ».

Nous sommes déterminés à habiliter nos employés grâce à des programmes de formation et de perfectionnement et à leur offrir des conditions de travail d'avant-garde dans l'industrie et des programmes de rémunération progressive à chacun de nos emplacements partout dans le monde. Nos efforts de préservation de l'environnement englobent les investissements dans des solutions innovatrices et leur mise en œuvre afin de réduire l'impact environnemental de nos activités à l'échelle de notre chaîne d'approvisionnement, notamment la gestion responsable de l'usage des eaux, des eaux usées, de l'énergie, des émissions de carbone et des déchets solides. Nous nous efforçons aussi de créer des communautés plus fortes dans toutes les régions où nous exerçons des activités en apportant un soutien centré sur les initiatives qui portent sur l'éducation, la vie active, l'esprit d'entreprise et la gérance environnementale.

Gildan reconnaît que la transparence est un moteur important de nos efforts continus, qui nous permet de nous engager de plus près avec un vaste éventail de parties prenantes, et elle est fière d'avoir publié son seizième rapport annuel sur les questions environnementales, sociales et de gouvernance (« ESG ») en 2020. Établi en suivant les lignes directrices

strictes et exhaustives de la GRI, ce rapport décrit nos progrès réalisés, les défis que nous aurons à relever, de même que nos objectifs futurs et nos initiatives. Nous sommes fiers de nos accomplissements en matière de responsabilité sociale et des distinctions que nous avons obtenues, notamment notre inclusion dans l'indice mondial de durabilité (Dow Jones Sustainability Index) pour une septième année consécutive et notre douzième sceau de RSE FundaHRSE. Nous restons déterminés à poursuivre nos efforts dans les domaines qui sont énoncés dans notre programme Engagement authentique®. Pour de plus amples renseignements, veuillez vous reporter à www.guinneresponsibility.com/fr/.

3.2.4 Représentation, commercialisation et distribution

Notre bureau de représentation et de commercialisation international est situé à Christ Church, à la Barbade, à partir duquel nous avons établi diverses fonctions liées à la clientèle, notamment la gestion des ventes, la commercialisation, le service à la clientèle, la gestion du crédit, la prévision des ventes et la planification de la production, ainsi que la gestion des stocks et la logistique. Nous avons aussi des bureaux de représentation aux États-Unis. Nous avons établi des activités de distribution étendues essentiellement en ayant recours à des centres de distribution gérés et opérés à l'interne. Nous assurons la distribution de nos produits principalement à partir des grands centres de distribution que nous opérons aux États-Unis et d'autres plus petites installations aux États-Unis, ainsi que des installations de distribution que possède la Société au Honduras. Pour compléter certains de nos besoins de distribution, nous utilisons aussi des entrepôts de tierces parties situés en Amérique du Nord, en Europe et en Asie.

3.2.5 Effectif et siège social

Au deuxième trimestre de 2020, nous avons continué de gérer et de faire concorder nos activités avec la demande actuelle, et en tenant compte de l'incertitude qui subsiste à l'égard des répercussions ultimes du virus et du rythme auquel les économies du monde entier se redresseront, nous avons retranché environ 6 000 employés du total de nos effectifs de fabrication pour nous ajuster à la demande actuelle et nous avons aussi réduit nos effectifs liés aux fonctions de vente et fonctions générales et administratives d'environ 380 employés.

La Société compte actuellement un effectif d'environ 46 000 employés à l'échelle mondiale. Son siège social est situé à Montréal, au Canada.

3.3 Environnement concurrentiel

Le marché des vêtements de base où nous offrons nos produits est hautement concurrentiel et en constante évolution. L'évolution de la dynamique du marché, comme la croissance du magasinage en ligne, la tendance à la baisse de l'achalandage dans les magasins ainsi que les fermetures et les regroupements de magasins de détaillants rendent la concurrence plus vive. La concurrence s'exerce généralement sur le plan des prix, de la qualité et de l'uniformité, de l'ajustement, du style, des marques et du service. Pour livrer concurrence à ces égards, nous mettons à profit nos avantages concurrentiels, notamment nos installations de fabrication stratégiquement situées et notre chaîne d'approvisionnement, notre grande envergure, notre structure de coûts, nos capacités de distribution à l'échelle mondiale et le positionnement de nos marques sur les marchés que nous desservons. Ce ne sont pas tous nos concurrents qui assurent la confection de leurs propres produits, et parmi ceux qui le font, nous croyons être ceux dont l'intégration verticale est la plus poussée. Plus précisément, notre intégration verticale commence avec le fait de posséder et d'exploiter des installations de filature à grand volume où nous produisons du fil qui sert ensuite à fabriquer des textiles dans nos installations de fabrication de textiles, avant que ceux-ci soient coupés et assemblés dans les installations de couture que nous opérons. Nous estimons que notre ensemble de compétences en matière de fabrication, de même que la vaste infrastructure de chaîne d'approvisionnement que nous avons établie et à laquelle nous avons consacré des dépenses d'investissement importantes au fil du temps représentent des avantages concurrentiels clés.

Nous faisons face à la concurrence de fabricants ou de fournisseurs de vêtements de base pour la famille établis aux États-Unis et à l'étranger, de grande envergure et de plus petite taille. Parmi les plus grands fabricants qui sont en concurrence avec nous en Amérique du Nord, on compte Fruit of the Loom, Inc., filiale de Berkshire Hathaway Inc., qui nous livre concurrence au moyen de ses propres marques et de celles de sa filiale, Russell Corporation, ainsi que Hanesbrands Inc. Ces deux sociétés exercent des activités de fabrication à partir de certaines des mêmes régions géographiques que Gildan et livrent concurrence à la Société principalement dans les mêmes catégories de vêtements de base et par l'intermédiaire de réseaux de distribution communs en Amérique du Nord et sur les marchés internationaux. En ce qui concerne les chaussettes et les sous-vêtements, nos concurrents comprennent aussi Renfro Corporation, Jockey International, Inc. et Kayser Roth Corporation. De plus, nous sommes en concurrence avec des sociétés américaines de plus petite taille qui vendent à des distributeurs de vente en gros de vêtements de sport à imprimer ou qui exercent leurs activités à ce titre, comme Next Level Apparel, Color Image Apparel, Inc. (propriétaire de la marque Bella + Canvas) et Delta Apparel Inc., ainsi que des manufacturiers situés en Amérique centrale et au Mexique qui approvisionnent aussi le réseau des vêtements à imprimer. La concurrence vient aussi notamment des diverses marques privées contrôlées et vendues par bon nombre de nos clients, dont des grossistes dans les réseaux des vêtements à imprimer et des détaillants. Au cours des dernières années, nous avons observé un accroissement de l'offre de marques privées, en particulier dans le réseau de la vente au détail sur le marché de masse, qui remplacent l'offre de produits de marques. Si les marques privées sont en concurrence

avec les marques de la Société, le virage des détaillants vers les marques privées crée aussi des occasions pour la Société de dégager des produits, puisque ces détaillants recherchent des fournisseurs stratégiques possédant le type de capacités de fabrication que nous pouvons offrir afin de soutenir leur offre de produits.

4.0 STRATÉGIE ET OBJECTIFS

Pour mener à bien notre stratégie, nous mettons à profit nos avantages concurrentiels, notamment l'excellence de nos activités de fabrication, notre chaîne d'approvisionnement verticalement intégrée, à grande échelle et à faible coût, notre réputation d'avoir établi des pratiques exemplaires en matière d'éthique et de durabilité, nos marques reconnues et nos relations clients de longue date, ainsi que le talent de nos employés.

Retour à l'essentiel

Il y a deux ans, nous avons lancé notre plan Retour à l'essentiel qui vise à simplifier notre entreprise et à optimiser nos activités en éliminant une partie de la complexité qui s'est créée au sein de notre entreprise avec le temps au fil des acquisitions. Nous avons commencé à mettre à exécution nos plans au début de 2018, alors que nous avons réaligné notre structure organisationnelle et regroupé nos secteurs opérationnels en une division de première ligne, tout en rationalisant les fonctions d'administration, de commercialisation et de merchandising et en regroupant certaines activités des entrepôts de distribution. En 2019, nous avons augmenté la portée de différentes initiatives d'optimisation, et nous avons pris de nouvelles mesures en 2020. Nous nous concentrons toujours sur les volets principaux suivants : i) la simplification de notre portefeuille de produits et la rationalisation des styles ou des unités de produits moins productifs, tout en offrant de nouveaux produits dans les secteurs de croissance où nous sommes moins présents en Amérique du Nord et à l'international; ii) l'accroissement de notre avantage au chapitre des coûts de fabrication et de notre flexibilité en augmentant nos capacités de production grâce à de nouvelles initiatives d'expansion de la capacité en Amérique centrale et au Bangladesh et en regroupant les installations de fabrication de textiles, de chaussettes et de couture à coût plus élevé dans certaines de nos installations de fabrication existantes; et iii) l'optimisation de notre réseau et de notre infrastructure de distribution en mettant à profit notre réseau de distribution des vêtements à imprimer, y compris en abandonnant les activités de distribution à la pièce, ainsi qu'en exploitant les capacités de distribution de nos partenaires dans les domaines de la vente au détail et du commerce électronique. Notre approche Retour à l'essentiel consiste à mettre la priorité sur ce que nous faisons le mieux et à rester près des racines de notre succès, c'est-à-dire être un fabricant de vêtements de base de classe mondiale et mettre à profit nos compétences de base pour promouvoir nos quatre principaux moteurs stratégiques de croissance.

4.1 Accroître la part de marché dans les vêtements à imprimer

Dans la catégorie des vêtements à imprimer, plusieurs tendances ont une influence positive sur nos perspectives de croissance globales, y compris l'arrivée de commerçants en ligne qui offrent des produits imprimés personnalisés et qui rendent les vêtements décorés plus accessibles aux particuliers et aux petites entreprises. De plus, les progrès dans l'impression numérique en termes de rapidité, d'accessibilité et de qualité, de même que la réduction des barrières à l'entrée grâce aux coûts de lancement moins élevés que ceux de la sérigraphie traditionnelle, ont créé de nouvelles occasions pour les décorateurs et les commerçants en ligne.

4.1.1 Favoriser la croissance de la part de marché dans les produits de plus grande valeur faits de fil à anneaux

Dans le réseau nord-américain des vêtements à imprimer, la Société s'est concentrée dans le passé sur la catégorie des vêtements de sport de base, confectionnés essentiellement avec du fil de coton à fibres libérées et du tissu tubulaire, et elle a accru considérablement sa part de marché au fil des ans, la marque Gildan® devenant dominante dans cette catégorie. Au cours des dernières années, nous avons constaté une accélération de la demande de tissus plus doux et plus légers, souvent appelés produits mode de base. Ces produits sont confectionnés avec des fils de coton à anneaux de plus haute qualité et/ou des fils faits de fibres mélangées et ils peuvent être plus cintrés, présenter des coutures sur les côtés et être extensibles, entre autres caractéristiques. Au cours des dernières années, nous avons commencé à nous positionner pour devenir concurrentiels et accroître notre part de marché dans cette catégorie de vêtements à imprimer. Nous avons développé et acquis des marques qui, à notre avis, sont bien positionnées pour générer une croissance dans les vêtements mode de base. Nous avons investi dans l'aménagement de nos propres installations de filature, ce qui assure notre approvisionnement économique en fil à anneaux. De plus, à notre plus récente installation de fabrication de textiles, Rio Nance 6, nous avons investi dans du nouveau matériel conçu pour assurer une production plus efficace de vêtements mode de base. Notre portefeuille de marques mode de base chapeautées par la marque Gildan® s'adressant aux consommateurs qui privilégient le rapport qualité-prix comprend les marques Gildan® Softstyle®, Gildan® Hammer™ et Anvil® par Gildan®. De plus, sous la gamme Gildan Performance® nous commercialisons des produits qui présentent des caractéristiques d'évacuation de l'humidité et des propriétés antimicrobiennes pour un confort et une performance de longue durée. Notre offre de vêtements mode à prix plus élevés comprend la marque American Apparel® qui est positionnée comme une marque haut de gamme dans la catégorie des vêtements mode de base et la marque Comfort Colors®, une autre marque haut de gamme qui offre des vêtements de sport teints en plongée. Compte tenu de notre portefeuille étoffé qui couvre un large éventail de procédés de fabrication, de poids et de styles à différents prix, soutenu par des activités de

fabrication économiques, incluant des capacités de filature, nous sommes d'avis que la Société est en bonne position pour favoriser une position de chef de file dans les produits faits de fil à anneaux, pour renforcer ses marques de base et pour enregistrer une croissance dans les catégories où elle est moins présente.

4.1.2 Générer une croissance à l'international

Nous cherchons également à poursuivre notre croissance dans les réseaux des vêtements à imprimer sur les marchés internationaux, principalement en Europe, en Asie-Pacifique et en Amérique latine où nous estimons que les occasions à saisir sont vastes. Nous planifions d'accroître notre capacité de fabrication au Bangladesh, comme il est décrit à la section 3.2.2, pour soutenir un accroissement de notre pénétration de ces marchés où notre croissance a par le passé été quelque peu restreinte par la disponibilité de la capacité. Nous croyons que l'accroissement de nos capacités de fabrication au Bangladesh au moyen du développement d'un important complexe de fabrication comptant plusieurs installations se traduira par une amélioration du positionnement de la Société pour desservir les marchés internationaux et soutenir les autres principaux moteurs de croissance des ventes. L'accroissement prévu de la capacité au Bangladesh devrait nous permettre de desservir les marchés européen et asiatique exclusivement à partir du Bangladesh et de libérer la capacité de production en Amérique centrale, laquelle est actuellement consacrée à une partie de nos besoins sur le marché européen. La capacité libérée en Amérique centrale devrait servir à soutenir la croissance progressive des ventes en Amérique du Nord et en Amérique latine. En plus d'accroître notre capacité de fabrication pour soutenir la croissance des vêtements à imprimer à l'international, nous avons aussi l'intention de mettre à profit l'étendue de notre gamme de produits de base nord-américains pour développer et élargir davantage notre offre de produits à l'international et pour accroître la rentabilité de nos ventes à l'international.

4.2 Utiliser nos marques de détail pour faire naître de nouvelles occasions

Les marques de détail de Gildan, dont Gildan®, American Apparel®, GoldToe®, Peds®, Secret® et leurs sous-marques, ainsi que Under Armour®, une marque sous licence pour les chaussettes, sont bien établies dans le réseau de la vente au détail, étant offertes dans des magasins ayant pignon sur rue et sur les plateformes électroniques. Le commerce électronique occupe une place grandissante dans le secteur de la vente au détail, et nous sommes conscients de l'occasion qui s'offre à nous d'accroître la présence en ligne de notre marque. Nous visons la croissance des ventes de nos marques auprès des détaillants, en ciblant plus précisément les clients présents dans tous les canaux. Dans le cadre de notre stratégie Retour à l'essentiel, nous mettons l'accent sur nos compétences de base, offrant à nos clients des capacités de fabrication fiables à grande échelle de produits de haute qualité à bon prix tout en nous efforçant de tirer parti de la portée et de la force de l'infrastructure de commerce électronique et des vastes capacités de distribution de nos clients.

4.3 Tirer parti du virage vers les marques privées

Au cours des dernières années, nous avons constaté la renaissance des marques privées de détaillants traditionnels qui cherchent à différencier leurs offres et à augmenter leur rentabilité. Tout en continuant de viser la croissance des ventes de nos propres marques, à la lumière de la tendance croissante parmi les détaillants de se tourner vers leurs propres marques privées, en particulier les marchands du marché de masse, nous reconnaissons que nous sommes en excellente position pour approvisionner les détaillants qui recherchent des fabricants fiables à grande échelle et à faible coût pour répondre aux exigences de leurs programmes de marques privées. Nous avons l'intention de rechercher des programmes de marques privées qui cadrent avec nos critères opérationnels et financiers, dont la complexité des produits et du nombre d'unités de produits, la taille du programme, les cibles de rendement financier, la durée de l'entente et les besoins d'investissement en fonds de roulement, entre autres facteurs à prendre en compte. Nous avons aussi établi des relations solides et nous visons à faire croître nos ventes en tant que partenaire de la chaîne d'approvisionnement d'importantes marques mondiales de premier rang axées sur le sport et le style de vie, pour lesquelles nous fabriquons des produits, mais avec lesquelles nos marques ne sont pas en concurrence directe. Ces clients commercialisent leurs marques dans leurs propres magasins de vente au détail, en ligne et/ou dans les points de vente d'autres détaillants. Nous estimons que nous sommes bien positionnés pour desservir des marques mondiales qui cherchent de plus en plus à s'approvisionner auprès de fabricants qui répondent à des critères rigoureux de qualité et de responsabilité sociale et qui sont stratégiquement situés dans l'hémisphère occidental. De plus, la majorité de nos ventes à des marques mondiales grand public axées sur le style de vie proviennent principalement de la vente de vêtements de sport. Au cours des dernières années, nous avons étendu nos activités à la vente de chaussettes à l'un de nos clients de marques mondiales grand public, et nous estimons qu'il y a là une occasion de mettre à profit nos relations avec ces clients afin d'accroître nos ventes de vêtements de sport et de chaussettes et de prendre de l'expansion au sein d'autres catégories de produits que nous fabriquons, tels que les chaussettes et les sous-vêtements.

4.4 Améliorer la croissance des ventes et du bénéfice avec des acquisitions qui complètent notre stratégie

Nous croyons être en mesure d'améliorer la croissance des ventes et du bénéfice grâce à des acquisitions stratégiques complémentaires répondant à nos critères. Au cours de la dernière décennie, nous avons conclu des acquisitions qui nous ont permis d'ajouter des marques à notre portefeuille ou d'étoffer notre offre de produits, d'accroître nos capacités de fabrication ou encore d'élargir notre distribution ou d'accroître notre présence sur des marchés géographiques. Les trois

considérations principales autour desquelles nous avons élaboré nos critères d'évaluation des occasions d'acquisition sont notamment : 1) la complémentarité stratégique, 2) la facilité d'intégration et 3) des cibles financières, notamment des seuils de rendement des investissements, fondées sur notre coût en capital ajusté en fonction des risques.

5.0 RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

5.1 Mesures financières non conformes aux PCGR

Pour évaluer notre performance opérationnelle, nous utilisons des mesures financières qui ne sont pas conformes aux PCGR (les « mesures non conformes aux PCGR »). Les organismes de réglementation des valeurs mobilières exigent que les sociétés informent les lecteurs que le bénéfice et toutes autres mesures ajustées selon des paramètres autres que les IFRS n'ont aucun sens normalisé et qu'il est donc peu probable qu'ils soient comparables aux mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Par conséquent, elles ne doivent pas être considérées de façon isolée. Dans le présent rapport de gestion, nous utilisons des mesures non conformes aux PCGR, notamment le bénéfice net ajusté, le bénéfice dilué par action ajusté, le bénéfice brut ajusté, la marge brute ajustée, le bénéfice opérationnel ajusté, la marge opérationnelle ajustée, le BAIIA ajusté, les flux de trésorerie disponibles, le total de la dette et la dette nette, et le ratio de levier financier de la dette nette pour mesurer notre performance et notre situation financière d'une période à l'autre, ce qui exclut la variation provoquée par divers ajustements pouvant contribuer à fausser l'analyse des tendances au niveau de notre performance opérationnelle et parce que nous croyons que de telles mesures procurent des renseignements utiles sur notre situation financière et sur notre performance financière.

Reportez-vous à la section 16.0 « Définition et rapprochement des mesures financières non conformes aux PCGR » du présent rapport de gestion pour obtenir une définition de toutes les mesures non conformes aux PCGR que la Société utilise et présente, ainsi qu'un rapprochement complet avec celles qui sont conformes aux IFRS et qui se prêtent le mieux à une comparaison.

5.2 Sommaire des résultats trimestriels

Le tableau qui suit présente un sommaire de certaines données financières trimestrielles non auditées pour les huit trimestres complets les plus récents. Cette information trimestrielle non auditée a été établie conformément aux IFRS. Les résultats opérationnels d'un trimestre donné ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats qui pourraient être obtenus pour toute autre période future.

Périodes de trois mois closes les (en millions de dollars, sauf les actions et les montants par action, à moins d'indication contraire)	28 juin 2020	29 mars 2020	29 déc. 2019	29 sept. 2019	30 juin 2019	31 mars 2019	30 déc. 2018	30 sept. 2018
Ventes nettes	229,7	459,1	658,7	739,7	801,6	623,9	742,7	754,4
Bénéfice net (perte nette)	(249,7)	(99,3)	32,5	104,9	99,7	22,7	59,6	114,3
Bénéfice net (perte nette) par action								
De base ¹⁾	(1,26)	(0,50)	0,16	0,51	0,49	0,11	0,29	0,55
Dilué(e) ¹⁾	(1,26)	(0,50)	0,16	0,51	0,49	0,11	0,29	0,55
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)								
De base	198 201	198 624	201 407	203 684	204 960	206 595	206 796	207 926
Dilué	198 201	198 624	201 593	204 263	205 520	207 057	207 122	208 161

1) Il est possible que la somme du bénéfice par action trimestriel ne corresponde pas au bénéfice par action jusqu'à ce jour en raison de l'arrondissement. Certains légers écarts attribuables à des facteurs d'arrondissement existent entre les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et ce tableau sommaire.

5.2.1 Variabilité saisonnière et autres facteurs faisant varier les résultats et la situation financière

Les résultats opérationnels de nos périodes intermédiaires et de nos exercices varient sous l'effet de certains facteurs, incluant, sans s'y limiter, les variations de la demande des utilisateurs finaux et de nos clients, la décision de nos clients d'augmenter ou de diminuer leurs stocks, les variations de la composition de nos ventes et les fluctuations des prix de vente et des coûts des matières premières. Même si nos produits sont vendus tout au long de l'année, nos affaires fluctuent en fonction des variations saisonnières de la demande, ce qui fait varier nos résultats opérationnels sur une base trimestrielle. Bien que certains produits connaissent une période de pointe saisonnière relativement à la demande, la dynamique de la concurrence peut influencer sur le moment des achats des clients, menant à des tendances saisonnières qui peuvent varier d'un exercice à l'autre. Historiquement, la demande de t-shirts atteint un creux au quatrième trimestre et un sommet au deuxième trimestre de l'année, alors que les distributeurs s'approvisionnent en prévision de la haute saison estivale. La demande pour les vêtements molletonnés est habituellement plus grande aux deuxième et troisième trimestres de chaque année, soit à l'approche de l'automne et de l'hiver. Les ventes d'articles chaussants et de sous-vêtements sont

plus élevées pendant le deuxième semestre de l'année, lors de la rentrée scolaire et de la saison des ventes du temps des Fêtes de Noël. Ces tendances saisonnières des ventes dans le secteur entraînent aussi des fluctuations de nos stocks tout au long de l'année. Pour l'exercice 2020, il est prévu que les ventes nettes et les niveaux des stocks ne suivront pas les tendances saisonnières passées en raison de l'incidence de la pandémie de COVID-19.

Nos résultats subissent aussi l'influence de la fluctuation des prix des matières premières et des coûts des autres intrants. Les fibres de coton et les fibres de polyester sont les principales matières premières entrant dans la fabrication de nos produits. Nous avons également recours à des produits chimiques, des colorants et des garnitures que nous nous procurons auprès de divers fournisseurs. Les prix du coton fluctuent en fonction de la demande des consommateurs, de l'offre mondiale, qui peut subir l'impact des conditions météorologiques pendant une année donnée, de la spéculation sur les marchés des marchandises, des évaluations et des fluctuations relatives de la monnaie du pays producteur par rapport à la monnaie du pays consommateur et d'autres facteurs qui sont généralement imprévisibles. Bien que nous concluons des contrats d'achat et des instruments financiers dérivés avant livraison qui visent à fixer des prix fermes pour la composante coton de nos besoins en fil, les prix que nous payons pour le coton peuvent fluctuer considérablement d'une période intermédiaire ou d'un exercice à l'autre. Les coûts de l'énergie comptabilisés dans nos résultats opérationnels sont également affectés par les fluctuations des prix du pétrole brut, du gaz naturel et du pétrole, ce qui peut aussi avoir une influence sur les frais de transport et sur le coût des divers intrants utilisés dans notre production, comme les fibres de polyester, les produits chimiques, les colorants et les garnitures. Les variations du coût des matières premières se reflètent initialement dans le coût des stocks; elles se répercutent sur le bénéfice net seulement lorsque les stocks respectifs sont vendus.

Les acquisitions d'entreprises peuvent avoir une incidence sur la comparabilité des résultats. Il n'y a eu aucune acquisition d'entreprise importante au cours des huit derniers trimestres. Par ailleurs, les décisions de la direction de regrouper ou de réorganiser ses activités, notamment de fermer des installations, peuvent engendrer des coûts de restructuration importants au cours d'une période intermédiaire ou d'un exercice. La rubrique 5.4.5 intitulée « Coûts de restructuration et autres coûts connexes à des acquisitions » du présent rapport de gestion présente une analyse des coûts liés aux activités de restructuration et aux acquisitions d'entreprises de la Société. Les dépréciations d'actifs, incluant les corrections de valeur pour pertes de crédit attendues, les provisions pour stocks abandonnés et les pertes de valeur d'actifs à long terme, peuvent aussi faire varier nos résultats. Dans le cadre de notre stratégie Retour à l'essentiel, nous avons inscrit des charges de 55 millions de dollars qui ont eu une incidence sur le bénéfice net du quatrième trimestre de l'exercice 2019 au titre de la réduction significative du nombre d'unités de produits dans notre gamme de vêtements à imprimer découlant de la cessation de toutes nos activités de distribution à la pièce et de l'abandon des styles et des unités de produits redondants et moins productifs entre les marques. Au premier et au deuxième trimestres de 2020, nous avons comptabilisé des charges supplémentaires de 8 millions de dollars et de 26,0 millions de dollars, respectivement, liées à notre initiative stratégique visant à réduire sensiblement le nombre d'unités de produits dans notre gamme de vêtements à imprimer. La rubrique 5.4.4 intitulée « Perte de valeur des créances clients » du présent rapport de gestion présente une analyse des corrections de valeur pour pertes de crédit attendues, y compris une perte de valeur des créances clients de 20,8 millions de dollars au premier trimestre de l'exercice 2020, suivie d'une reprise de perte de valeur des créances clients de 6,3 millions de dollars au deuxième trimestre de l'exercice 2020 et d'une perte de valeur des créances clients de 24,4 millions de dollars au premier trimestre de l'exercice 2019. La rubrique 5.4.6 intitulée « Perte de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles » du présent rapport de gestion présente une analyse de la perte de valeur de 94,0 millions de dollars inscrite au titre de l'unité génératrice de trésorerie (« UGT ») Articles chaussants pour le premier trimestre de l'exercice 2020.

Nos résultats opérationnels des périodes de trois mois et de six mois closes le 28 juin 2020 ont subi l'incidence négative de l'important ralentissement de la demande causé par la pandémie de COVID-19, comme il est expliqué à la section 3.0 du présent rapport de gestion intitulée « Le point sur les répercussions liées à la COVID-19 et les initiatives liées à la stratégie Retour à l'essentiel » et à la présente section 5.

Les montants présentés relativement aux ventes nettes, au coût des ventes, aux charges de vente et aux charges générales et administratives, ainsi qu'aux charges financières ou produits financiers, varient en fonction du taux de change de certaines devises par rapport au dollar américain, tel qu'il est décrit à la section intitulée « Gestion des risques financiers » du présent rapport de gestion. La Société recourt à l'occasion à des instruments financiers dérivés pour gérer les risques liés aux fluctuations des taux de change.

5.3 Principales informations financières

<i>(en millions de dollars, sauf les montants par action ou à moins d'indication contraire)</i>	Périodes de trois mois closes les				Périodes de six mois closes les			
	28 juin 2020	30 juin 2019	Variation \$	%	28 juin 2020	30 juin 2019	Variation \$	%
Ventes nettes	229,7	801,6	(571,9)	(71,3) %	688,8	1 425,6	(736,8)	(51,7) %
Bénéfice brut (perte brute)	(148,5)	222,8	(371,3)	n.s.	(41,9)	383,5	(425,4)	n.s.
Bénéfice brut ajusté (perte brute ajustée) ¹⁾	(122,5)	222,8	(345,3)	n.s.	(7,9)	383,5	(391,4)	n.s.
Charges de vente et charges générales et administratives	64,9	92,0	(27,1)	(29,5) %	138,9	185,0	(46,1)	(24,9) %
Perte de valeur (reprise de perte de valeur) des créances clients	(6,3)	0,4	(6,7)	n.s.	14,5	24,8	(10,3)	(41,5) %
Coûts de restructuration et autres coûts connexes à des acquisitions	29,0	16,3	12,7	77,9 %	39,2	26,9	12,3	45,7 %
Perte de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles	—	—	—	n.s.	94,0	—	94,0	n.s.
Bénéfice (perte) opérationnel(le)	(236,1)	114,1	(350,2)	n.s.	(328,4)	146,8	(475,2)	n.s.
Bénéfice opérationnel ajusté (perte opérationnelle ajustée) ¹⁾	(181,1)	130,4	(311,5)	n.s.	(161,2)	173,7	(334,9)	n.s.
BAlIA ajusté ¹⁾	(137,2)	174,5	(311,7)	n.s.	(87,0)	257,8	(344,8)	n.s.
Charges financières	16,1	10,6	5,5	51,9 %	24,0	19,7	4,3	21,8 %
(Recouvrement) charge d'impôt sur le résultat	(2,5)	3,8	(6,3)	n.s.	(3,4)	4,7	(8,1)	n.s.
Bénéfice net (perte nette)	(249,7)	99,7	(349,4)	n.s.	(349,0)	122,4	(471,4)	n.s.
Bénéfice net ajusté ¹⁾	(196,6)	115,0	(311,6)	n.s.	(185,4)	147,8	(333,2)	n.s.
Bénéfice de base par action	(1,26)	0,49	(1,75)	n.s.	(1,76)	0,59	(2,35)	n.s.
Bénéfice dilué par action	(1,26)	0,49	(1,75)	n.s.	(1,76)	0,59	(2,35)	n.s.
Bénéfice dilué par action ajusté ¹⁾	(0,99)	0,56	(1,55)	n.s.	(0,93)	0,72	(1,65)	n.s.
Marge brute	(64,6) %	27,8 %	s.o.	(92,4) pp	(6,1) %	26,9 %	s.o.	(33,0) pp
Marge brute ajustée ¹⁾	(52,2) %	27,8 %	s.o.	(80,0) pp	(1,1) %	26,9 %	s.o.	(28,0) pp
Charges de vente et charges générales et administratives en pourcentage des ventes	28,3 %	11,5 %	s.o.	16,8 pp	20,2 %	13,0 %	s.o.	7,2 pp
Marge opérationnelle	(102,8) %	14,2 %	s.o.	(117,0) pp	(47,7) %	10,3 %	s.o.	(58,0) pp
Marge opérationnelle ajustée ¹⁾	(77,2) %	16,3 %	s.o.	(93,5) pp	(23,0) %	12,2 %	s.o.	(35,2) pp

n.s. = non significatif

s.o. = sans objet

	28 juin 2020	29 décembre 2019	Variation \$	%
Total des actifs	3 251,6	3 211,1	40,5	1,3 %
Total des passifs financiers non courants	1 367,0	845,0	522,0	61,8 %
Dette nette ¹⁾	987,3	862,4	124,9	14,5 %
Dividendes en trésorerie trimestriels déclarés par action ordinaire	s.o.	0,134	s.o.	s.o.
Ratio de levier financier de la dette nette ¹⁾²⁾	4,9	1,6	s.o.	s.o.

s.o. = sans objet

1) Voir la section 16.0 « Définition et rapprochement des mesures financières non conformes aux PCGR » du présent rapport de gestion.

2) Aux fins des conventions relatives aux prêts et aux effets, le ratio de la dette nette au BAlIA de la Société était de 2,0 au 28 juin 2020. Certains légers écarts attribuables à des facteurs d'arrondissement existent entre les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et ce tableau sommaire.

5.4 Revue des résultats opérationnels

5.4.1 Ventes nettes

<i>(en millions de dollars, à moins d'indication contraire)</i>	Périodes de trois mois closes les				Périodes de six mois closes les			
	28 juin 2020	30 juin 2019	Variation \$ %		28 juin 2020	30 juin 2019	Variation \$ %	
Vêtements de sport	131,6	665,6	(534,0)	(80,2) %	504,2	1 159,2	(655,0)	(56,5) %
Articles chaussants et sous-vêtements ¹⁾	98,1	136,0	(37,9)	(27,9) %	184,6	266,4	(81,8)	(30,7) %
Total des ventes nettes	229,7	801,6	(571,9)	(71,3) %	688,8	1 425,6	(736,8)	(51,7) %

1) Comprend aussi la lingerie et les produits périphériques.

Certains légers écarts attribuables à des facteurs d'arrondissement existent entre les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et ce tableau sommaire.

Au cours des périodes de trois mois et de six mois closes le 28 juin 2020, les ventes ont reculé de 71,3 % et de 51,7 %, respectivement, par rapport à celles des périodes correspondantes de l'exercice précédent, reflétant des baisses dans les catégories des vêtements de sport et des articles chaussants et sous-vêtements. Le recul des ventes de vêtements de sport au deuxième trimestre et depuis le début de l'exercice est principalement imputable à la baisse des volumes de ventes dans le réseau des vêtements à imprimer en Amérique du Nord, qui ont fléchi d'environ 75 % pour le trimestre et de 55 % pour le premier semestre de 2020 par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. À l'échelle internationale, les volumes de ventes unitaires de vêtements de sport ont diminué d'environ 55 % au deuxième trimestre et de 45 % depuis le début de l'exercice par rapport aux périodes correspondantes de 2019. La réduction des volumes de ventes unitaires s'explique par le ralentissement important de la demande découlant de la pandémie de COVID-19 qui s'est traduit par une performance négative pour nos produits dans les points de vente. En outre, nous avons constaté un déstockage important par les distributeurs, qui ont eu recours à l'écoulement de leurs stocks pour répondre à la demande et gérer leurs besoins en fonds de roulement. Par conséquent, les stocks dans le réseau des distributeurs à la fin du deuxième trimestre étaient considérablement moins importants qu'un an plus tôt. Les ventes de vêtements de sport reflètent aussi l'incidence des rabais promotionnels plus importants au cours du trimestre, en incluant la provision pour escomptes sur les ventes de 24,6 millions de dollars liée à des incitatifs promotionnels dans le réseau des vêtements à imprimer fondée sur les ventes continues de nos produits aux sérigraphes par les distributeurs, comme il est décrit à la section 3.0 du présent rapport de gestion. Les volumes de ventes de vêtements de sport dans le secteur de la vente au détail ont aussi diminué au cours du trimestre et depuis le début de l'exercice en raison des répercussions de la pandémie de COVID-19 qui ont conduit à la fermeture généralisée des magasins de détail à compter de la deuxième moitié de mars et durant l'essentiel du deuxième trimestre, ce qui a touché le plus durement nos activités dans les réseaux des grands magasins, des chaînes nationales, des magasins de sport spécialisés et des clients de marques mondiales axées sur le style de vie, facteur contrebalancé en partie par l'augmentation des ventes sur les marchés de masse, de l'artisanat et en ligne. La diminution d'un exercice à l'autre des ventes dans la catégorie des articles chaussants et des sous-vêtements au cours des périodes de trois mois et de six mois closes le 28 juin 2020 est aussi attribuable aux fermetures des magasins de détail. Le recul des ventes dans cette catégorie est imputable à la diminution des ventes de chaussettes, qui tient également compte de l'incidence de l'abandon d'un programme de commercialisation de chaussettes sur le marché de masse. Notre performance sur le plan des ventes de sous-vêtements a été solide pour le deuxième trimestre, la hausse de 23,5 % par rapport à l'exercice précédent reflétant la croissance dans les deux chiffres des ventes de sous-vêtements de marque privée et des ventes de sous-vêtements en ligne, en dépit d'un recul de la demande en général au deuxième trimestre dans cette catégorie selon les données de NPD Retail Tracking Service. De même, la hausse des ventes de sous-vêtements depuis le début de l'exercice par rapport à l'exercice précédent est essentiellement attribuable à l'augmentation des ventes de sous-vêtements pour hommes de marques privées, en partie neutralisée par le contexte de demande touché par la COVID-19 et l'abandon d'un programme de commercialisation de sous-vêtements de marque sur le marché de masse en 2019.

5.4.2 Bénéfice brut et bénéfice brut ajusté

<i>(en millions de dollars, à moins d'indication contraire)</i>	Périodes de trois mois closes les			Périodes de six mois closes les		
	28 juin 2020	30 juin 2019	Variation	28 juin 2020	30 juin 2019	Variation
Bénéfice brut (perte brute)	(148,5)	222,8	(371,3)	(41,9)	383,5	(425,4)
Ajustement pour tenir compte de l'élément suivant :						
Incidence de l'initiative stratégique visant la gamme de produits ¹⁾	26,0	—	26,0	34,0	—	34,0
Bénéfice brut ajusté (perte brute ajustée) ²⁾	(122,5)	222,8	(345,3)	(7,9)	383,5	(391,4)
Marge brute	(64,6) %	27,8 %	(92,4) pp	(6,1) %	26,9 %	(33,0) pp
Marge brute ajustée ²⁾	(52,2) %	27,8 %	(80,0) pp	(1,1) %	26,9 %	(28,0) pp

1) Pour la période de trois mois close le 28 juin 2020, compte tenu de réductions de valeur des stocks de 24,0 millions de dollars incluses dans le coût des ventes et de l'incidence de 2,0 millions de dollars sur le bénéfice brut d'une provision pour les rendus sur ventes en prévision des retours de produits liés aux unités de produits abandonnées (laquelle a réduit les ventes nettes de 5,0 millions de dollars et le coût des ventes de 3,0 millions de dollars). Pour la période de six mois close le 28 juin 2020, compte tenu de réductions de valeur des stocks de 29,2 millions de dollars incluses dans le coût des ventes et de l'incidence de 4,8 millions de dollars sur le bénéfice brut d'une provision pour les rendus sur ventes en prévision des retours de produits liés aux unités de produits abandonnées (laquelle a réduit les ventes nettes de 11,2 millions de dollars et le coût des ventes de 6,4 millions de dollars).

2) Voir la section 16.0 « Définition et rapprochement des mesures financières non conformes aux PCGR » du présent rapport de gestion. Certains légers écarts attribuables à des facteurs d'arrondissement existent entre les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et ce tableau sommaire.

Nous avons enregistré un bénéfice brut déficitaire pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2020, principalement en raison des effets sur nos activités de la COVID-19 et de la stratégie Retour à l'essentiel. Le recul du bénéfice brut et la performance sur le plan du bénéfice brut ajusté pour les deux périodes comparativement à l'exercice précédent sont essentiellement attribuables à la diminution des volumes de ventes unitaires, à l'incidence de la provision pour escomptes sur les ventes de 24,6 millions de dollars au deuxième trimestre ainsi qu'aux divers coûts et charges découlant des conséquences économiques de la pandémie de COVID-19. Il s'agit notamment de montants de 85,9 millions de dollars au deuxième trimestre et de 99,2 millions de dollars pour l'exercice à ce jour, principalement au titre des coûts fixes liés à la production non imputés pendant que les installations de production étaient en veilleuse ou en exploitation à des niveaux largement inférieurs à la capacité normale, des provisions pour stocks et autres charges liées aux actifs totalisant 60,6 millions de dollars au deuxième trimestre et 70,8 millions de dollars pour l'exercice à ce jour (dont des tranches de 34,6 millions de dollars et de 36,8 millions de dollars ont influé sur la perte brute ajustée du deuxième trimestre et du premier semestre de 2020, respectivement) et de l'incidence de la résiliation des couvertures de contrats dérivés et des engagements d'achat de coton de 24,6 millions de dollars au deuxième trimestre.

5.4.3 Charges de vente et charges générales et administratives

<i>(en millions de dollars, à moins d'indication contraire)</i>	Périodes de trois mois closes les			Périodes de six mois closes les		
	28 juin 2020	30 juin 2019	Variation	28 juin 2020	30 juin 2019	Variation
Charges de vente et charges générales et administratives	64,9	92,0	(27,1)	138,9	185,0	(46,1)
Charges de vente et charges générales et administratives en pourcentage des ventes	28,3 %	11,5 %	16,8 pp	20,2 %	13,0 %	7,2 pp

Certains légers écarts attribuables à des facteurs d'arrondissement existent entre les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et ce tableau sommaire.

La diminution des charges de vente et charges générales et administratives pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2020 par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent s'explique essentiellement par les charges moins élevées liées à la rémunération, la diminution des coûts de distribution liés au volume et les mesures de contrôle des coûts.

5.4.4 Perte de valeur des créances clients

Pour la période de trois mois close le 28 juin 2020, nous avons comptabilisé une reprise de perte de valeur des créances clients de 6,3 millions de dollars, comparativement à une perte de valeur des créances clients de 0,4 million de dollars pour la période de trois mois close le 30 juin 2019. Pour la période de six mois close le 28 juin 2020, la perte de valeur des créances clients s'est chiffrée à 14,5 millions de dollars, ce qui reflète une perte de valeur des créances clients de 20,8 millions de dollars au premier trimestre de l'exercice 2020 et un recouvrement lié à la perte de valeur des créances clients de 6,3 millions de dollars au deuxième trimestre de l'exercice 2020, comparativement à 24,8 millions de dollars pour la période de six mois close le 30 juin 2019, principalement imputable au premier trimestre de l'exercice 2019.

Même si nous n'avons pas inscrit de radiations de créances clients importantes attribuables à des clients spécifiques, la perte de valeur des créances clients pour la période de six mois close le 28 juin 2020 est essentiellement imputable à l'augmentation de notre estimation des pertes de crédit attendues attribuable à l'accroissement du risque de crédit causé par la pandémie de COVID-19, comme il est décrit à la note 4 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités au 28 juin 2020 et pour les périodes de trois mois et de six mois closes à cette date. À la suite de la perte de valeur des créances clients de 20,8 millions de dollars inscrite au premier trimestre de l'exercice 2020 en raison de l'augmentation des pertes de crédit attendues attribuable aux conséquences économiques et aux incertitudes découlant de la pandémie de COVID-19, un recouvrement partiel lié à la perte de valeur des créances clients a été comptabilisé au deuxième trimestre de l'exercice 2020 par suite d'une diminution des soldes de créances clients. La perte de valeur des créances clients pour la période de six mois close le 30 juin 2019 était principalement composée d'une charge de 21,7 millions de dollars se rapportant à la mise sous séquestre et à la liquidation de l'un des clients de la distribution de la Société aux États-Unis.

5.4.5 Coûts de restructuration et autres coûts connexes à des acquisitions

	Périodes de trois mois closes les			Périodes de six mois closes les		
	28 juin 2020	30 juin 2019	Variation	28 juin 2020	30 juin 2019	Variation
<i>(en millions de dollars, à moins d'indication contraire)</i>						
Indemnités de départ et coûts relatifs aux avantages du personnel	5,0	5,7	(0,7)	8,0 %	7,1 %	0,9
Coûts de sortie, de relocalisation et autres coûts	2,8	6,4	(3,6)	7,8	9,3	(1,5)
Perte nette à la sortie, réduction de valeur et amortissement accéléré d'immobilisations corporelles, d'actifs au titre de droits d'utilisation et de logiciels liés aux activités de sortie	21,3	4,1	17,2	23,3	10,4	12,9
	29,1	16,2	12,9	39,1 %	26,8 %	12,3

Certains légers écarts attribuables à des facteurs d'arrondissement existent entre les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et ce tableau sommaire.

Les coûts de restructuration et autres coûts connexes à des acquisitions pour la période de six mois close le 28 juin 2020 se rapportent aux éléments suivants : un montant de 22,1 millions de dollars lié à la fermeture d'une installation de filature aux États-Unis, y compris l'amortissement accéléré d'actifs au titre de droits d'utilisation et d'immobilisations corporelles; un montant de 6,5 millions de dollars lié à la fermeture des usines de fabrication de textiles et de couture au Mexique; un montant de 5,2 millions de dollars lié à la sortie des activités de distribution à la pièce, y compris les réductions de valeur des logiciels et les coûts associés au regroupement des entrepôts; un montant de 2,1 millions de dollars lié aux réductions des effectifs liés aux fonctions de vente et fonctions générales et administratives et un montant de 3,3 millions de dollars lié à d'autres coûts, notamment les coûts engagés pour l'achèvement des activités de restructuration amorcées à l'exercice 2019.

Les coûts de restructuration et autres coûts connexes à des acquisitions pour la période de six mois close le 30 juin 2019 se rapportent aux éléments suivants : un montant de 6,0 millions de dollars lié à la sortie d'activités de recyclage de fils, y compris la sortie prévue de matériel de recyclage de fils; un montant de 5,5 millions de dollars lié à la fermeture d'une installation de fabrication d'articles chaussants au Canada; un montant de 5,4 millions de dollars lié au regroupement des activités de couture, principalement au Honduras; un montant de 2,6 millions de dollars lié à la fermeture d'une installation de filature aux États-Unis; un montant de 1,4 million de dollars lié à la fermeture d'un bureau administratif aux États-Unis; un montant de 1,4 million de dollars lié à la fermeture d'un centre de distribution aux États-Unis; et un montant de 4,6 millions de dollars lié à d'autres coûts se rapportant à l'achèvement des activités de restructuration amorcées à l'exercice 2018, dont la fermeture de l'installation de fabrication de textile d'AKH et le regroupement des centres de distribution aux États-Unis.

5.4.6 Perte de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles

En raison des effets néfastes de la pandémie de COVID-19 sur l'activité économique mondiale et sur la valeur des entreprises du monde entier, y compris les répercussions sur les activités et le cours de l'action de la Société, nous avons comptabilisé une perte de valeur de notre UGT Articles chaussants de 94,0 millions de dollars au premier trimestre de l'exercice 2020 qui se rapporte au goodwill et aux immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'acquisitions antérieures d'entreprises de fabrication de chaussettes et d'articles chaussants, comme il est décrit à la note 6 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités au 28 juin 2020 et pour les périodes de trois mois et de six mois closes à cette date.

5.4.7 Bénéfice opérationnel et bénéfice opérationnel ajusté

(en millions de dollars, à moins d'indication contraire)	Périodes de trois mois closes les			Périodes de six mois closes les		
	28 juin 2020	30 juin 2019	Variation	28 juin 2020	30 juin 2019	Variation
Bénéfice (perte) opérationnel(le)	(236,1)	114,1	(350,2)	(328,4)	146,8	(475,2)
Ajustements pour tenir compte des éléments suivants :						
Coûts de restructuration et autres coûts connexes à des acquisitions	29,0	16,3	12,7	39,2	26,9	12,3
Perte de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles	—	—	—	94,0	—	94,0
Incidence de l'initiative stratégique visant la gamme de produits ¹⁾	26,0	—	26,0	34,0	—	34,0
Bénéfice opérationnel ajusté (perte opérationnelle ajustée) ²⁾	(181,1)	130,4	(311,5)	(161,2)	173,7	(334,9)
Marge opérationnelle	(102,8) %	14,2 %	(117,0) pp	(47,7) %	10,3 %	(58,0) pp
Marge opérationnelle ajustée ²⁾	(77,2) %	16,3 %	(93,5) pp	(23,0) %	12,2 %	(35,2) pp

1) Pour la période de trois mois close le 28 juin 2020, compte tenu de réductions de valeur des stocks de 24,0 millions de dollars incluses dans le coût des ventes et de l'incidence de 2,0 millions de dollars sur le bénéfice brut d'une provision pour les rendus sur ventes en prévision des retours de produits liés aux unités de produits abandonnées (laquelle a réduit les ventes nettes de 5,0 millions de dollars et le coût des ventes de 3,0 millions de dollars). Pour la période de six mois close le 28 juin 2020, compte tenu de réductions de valeur des stocks de 29,2 millions de dollars incluses dans le coût des ventes et de l'incidence de 4,8 millions de dollars sur le bénéfice brut d'une provision pour les rendus sur ventes en prévision des retours de produits liés aux unités de produits abandonnées (laquelle a réduit les ventes nettes de 11,2 millions de dollars et le coût des ventes de 6,4 millions de dollars).

2) Voir la section 16.0 « Définition et rapprochement des mesures financières non conformes aux PCGR » du présent rapport de gestion. Certains légers écarts attribuables à des facteurs d'arrondissement existent entre les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et ce tableau sommaire.

L'important recul d'un exercice à l'autre du bénéfice opérationnel pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2020 par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent est surtout attribuable à l'incidence de la diminution des ventes et à l'importante marge brute négative, comme il est expliqué à la section 5.4.2, à la perte de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles inscrite pour le premier trimestre de 2020 et à l'augmentation des coûts de restructuration et autres coûts connexes à des acquisitions, facteurs partiellement contrebalancés par la baisse des charges de vente et charges générales et administratives. Le recul d'un exercice à l'autre du bénéfice opérationnel ajusté pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2020 s'explique principalement par les ventes moins élevées et la contraction de la marge brute ajustée en raison surtout de l'incidence de la COVID-19, facteurs partiellement contrebalancés par la baisse des charges de vente et charges générales et administratives.

5.4.8 Charges financières, montant net

	Périodes de trois mois closes les			Périodes de six mois closes les		
	28 juin 2020	30 juin 2019	Variation	28 juin 2020	30 juin 2019	Variation
<i>(en millions de dollars)</i>						
Charge d'intérêts sur des passifs financiers comptabilisés au coût amorti	8,6	7,4	1,2	15,7	14,3	1,4
Charges bancaires et autres charges financières	6,3	1,9	4,4	7,5	3,7	3,8
Accroissement des intérêts sur les obligations locatives actualisées	0,9	0,8	0,1	1,7	1,6	0,1
Accroissement des intérêts sur les provisions actualisées	0,1	0,1	—	0,1	0,1	—
Perte (profit) de change	0,2	0,4	(0,2)	(1,1)	(0,1)	(1,0)
Charges financières, montant net	16,1	10,6	5,5	23,9	19,6	4,3

Certains légers écarts attribuables à des facteurs d'arrondissement existent entre les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et ce tableau sommaire.

Pour les périodes de trois mois et de six mois closes le 28 juin 2020, l'accroissement des charges d'intérêt par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent est principalement attribuable aux niveaux d'emprunt moyens supérieurs, partiellement contrebalancés par les taux d'intérêt effectifs moins élevés sur la dette à long terme de la Société portant intérêt à des taux variables en raison des taux d'intérêt à court terme en dollars américains moins élevés. Les charges bancaires et autres charges financières sont attribuables aux frais engagés relativement aux modifications apportées à la facilité de crédit bancaire à long terme renouvelable, aux deux prêts à terme et aux effets émis dans le cadre d'un placement privé, comme il est décrit à la section 8.0 « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion. Les pertes et les profits de change pour les deux périodes sont principalement liés à la réévaluation des actifs monétaires nets libellés en monnaies étrangères.

5.4.9 Impôt sur le résultat

Le taux d'impôt effectif moyen de la Société est calculé comme suit :

	Périodes de trois mois closes les			Périodes de six mois closes les		
	28 juin 2020	30 juin 2019	Variation	28 juin 2020	30 juin 2019	Variation
<i>(en millions de dollars, à moins d'indication contraire)</i>						
Bénéfice (perte) avant l'impôt sur le résultat	(252,2)	103,5	(355,7)	(352,4)	127,1	(479,5)
(Recouvrement) charge d'impôt sur le résultat	(2,5)	3,8	(6,3)	(3,4)	4,7	(8,1)
Taux d'impôt effectif moyen	1,0 %	3,7 %	(2,7) pp	1,0 %	3,7 %	(2,7) pp

Certains légers écarts attribuables à des facteurs d'arrondissement existent entre les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et ce tableau sommaire.

Pour la période de six mois close le 28 juin 2020, (le recouvrement) la charge d'impôt sur le résultat tient compte de l'incidence d'un recouvrement de 1,7 million de dollars lié à la perte de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles en raison de la décomptabilisation des passifs d'impôt différé qui avaient été comptabilisés initialement au moment de l'acquisition des immobilisations incorporelles et d'un recouvrement de 1,9 million de dollars lié aux coûts de restructuration et autres coûts connexes à des acquisitions. En excluant l'incidence de ces recouvrements d'impôt, la modeste charge d'impôt sur le résultat pour la période de six mois close le 28 juin 2020 est inférieure à celle de la période correspondante de l'exercice précédent en raison de la perte enregistrée pour la période considérée. La Société s'attend à une charge d'impôt sur le résultat non significative pour l'exercice complet et elle ne prévoit pas comptabiliser d'économies d'impôt importantes au titre de ses pertes avant impôt, sauf les recouvrements d'impôt susmentionnés.

5.4.10 Bénéfice net, bénéfice net ajusté et mesures de bénéfice par action

<i>(en millions de dollars, sauf les montants par action)</i>	Périodes de trois mois closes les			Périodes de six mois closes les		
	28 juin 2020	30 juin 2019	Variation	28 juin 2020	30 juin 2019	Variation
Bénéfice net (perte nette)	(249,7)	99,7	(349,4)	(349,0)	122,4	(471,4)
Ajustements pour tenir compte des éléments suivants :						
Coûts de restructuration et autres coûts connexes à des acquisitions	29,0	16,3	12,7	39,2	26,9	12,3
Perte de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles	—	—	—	94,0	—	94,0
Incidence de l'initiative stratégique visant la gamme de produits ¹⁾	26,0	—	26,0	34,0	—	34,0
Recouvrement d'impôt lié aux ajustements qui précèdent	(1,9)	(1,0)	(0,9)	(3,6)	(1,5)	(2,1)
Bénéfice net ajusté (perte nette ajustée)²⁾	(196,6)	115,0	(311,6)	(185,4)	147,8	(333,2)
Bénéfice de base par action	(1,26)	0,49	(1,75)	(1,76)	0,59	(2,35)
Bénéfice dilué par action	(1,26)	0,49	(1,75)	(1,76)	0,59	(2,35)
Bénéfice dilué par action ajusté ²⁾	(0,99)	0,56	(1,55)	(0,93)	0,72	(1,65)

1) Pour la période de trois mois close le 28 juin 2020, compte tenu de réductions de valeur des stocks de 24,0 millions de dollars incluses dans le coût des ventes et de l'incidence de 2,0 millions de dollars sur le bénéfice brut d'une provision pour les rendus sur ventes en prévision des retours de produits liés aux unités de produits abandonnées (laquelle a réduit les ventes nettes de 5,0 millions de dollars et le coût des ventes de 3,0 millions de dollars). Pour la période de six mois close le 28 juin 2020, compte tenu de réductions de valeur des stocks de 29,2 millions de dollars incluses dans le coût des ventes et de l'incidence de 4,8 millions de dollars sur le bénéfice brut d'une provision pour les rendus sur ventes en prévision des retours de produits liés aux unités de produits abandonnées (laquelle a réduit les ventes nettes de 11,2 millions de dollars et le coût des ventes de 6,4 millions de dollars).

2) Voir la section 16.0 « Définition et rapprochement des mesures financières non conformes aux PCGR » du présent rapport de gestion. Certains légers écarts attribuables à des facteurs d'arrondissement existent entre les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et ce tableau sommaire.

La perte nette inscrite pour les périodes de trois mois et de six mois closes le 28 juin 2020, comparativement au bénéfice net dégagé pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent, est imputable à la perte opérationnelle inscrite pour le deuxième trimestre et depuis le début de l'exercice. La baisse du bénéfice net ajusté pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2020 par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent s'explique principalement par la perte opérationnelle ajustée inscrite pour les deux périodes.

6.0 SITUATION FINANCIÈRE

6.1 Actifs courants et passifs courants

<i>(en millions de dollars)</i>	28 juin 2020	29 décembre 2019	Variation
Trésorerie et équivalents de trésorerie	465,9	64,1	401,8
Créances clients	158,6	320,9	(162,3)
Impôt sur le résultat à recevoir	2,2	—	2,2
Stocks	1 032,7	1 052,1	(19,4)
Charges payées d'avance, acomptes et autres actifs courants	51,7	77,1	(25,4)
Créditeurs et charges à payer	(345,8)	(406,6)	60,8
Impôt sur le résultat à payer	—	(1,3)	1,3
Partie courante des obligations locatives	(15,6)	(14,5)	(1,1)
Total du fonds de roulement	1 349,7	1 091,8	257,9

Certains légers écarts attribuables à des facteurs d'arrondissement existent entre les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et ce tableau sommaire.

- L'augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie reflète principalement le produit tiré du nouvel emprunt à terme de 400 millions de dollars, comme il est décrit à la section 8.0 « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion.
- La diminution des créances clients (déduction faite des provisions pour escomptes sur les ventes) est surtout attribuable à l'incidence de la diminution des ventes au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2020 comparativement au quatrième trimestre de l'exercice 2019, ainsi qu'à l'augmentation de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues décrite à la section 5.4.4 du présent rapport de gestion, facteurs partiellement contrebalancés par la diminution des provisions pour escomptes sur les ventes comparativement à la clôture de l'exercice 2019 (en raison du paiement des programmes annuels de rabais des distributeurs après la clôture de l'exercice 2019), à l'incidence d'une réduction des ventes de créances clients à une institution financière aux termes d'un contrat d'achat de créances et à l'incidence de l'augmentation du délai moyen de recouvrement, qui s'explique essentiellement par le fait qu'un grand nombre de clients de la Société ont reporté des paiements en raison du contexte économique actuel.
- La diminution des stocks est essentiellement attribuable à la réduction des stocks de matières premières et de travaux en cours découlant de la suspension de la production de nos installations de fabrication. Les stocks de produits finis ont diminué légèrement en raison d'une hausse des réserves de stocks à la valeur nette de réalisation, en grande partie contrebalancée par l'accroissement des volumes unitaires de stocks et la hausse des coûts afférents à la composition des produits. L'augmentation des volumes unitaires de stocks reflète la hausse saisonnière planifiée des volumes unitaires des stocks de vêtements de sport et de sous-vêtements au premier trimestre de l'exercice 2020, partiellement neutralisée par l'incidence de la suspension de la production de nos installations de fabrication au deuxième trimestre de l'exercice 2020.
- La diminution des charges payées d'avance, acomptes et autres actifs courants est principalement attribuable au recouvrement de créances diverses peu après la clôture de l'exercice 2019 et à la diminution de l'actif au titre des instruments financiers dérivés.
- La diminution des créditeurs et charges à payer est principalement attribuable à l'incidence de la fermeture de nos installations de fabrication à partir de la mi-mars 2020, en partie contrebalancée par l'accroissement des passifs au titre des instruments financiers dérivés.
- Le fonds de roulement s'élevait à 1 349,7 millions de dollars au 28 juin 2020, comparativement à 1 091,8 millions de dollars au 29 décembre 2019. Le ratio de liquidité générale actuel était de 4,7 à la clôture du deuxième trimestre de l'exercice 2020, comparativement à 3,6 à la clôture de l'exercice 2019, en raison principalement de l'augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

6.2 Immobilisations corporelles, actifs au titre de droits d'utilisation, immobilisations incorporelles et goodwill

<i>(en millions de dollars)</i>	Immobilisations corporelles	Actifs au titre de droits d'utilisation	Immobilisations incorporelles	Goodwill
Solde au 29 décembre 2019	995,0	73,5	383,9	227,9
Entrées d'immobilisations, montant net	14,7	12,9	2,3	—
Amortissements	(55,5)	(7,3)	(10,8)	—
Réductions de valeur et amortissement accéléré	(6,0)	(15,7)	(74,6)	(21,3)
Solde au 28 juin 2020	948,2	63,4	300,8	206,6

Certains légers écarts attribuables à des facteurs d'arrondissement existent entre les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et ce tableau sommaire.

- Les entrées d'immobilisations corporelles reflétaient principalement les dépenses liées aux installations de fabrication de textiles et aux installations de filature.
- La diminution des actifs au titre de droits d'utilisation reflète surtout l'incidence des renouvellements de contrats de location visant des installations de fabrication et de distribution qui ont été conclus au cours de la période de six mois close le 28 juin 2020, plus que compensé par l'amortissement ainsi que l'amortissement accéléré relatif au contrat de location de l'usine de filature fermée.
- Les immobilisations incorporelles se composent de contrats avec les clients, de relations clients, de marques de commerce, de contrats de licence, d'ententes de non-concurrence et de logiciels. La réduction de 83,1 millions de dollars des immobilisations incorporelles reflète essentiellement la perte de valeur de 72,8 millions de dollars inscrite au titre de l'UGT Articles chaussants au premier trimestre de l'exercice 2020 et l'amortissement de 10,8 millions de dollars, contrebalancés en partie par des entrées de logiciels de 2,3 millions de dollars.
- La réduction de 21,3 millions de dollars du goodwill reflète la perte de valeur inscrite au titre de l'UGT Articles chaussants au premier trimestre de l'exercice 2020.

6.3 Autres actifs non courants et passifs non courants

<i>(en millions de dollars)</i>	28 juin 2020	29 décembre 2019	Variation
Actifs d'impôt différé	13,1	9,9	3,2
Autres actifs non courants	8,3	6,7	1,6
Dette à long terme	(1 367,0)	(845,0)	(522,0)
Obligations locatives	(70,6)	(67,0)	(3,6)
Autres passifs non courants	(42,4)	(42,2)	(0,2)

Certains légers écarts attribuables à des facteurs d'arrondissement existent entre les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et ce tableau sommaire.

- Se reporter à la section 8.0 « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion pour une analyse de la dette à long terme.
- L'augmentation des obligations locatives rend compte surtout de l'incidence des renouvellements de contrats de location visant des installations de fabrication et de distribution qui ont été conclus au cours de la période de six mois close le 28 juin 2020, en partie contrebalancée par les paiements de loyer versés au cours de la période de six mois close le 28 juin 2020.

7.0 FLUX DE TRÉSORERIE

7.1 Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles

	Périodes de trois mois closes les			Périodes de six mois closes les		
	28 juin 2020	30 juin 2019	Variation	28 juin 2020	30 juin 2019	Variation
<i>(en millions de dollars)</i>						
Bénéfice net	(249,7)	99,7	(349,4)	(349,0)	122,4	(471,4)
Ajustements visant à rapprocher le bénéfice net et les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ¹⁾	88,1	61,4	26,7	209,5	107,7	101,8
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	343,4	(81,6)	425,0	111,9	(255,8)	367,7
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	181,8	79,5	102,3	(27,6)	(25,7)	(1,9)

1) Inclut 43,9 millions de dollars (44,1 millions de dollars en 2019) et 74,2 millions de dollars (84,1 millions de dollars en 2019), respectivement, au titre des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles pour les périodes de trois mois et de six mois closes le 28 juin 2020, 21,3 millions de dollars (4,1 millions de dollars en 2019) et 23,3 millions de dollars (10,4 millions de dollars en 2019), respectivement, au titre des charges de restructuration liées aux immobilisations corporelles, aux actifs au titre de droits d'utilisation et aux logiciels pour les périodes de trois mois et de six mois closes le 28 juin 2020 et 94,0 millions de dollars (néant en 2019) au titre de la perte de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles pour la période de six mois close le 28 juin 2020.

Certains légers écarts attribuables à des facteurs d'arrondissement existent entre les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et ce tableau sommaire.

- Les flux de trésorerie affectés aux activités opérationnelles se sont établis à 27,6 millions de dollars pour la période de six mois close le 28 juin 2020, comparativement à 25,7 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles de l'exercice 2020 reflètent surtout la diminution du bénéfice net (après avoir rajouté les charges hors trésorerie imputées au bénéfice, incluant la perte de valeur de 94,0 millions de dollars inscrite au titre de l'UGT Articles chaussants), compensée en grande partie par la réduction des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, en regard d'une augmentation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement au cours de l'exercice 2019, comme il est expliqué plus loin.
- La diminution nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement s'est chiffrée à 111,9 millions de dollars pour la période de six mois close le 28 juin 2020, contre une augmentation nette de 255,8 millions de dollars pour la période de six mois close le 30 juin 2019. La diminution des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, en regard d'une augmentation pour la période correspondante de l'exercice précédent, est principalement attribuable à la réduction des créances clients et des stocks au cours de l'exercice 2020, comparativement à un accroissement au cours de l'exercice 2019, facteurs en partie contrebalancés par l'augmentation des créditeurs et charges à payer au cours de l'exercice 2020, comparativement à une diminution au cours de l'exercice 2019.

7.2 Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

	Périodes de trois mois closes les			Périodes de six mois closes les		
	28 juin 2020	30 juin 2019	Variation	28 juin 2020	30 juin 2019	Variation
<i>(en millions de dollars)</i>						
Achat d'immobilisations corporelles	(3,9)	(53,6)	49,7	(24,7)	(73,4)	48,7
Achat d'immobilisations incorporelles	(1,3)	(2,4)	1,1	(6,2)	(5,4)	(0,8)
Acquisitions d'entreprises	—	—	—	—	(1,3)	1,3
Produit tiré de la sortie d'immobilisations corporelles	0,5	2,4	(1,9)	0,5	2,7	(2,2)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(4,7)	(53,6)	48,9	(30,4)	(77,4)	47,0

Certains légers écarts attribuables à des facteurs d'arrondissement existent entre les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et ce tableau sommaire.

- Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement au cours de la période de six mois close le 28 juin 2020 ont été inférieurs à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent en raison de la diminution

des dépenses d'investissement, incluant l'incidence du report des dépenses d'investissement non essentielles en raison de la pandémie de COVID-19.

- Les dépenses d'investissement pour la période de six mois close le 28 juin 2020 sont décrites à la rubrique 6.2 « Immobilisations corporelles, actifs au titre de droits d'utilisation, immobilisations incorporelles et goodwill » du présent rapport de gestion.
- Les flux de trésorerie affectés aux acquisitions d'entreprises au cours de la période de six mois close le 30 juin 2019 ont trait au versement des derniers montants à payer relativement à l'acquisition d'un fabricant de fil à anneaux établis aux États-Unis en juillet 2017.

7.3 Flux de trésorerie disponibles

	Périodes de trois mois closes les			Périodes de six mois closes les		
	28 juin 2020	30 juin 2019	Variation	28 juin 2020	30 juin 2019	Variation
<i>(en millions de dollars)</i>						
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	181,8	79,5	102,3	(27,6)	(25,7)	(1,9)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(4,7)	(53,5)	48,8	(30,3)	(77,4)	47,1
Ajustement pour tenir compte de l'élément suivant :						
Acquisitions d'entreprises	—	—	—	—	1,3	(1,3)
Flux de trésorerie disponibles ¹⁾	177,1	26,0	151,1	(57,9)	(101,8)	43,9

1) Voir la section 16.0 « Définition et rapprochement des mesures financières non conformes aux PCGR » du présent rapport de gestion. Certains légers écarts attribuables à des facteurs d'arrondissement existent entre les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et ce tableau sommaire.

- L'amélioration de 43,9 millions de dollars des flux de trésorerie disponibles d'une année à l'autre pour la période de six mois close le 28 juin 2020 s'explique surtout par la réduction des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement, tel qu'il est indiqué ci-dessus. L'incidence de la diminution du bénéfice a été neutralisée en grande partie par les variations favorables du fonds de roulement par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, comme il est expliqué à la section 7.1 du présent rapport de gestion.

7.4 Flux de trésorerie liés aux activités de financement

	Périodes de trois mois closes les			Périodes de six mois closes les		
	28 juin 2020	30 juin 2019	Variation	28 juin 2020	30 juin 2019	Variation
<i>(en millions de dollars)</i>						
(Diminution) augmentation des montants prélevés aux termes des facilités de crédit bancaire à long terme	(583,0)	70,0	(653,0)	122,0	289,0	(167,0)
Produit de l'emprunt à terme	400,0	—	400,0	400,0	—	400,0
Paiement au titre des obligations locatives	(3,1)	(3,4)	0,3	(7,3)	(6,6)	(0,7)
Dividendes versés	(30,6)	(27,8)	(2,8)	(30,6)	(55,6)	25,0
Produit tiré de l'émission d'actions	0,3	2,2	(1,9)	0,7	8,7	(8,0)
Rachat et annulation d'actions	—	(97,4)	97,4	(23,2)	(128,4)	105,2
Retenues d'impôt payées dans le cadre du règlement d'UAI visant des actions émises	(0,1)	—	(0,1)	(0,1)	—	(0,1)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(216,5)	(56,4)	(160,1)	461,5	107,1	354,4

Certains légers écarts attribuables à des facteurs d'arrondissement existent entre les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et ce tableau sommaire.

- Les flux de trésorerie liés aux activités de financement pour la période de six mois close le 28 juin 2020 reflètent surtout le produit du nouvel emprunt à terme de 400,0 millions de dollars et le montant de 122,0 millions de dollars provenant des fonds prélevés sur les facilités de crédit bancaire à long terme de la Société, en partie contrebalancés par le versement de dividendes et le rachat et l'annulation d'actions ordinaires aux termes d'offres publiques de rachat dans le cours normal des activités, tel qu'il est indiqué à la rubrique 8.7 du présent rapport de gestion. Pour la période de six mois close le 30 juin 2019, les flux de trésorerie liés aux activités de financement reflétaient principalement les entrées de trésorerie de 289,0 millions de dollars provenant des fonds prélevés sur les facilités de crédit bancaire à long terme de la Société, en partie contrebalancées par le rachat et l'annulation d'actions ordinaires aux termes d'offres publiques de rachat dans le cours normal des activités et le paiement de dividendes. Se reporter à la section 8.0 « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion pour une analyse de la dette à long terme.
- La Société a déclaré un dividende en trésorerie de 0,154 \$ par action en février 2020, pour un paiement total de 30,6 millions de dollars qui a été versé le 6 avril 2020. Au cours de la période de six mois close le 30 juin 2019, la Société a versé des dividendes de 55,6 millions de dollars. La diminution des dividendes d'une année à l'autre est attribuable à la suspension du dividende trimestriel annoncée en avril 2020.

8.0 SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

8.1 Cadre d'affectation des capitaux

Par le passé, les fonds de la Société ont servi principalement à financer les besoins de fonds de roulement, les dépenses d'investissement, les acquisitions d'entreprises et le paiement des dividendes. Nous avons également affecté des fonds au rachat d'actions. Nous avons financé nos besoins à partir des flux de trésorerie générés par nos activités opérationnelles et des montants prélevés sur nos facilités d'emprunt à long terme. Nous avons établi un cadre d'affectation des capitaux destiné à améliorer la croissance des ventes et du bénéfice ainsi que les rendements pour les actionnaires. Après le financement de nos besoins en fonds de roulement, notre principale priorité en matière d'affectation des capitaux consistait à financer notre croissance interne à l'aide d'investissements en capitaux adéquats. Au-delà de ces exigences, nos autres priorités en matière d'affectation des capitaux ont été le soutien du paiement de nos dividendes et la réalisation d'acquisitions stratégiques complémentaires répondant à nos critères. De plus, lorsque cela était approprié, nous avons affecté la trésorerie excédentaire au rachat d'actions aux termes des programmes d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités. La Société a établi un ratio cible de levier financier de la dette nette à la clôture de l'exercice qui équivaut à une ou deux fois le BAIIA ajusté pro forma des douze derniers mois consécutifs, ce qui, à son avis, assurera une structure de capital efficace et lui permettra de mettre à exécution ses priorités en matière d'affectation des capitaux en respectant ce cadre. Étant donné le contexte économique actuel, la Société ne s'attend pas à ce que son ratio se situe dans sa fourchette cible pour l'exercice 2020.

À la lumière du contexte économique actuel qui se ressent des facteurs liés à la pandémie de COVID-19, y compris ses répercussions sur notre entreprise, nous avons mis en œuvre des mesures visant à préserver notre situation de trésorerie et à maintenir des liquidités suffisantes pour manœuvrer dans la conjoncture actuelle, comme il est expliqué à la section 3.0 « Le point sur les répercussions liées à la COVID-19 et les initiatives liées à la stratégie Retour à l'essentiel » et à la rubrique 11.2 « Risque de liquidité » du présent rapport de gestion. Parmi les mesures qui concernent spécifiquement notre cadre d'affectation des capitaux, citons notamment le report des dépenses d'investissement non essentielles et des acquisitions d'entreprises et la suspension des rachats d'actions aux termes de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités actuelle, ainsi que la suspension du versement du dividende en trésorerie trimestriel. Par ailleurs, la Société a conclu un financement supplémentaire en avril 2020, comme il est décrit à la section 8.2 ci-après.

8.2 Dette à long terme et dette nette

Au 28 juin 2020, la dette à long terme de la Société s'établissait comme suit :

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Taux d'intérêt effectif ¹⁾	Montant en principal		Date d'échéance
		28 juin 2020	29 décembre 2019	
Facilité de crédit bancaire à long terme renouvelable, portant intérêt au taux variable du LIBOR américain majoré d'un écart se situant entre 1 % et 3 % ²⁾	2,3 %	367,0	245,0	Avril 2025
Prêt à terme, portant intérêt au taux variable du LIBOR américain majoré d'un écart se situant entre 1 % et 3 %, payable mensuellement ³⁾	2,2 %	300,0	300,0	Avril 2025
Prêt à terme, portant intérêt au taux variable du LIBOR américain majoré d'un écart se situant entre 1,7 % et 3 %, payable mensuellement ³⁾	2,2 %	400,0	—	Avril 2022
Effets à payer, portant intérêt au taux fixe de 2,70 % payable semestriellement ⁴⁾	2,7 %	100,0	100,0	Août 2023
Effets à payer, portant intérêt au taux variable du LIBOR américain majoré d'un écart de 1,53 % payable trimestriellement ⁴⁾	2,7 %	50,0	50,0	Août 2023
Effets à payer, portant intérêt à un taux fixe de 2,91 % payable semestriellement ⁴⁾	2,9 %	100,0	100,0	Août 2026
Effets à payer, portant intérêt au taux variable du LIBOR américain majoré d'un écart de 1,57 % payable trimestriellement ⁴⁾	2,9 %	50,0	50,0	Août 2026
		1 367,0	845,0	

- 1) Représente le taux d'intérêt effectif annualisé pour la période de six mois close le 28 juin 2020, incluant l'incidence sur la trésorerie des swaps de taux d'intérêt, le cas échéant.
- 2) La facilité de crédit bancaire à long terme renouvelable non garantie de 1 milliard de dollars de la Société prévoit une prorogation annuelle, sous réserve de l'approbation des prêteurs. L'écart ajouté au taux d'intérêt variable du LIBOR américain est fonction du ratio de la dette nette totale au BAIIA (tel que défini dans la convention relative à la facilité de crédit et ses modifications). De plus, un montant de 8,9 millions de dollars (22,5 millions de dollars au 29 décembre 2019) a été affecté à cette facilité pour couvrir diverses lettres de crédit.
- 3) Les contrats de prêts à terme non garantis sont non renouvelables et peuvent être remboursés par anticipation en totalité ou en partie en tout temps, sans pénalité. L'écart ajouté au taux d'intérêt variable du LIBOR américain est fonction du ratio de la dette nette totale au BAIIA (tel que défini dans les conventions relatives aux prêts à terme et leurs modifications).
- 4) Les effets non garantis d'un principal global de 300 millions de dollars émis auprès d'investisseurs qualifiés sur le marché des placements privés aux États-Unis peuvent être remboursés par anticipation en totalité ou en partie en tout temps, sous réserve du paiement d'une pénalité pour remboursement anticipé comme le prévoit la convention d'achat d'effets. La modification apportée à la convention d'achat d'effets prévoit aussi des frais supplémentaires relatifs à la période de dispense correspondant à 1,25 % de l'encours des effets, en fonction du ratio de la dette nette totale au BAIIA, tel que défini dans la convention d'achat d'effets et ses modifications.

En mars 2020, la Société a modifié sa facilité de crédit bancaire à long terme renouvelable non garantie de 1 milliard de dollars et son contrat de prêt à terme non garanti de 300 millions de dollars dans chaque cas pour en proroger la date d'échéance d'avril 2024 à avril 2025. Le 6 avril 2020, la Société a conclu un nouveau contrat de prêt à terme non garanti de deux ans d'un principal global de 400 millions de dollars. Aux termes de la facilité de crédit bancaire à long terme renouvelable, des deux prêts à terme et des effets, la Société est tenue de se conformer à certaines clauses restrictives, notamment le maintien de ratios financiers. L'augmentation de la dette à long terme par rapport au 29 décembre 2019 reflète le produit du nouvel emprunt à terme de 400 millions de dollars conclu en avril 2020 et la hausse des montants à payer aux termes de notre facilité de crédit bancaire à long terme renouvelable, qui explique aussi l'augmentation de plus de 400 millions de dollars des soldes de trésorerie à la clôture du deuxième trimestre.

En juin 2020, étant donné le contexte d'évolution rapide et le degré d'incertitude créés par la pandémie de COVID-19 et les répercussions connexes sur les bénéfices de la période écoulée et des périodes à venir, la Société a modifié ses divers contrats de prêt et d'achat d'effets afin d'en changer les clauses restrictives pour accroître sa marge de manœuvre financière.

Les modifications visent certaines modalités et clauses restrictives aux termes de la facilité de crédit bancaire à long terme renouvelable, des deux facilités de prêt à terme et des effets émis par voie de placement privé et s'appliquent pendant la période commençant le 30 mars 2020 et se terminant le 4 avril 2021 (la « période d'assouplissement des clauses restrictives »), comme suit :

- Augmentation du ratio de la dette nette totale au BAIIA maximal (ratio de la dette totale de la Société sur le BAIIA pour les quatre trimestres précédents), qui passe de 3,25 pour 1,00 i) à 3,50 pour 1,00 pour le trimestre qui sera clos le 27 septembre 2020, ii) à 4,50 pour 1,00 pour le trimestre qui sera clos le 3 janvier 2021, iii) à 4,50 pour 1,00 pour le trimestre qui sera clos le 4 avril 2021 et iv) à 3,50 pour 1,00 pour le trimestre qui sera clos le 4 juillet 2021 et en tout temps par la suite;
- Diminution du ratio de couverture des intérêts minimal (ratio du BAIIA de la Société pour les quatre trimestres précédents sur le total des charges d'intérêts consolidées), qui passe de 3,50 pour 1,00 à 3,00 pour 1,00 pour toutes les périodes;
- Le calcul du BAIIA aux fins de l'établissement du ratio de la dette nette totale au BAIIA et du ratio de couverture des intérêts a été ajusté afin d'en exclure les résultats financiers du trimestre clos le 28 juin 2020 et d'annualiser les trois autres trimestres compris dans la période d'évaluation de 12 mois pour obtenir un BAIIA des douze derniers mois consécutifs se terminant à la date à laquelle les ratios sont calculés et limiter le montant des ajustements faits dans le calcul du BAIIA;
- Les dividendes et les rachats d'actions ne sont pas permis pendant la période d'assouplissement des clauses restrictives, sauf pendant les trimestres qui seront clos le 3 janvier 2021 et le 4 avril 2021, si le ratio de la dette nette totale au BAIIA est inférieur à 3,00 pour 1,00;
- Maintien de liquidités disponibles d'un montant d'au moins 400 millions de dollars;
- Le total des investissements, des dépenses d'investissement et des acquisitions ne peut dépasser 100 millions de dollars au total pendant la période d'assouplissement des clauses restrictives, sauf si certains seuils de liquidités sont atteints;
- Les ventes d'actifs ne peuvent dépasser 25 millions de dollars;
- La valeur des nouveaux emprunts contractés ne peut dépasser 100 millions de dollars;
- Modalités usuelles visant à éviter l'accumulation de trésorerie.

Pendant la période d'assouplissement des clauses restrictives, l'écart applicable ajouté au taux variable du LIBOR américain sur la facilité de crédit bancaire à long terme renouvelable et les deux facilités de prêt à terme sera augmenté de 50 à 100 points de base par année et sera établi en fonction du ratio de la dette nette totale au BAIIA. Les détenteurs d'effets émis par voie de placement privé recevront une augmentation correspondant à 125 points de base par année (payable chaque trimestre) pendant la période d'assouplissement des clauses restrictives, sauf si la Société respecte les modalités initiales le dernier jour du trimestre en question. Par ailleurs, des coûts initiaux de 3,9 millions de dollars engagés en lien avec les modifications sont inclus dans les charges bancaires et autres charges financières des périodes de trois mois et de six mois closes le 28 juin 2020.

En date du 28 juin 2020, la Société se conformait à toutes les clauses restrictives modifiées et elle prévoit continuer de le faire au cours des douze prochains mois, selon ses attentes et prévisions actuelles. Si la conjoncture économique causée par la pandémie de COVID-19 se détériore, la Société pourrait avoir du mal à continuer à respecter les clauses restrictives financières modifiées et elle pourrait devoir demander de nouvelles modifications à ses contrats de prêt et d'achat d'effets.

<i>(en millions de dollars)</i>	28 juin 2020	29 décembre 2019
Dette à long terme et total de la dette bancaire	1 367,0	845,0
Obligations locatives	86,2	81,5
Total de la dette ¹⁾	1 453,2	926,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(465,9)	(64,1)
Dette nette ¹⁾	987,3	862,4

1) Voir la section 16.0 « Définition et rapprochement des mesures financières non conformes aux PCGR » du présent rapport de gestion. Certains légers écarts attribuables à des facteurs d'arrondissement existent entre les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et ce tableau sommaire.

La Société se sert principalement du ratio de levier financier de la dette nette comme principale mesure de suivi de son levier financier, tel qu'il est défini à la rubrique 16.0, « Définition et rapprochement des mesures financières non conformes aux PCGR », du présent rapport de gestion. Au 28 juin 2020, le ratio de levier financier de la dette nette de Gildan s'élevait à 4,9 fois le BAIIA ajusté (1,6 fois au 29 décembre 2019). Le ratio de levier financier de la dette nette de la Société est calculé comme suit :

<i>(en millions de dollars, à moins d'indication contraire)</i>	28 juin 2020	29 décembre 2019
BAIIA ajusté des douze derniers mois consécutifs	203,2	548,1
Ajustement pour l'élément suivant :		
Acquisitions d'entreprises	—	—
BAIIA ajusté pro forma des douze derniers mois consécutifs	203,2	548,1
Dette nette ¹⁾	987,3	862,4
Ratio de levier financier de la dette nette ¹⁾	4,9	1,6

1) Voir la section 16.0 « Définition et rapprochement des mesures financières non conformes aux PCGR » du présent rapport de gestion. Certains légers écarts attribuables à des facteurs d'arrondissement existent entre les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et ce tableau sommaire.

Les ratios de la dette nette totale au BAIIA définis dans les conventions relatives aux prêts et aux effets (et les modifications de celles-ci) diffèrent à plusieurs égards de la définition des mesures financières non conformes aux PCGR « ratio de levier financier de la dette nette » et « BAIIA ajusté » de la Société qui sont décrites dans le présent rapport de gestion. Les définitions données dans les conventions sont fondées sur la comptabilisation de tous les contrats de location conformément aux principes comptables antérieurs selon lesquels les contrats de location de la Société visant des locaux étaient comptabilisés en tant que contrats de location simple, tandis que le ratio de levier financier de la dette nette comptabilisé par la Société reflète la comptabilisation des contrats de location conformément aux méthodes comptables actuelles de la Société. De plus, les ajustements du BAIIA permis aux termes des conventions relatives aux prêts et aux effets peuvent différer des ajustements utilisés par la Société pour calculer son BAIIA ajusté, une mesure financière non conforme aux PCGR. En raison de ces différences et de l'exclusion des résultats financiers du trimestre clos le 28 juin 2020, le ratio de la dette nette totale au BAIIA de la Société aux fins des conventions relatives aux prêts et aux effets était de 2,0 à la clôture du deuxième trimestre de l'exercice 2020.

Nous prévoyons que nos soldes de trésorerie et la capacité de financement inutilisée aux termes de nos facilités d'emprunt à long terme continueront à nous procurer des liquidités suffisantes au cours des douze prochains mois dans le contexte économique actuel. Il y a lieu de se reporter à la section 11.2 du présent rapport de gestion pour une mise à jour sur le risque de liquidité de la Société.

8.3 Arrangements hors bilan et obligations contractuelles

Dans le cours normal de nos activités, nous nous engageons à remplir certaines obligations contractuelles à l'égard desquelles nous serons appelés à décaisser des fonds au cours de périodes futures. Tous nos engagements figurent dans nos états consolidés de la situation financière, à l'exception des obligations d'achat et des paiements minimaux de redevances, qui figurent dans le tableau des obligations contractuelles qui suit. Le tableau suivant présente l'échéance de nos obligations contractuelles par période en date du 28 juin 2020.

<i>(en millions de dollars)</i>	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Moins de 1 exercice	De 1 à 3 exercices	De 4 à 5 exercices	Plus de 5 exercices
Créditeurs et charges à payer	345,8	345,8	345,8	—	—	—
Dette à long terme ¹⁾	1 367,0	1 367,0	—	400,0	817,0	150,0
Obligations d'achat et autres obligations	—	396,4	290,6	85,3	20,4	0,1
Obligations locatives	86,2	101,3	20,3	29,0	17,5	34,5
Total des obligations contractuelles	1 799,0	2 210,5	656,7	514,3	854,9	184,6

1) Exclusion faite des intérêts.

Tel que précisé à la note 23 afférente à nos états financiers consolidés audités de l'exercice 2019, nous avons accordé à des tiers des garanties financières, des lettres de crédit de soutien irrévocables ainsi que des cautionnements afin de les indemniser au cas où la Société et certaines de ses filiales manqueraient à leurs obligations contractuelles. Au 28 juin 2020, l'obligation éventuelle maximale aux termes de ces garanties s'élevait à 36,9 millions de dollars, dont 7,3 millions de dollars étaient liés à des cautionnements et 29,6 millions de dollars, à des garanties financières ainsi qu'à des lettres de crédit de soutien.

8.4 Instruments dérivés

La Société peut à l'occasion recourir à des instruments financiers dérivés pour gérer les risques liés aux fluctuations des taux de change, des prix des marchandises et des taux d'intérêt, ainsi que les risques liés aux variations du cours de nos actions ordinaires aux termes de nos régimes de rémunération fondée sur des actions. Les instruments financiers dérivés ne sont pas utilisés à des fins spéculatives. Au 28 juin 2020, les instruments financiers dérivés en cours de la Société (dont la grande majorité sont désignés comme instruments de couverture efficaces) se composaient principalement de contrats à terme, de contrats d'option et de contrats de swap liés aux devises et aux marchandises, ainsi que de swaps de taux d'intérêt variable-fixe, afin de fixer les taux d'intérêt variables d'une portion désignée des emprunts aux termes du contrat de prêt et des billets non garantis. La Société détient également un swap sur le rendement total en cours, destiné à diminuer les variations du bénéfice net associé aux unités d'actions différées qui sont réglées en trésorerie. Pour un complément d'information sur nos instruments financiers dérivés, il y a lieu de se reporter aux notes 9 e), 10 et 11 afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités au 28 juin 2020 et pour les périodes de trois mois et de six mois closes à cette date.

8.5 Données sur les actions en circulation

Nos actions ordinaires sont inscrites à la cote de la Bourse de New York (« NYSE ») et de la Bourse de Toronto (« TSX ») sous le symbole GIL. En date du 24 juillet 2020, 198 224 646 actions ordinaires étaient émises et en circulation, tandis que 2 219 128 options sur actions et 115 500 unités d'actions incessibles dilutives (les « UAI visant des actions nouvelles ») étaient en circulation. Chaque option sur actions confère au porteur le droit d'acheter, à un prix prédéterminé, une action ordinaire à la fin de la période d'acquisition des droits. Chaque UAI visant des actions nouvelles confère au porteur le droit de recevoir une action ordinaire nouvelle à la fin de la période d'acquisition des droits, sans qu'aucune contrepartie monétaire ne soit versée à la Société. Les UAI visant des actions nouvelles sont exclusivement utilisées pour les attributions non récurrentes afin de recruter des personnes talentueuses ou aux fins de la fidélisation, et les conditions d'acquisition qui s'y rattachent, incluant les objectifs de rendement s'il y a lieu, sont déterminés par le conseil d'administration au moment de l'attribution.

8.6 Déclaration de dividendes

En avril 2020, étant donné la gravité de la situation économique actuelle découlant de la pandémie de COVID-19, la Société a suspendu ses dividendes trimestriels en trésorerie. Le précédent dividende déclaré par la Société de 0,154 \$ par action, pour un paiement total de 30,6 millions de dollars, a été versé le 6 avril 2020.

Dans le contexte du cadre d'affectation des capitaux de la Société décrit à la section 8.1 du présent rapport de gestion, plusieurs facteurs sont pris en compte par le conseil d'administration pour décider de la déclaration de dividendes trimestriels en trésorerie, notamment les bénéfices actuels et futurs de la Société, ses flux de trésorerie aux fins des besoins en fonds de roulement, ses dépenses d'investissement, ses obligations de remboursement de la dette, ses exigences en matière de capital, la conjoncture macroéconomique ainsi que les restrictions réglementaires et juridiques actuelles et/ou futures. De plus, comme il est indiqué à la section 8.2 du présent rapport de gestion, la Société a révisé ses conventions relatives aux prêts et aux effets en juin 2020 afin d'en modifier les clauses restrictives pour qu'elles lui procurent une plus grande souplesse financière. Durant la période d'allègement des clauses restrictives qui sera close le 4 avril 2021, les versements de dividendes ne sont pas autorisés, sauf au cours des trimestres qui seront clos le 3 janvier 2021 et le 4 avril 2021 si le ratio de la dette nette totale au BAIIA est inférieur à 3,00 pour 1,00. Rien ne garantit la déclaration de futurs dividendes trimestriels en trésorerie.

8.7 Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 20 février 2019, Gildan a reçu l'approbation de la TSX relativement au renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités à compter du 27 février 2019 en vue du rachat aux fins d'annulation d'au plus 10 337 017 actions ordinaires, soit environ 5 % des actions ordinaires émises et en circulation de Gildan. Le 19 février 2020, Gildan a obtenu l'approbation de la TSX relativement au renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités commençant le 27 février 2020 en vue du rachat, aux fins d'annulation, d'au plus 9 939 154 actions ordinaires, soit environ 5 % des actions ordinaires émises et en circulation de Gildan.

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2020, la Société a racheté, aux fins d'annulation, un total de 843 038 actions ordinaires aux termes de ses offres publiques de rachat dans le cours normal des activités pour un coût total de 23,2 millions de dollars. Du coût total de 23,2 millions de dollars, 0,7 million de dollars ont été imputés au capital social et le solde, aux résultats non distribués. En avril 2020, étant donné la gravité de la situation économique actuelle découlant de la pandémie de COVID-19, la Société a suspendu les rachats d'actions jusqu'à nouvel ordre. De plus, comme il est indiqué à la section 8.2 du présent rapport de gestion, la Société a révisé ses conventions relatives aux prêts et aux effets en juin 2020 afin d'en modifier les clauses restrictives pour qu'elles lui procurent une plus grande souplesse financière. Durant la période d'allègement des clauses restrictives qui sera close le 4 avril 2021, les rachats d'actions ne sont pas autorisés, sauf au cours des trimestres qui seront clos le 3 janvier 2021 et le 4 avril 2021 si le ratio de la dette nette totale au BAIIA est inférieur à de 3,00 pour 1,00. Rien ne garantit la reprise des offres publiques de rachat dans le cours normal des activités et des rachats d'actions.

9.0 POURSUITES

9.1 Réclamations et litiges

La Société est partie à des réclamations et litiges qui surviennent dans le cours normal de ses activités. Elle ne prévoit pas que le règlement de ces questions aura un effet défavorable important sur sa situation financière ou ses résultats opérationnels.

10.0 PERSPECTIVES

Étant donné le caractère sans précédent des répercussions de la COVID-19 et l'incertitude qui en découle, la Société a retiré ses prévisions pour l'exercice 2020 comme elle l'a annoncé dans communiqué de presse daté du 23 mars 2020, qui peut être consulté sur le site Web de SEDAR, au www.sedar.com, sur le site Web de EDGAR, au www.sec.gov, et sur le site Web de la Société, au www.gildancorp.com.

11.0 GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La Société est exposée à des risques découlant de ses instruments financiers, dont le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque lié au prix des marchandises, ainsi que les risques liés aux variations du cours de nos actions ordinaires aux termes de nos régimes de rémunération fondée sur des actions. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » du rapport de gestion annuel 2019 pour de plus amples renseignements sur l'exposition de la Société aux risques découlant de ses instruments financiers. Les informations fournies à la section « Gestion des risques financiers » du rapport de gestion annuel 2019, ainsi que celles figurant à la note 14 afférente aux états financiers consolidés annuels audités de l'exercice 2019, sont présentées conformément aux exigences de la norme IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*, et elles sont donc intégrées par renvoi dans les états financiers consolidés annuels audités de l'exercice 2019 et en font partie intégrante. Pour un complément d'information sur nos instruments financiers dérivés, il y a lieu de se reporter à la note 10 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités au 28 juin 2020 et pour les périodes de trois mois et de six mois closes à cette date.

Les changements touchant les risques de crédit et de liquidité de la Société sont décrits plus loin sous les intitulés « Risque de crédit » et « Risque de liquidité », et ils constituent une mise à jour de la section « Gestion des risques financiers » du rapport de gestion annuel 2019 ayant pour but de décrire les conséquences de la pandémie de COVID-19.

11.1 Risque de crédit

Le risque de crédit se définit comme le risque que la Société subisse une perte imprévue si un client ou une contrepartie à un instrument financier manque à ses obligations contractuelles, et il provient essentiellement des créances clients de la Société. La Société peut également être exposée au risque de crédit en raison de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie et de ses instruments financiers dérivés. Elle gère ce risque en ne traitant qu'avec des institutions financières nord-américaines et européennes hautement cotées. Le risque de crédit de la Société peut en plus être exacerbé lorsque la conjoncture économique et les conditions financières sont mauvaises, incluant ce qui est observé durant l'actuelle pandémie de COVID-19, comme il est expliqué plus en détail ci-après. Le montant de nos créances clients et notre exposition au risque de crédit fluctuent tout au long de l'exercice, en raison de la nature saisonnière des ventes et d'autres facteurs. La moyenne des créances clients et du montant du risque de crédit de la Société pour une période intermédiaire pourrait être considérablement supérieure au solde à la date de clôture de cette période de présentation de l'information financière. De plus, en raison de la nature saisonnière historique des ventes nettes de la Société, le solde des créances clients en date de la clôture d'une année civile sera typiquement inférieur au solde en date de la clôture d'une période intermédiaire de présentation de l'information financière.

Aux termes d'un contrat d'achat de créances, la Société peut vendre en permanence les créances clients de certains clients désignés à une institution financière tierce en contrepartie d'un paiement en trésorerie correspondant à la valeur nominale des créances vendues, diminuée d'un escompte applicable. La Société conserve les responsabilités liées au traitement de créances client, y compris le recouvrement, mais ne conserve aucun risque de crédit relativement à toute créance client qui a été vendue. Toutes les créances clients vendues conformément au contrat d'achat de créances sont sorties des états consolidés de la situation financière, car la vente des créances clients est admissible à la décomptabilisation. Au 28 juin 2020, les créances clients traitées aux termes d'un contrat d'achat de créances s'élevaient à 109,0 millions de dollars (141,0 millions de dollars au 29 décembre 2019). Le contrat d'achat de créances, qui permet la vente de créances clients d'un maximum de 175 millions de dollars à la fois, vient à échéance le 21 juin 2021, sous réserve de prorogations annuelles.

Le risque de crédit inhérent aux créances clients de la Société est concentré, puisqu'elle réalise la majeure partie de ses ventes auprès d'un groupe relativement petit de distributeurs de vente en gros et de détaillants du marché de masse et d'autres détaillants. Au 28 juin 2020, 70 % des créances clients de la Société étaient exigibles auprès de ses dix plus importants clients débiteurs, dont le plus important représentait 27 %. Les principaux clients débiteurs de la Société sont situés aux États-Unis. Le reste des soldes de créances clients est réparti entre un plus grand nombre de débiteurs situés dans plusieurs régions géographiques, dont les États-Unis, le Canada, l'Europe, l'Asie-Pacifique et l'Amérique latine.

La plupart de nos clients traitent avec la Société ou avec ses filiales depuis plusieurs années. Certains distributeurs de vente en gros ont un levier financier important et dépendent fortement des modalités du crédit commercial que leur accordent quelques grands fournisseurs, dont la Société, ainsi que du financement par emprunt externe, incluant des prêts bancaires garantis par les créances clients et les stocks donnés en nantissement. Le levier financier de ces clients peut limiter leur capacité à refinancer une dette existante ou à obtenir du financement supplémentaire, voire les empêcher d'en obtenir, et pourrait avoir un impact sur leur capacité à respecter les clauses restrictives de leur entente de crédit et d'autres obligations. Le profil et la solvabilité des détaillants du marché de masse et des autres détaillants clients de la Société varient énormément de l'un à l'autre.

Le nouveau coronavirus COVID-19 a été reconnu en tant que pandémie par l'Organisation mondiale de la santé en mars 2020. Pour limiter la propagation du virus, les gouvernements et les agences de santé publique du monde entier ont imposé des mesures de confinement d'urgence, comme des restrictions de voyage et des activités commerciales, et ont conseillé ou exigé des mesures de distanciation sociale et physique. Ces restrictions et d'autres facteurs ont causé un important ralentissement économique mondial et des récessions. Les marchés mondiaux des capitaux propres et des capitaux d'emprunt ont connu une volatilité et une faiblesse importantes. Les gouvernements et les banques centrales ont réagi en déployant des interventions monétaires et fiscales de grande envergure visant à stabiliser la conjoncture économique. À compter de mars 2020 et durant le deuxième trimestre de l'exercice 2020, la Société a constaté une réduction importante de ses ventes dans les réseaux des vêtements à imprimer et de la vente au détail en raison de ces restrictions, notamment la limitation des rassemblements, les restrictions de voyage et l'annulation de divers événements sportifs, promotionnels, et culturels et de divertissement, les fermetures d'écoles, les restrictions importantes touchant les voyages transfrontaliers et internationaux, de même que les multiples fermetures d'installations de fabrication et de distribution et de magasins de vente au détail en Amérique du Nord et ailleurs dans le monde. La détérioration de la demande qui s'est amorcée en mars 2020 s'est poursuivie au deuxième trimestre de l'exercice 2020, comme il est expliqué à la section 3.0 « Le point sur les répercussions liées à la COVID-19 et les initiatives liées à la stratégie Retour à l'essentiel » du présent rapport de gestion. En conséquence, bon nombre de nos clients ont enregistré une diminution marquée de leurs ventes et de leurs activités pendant cette période, et ils prennent des mesures visant à réduire au minimum leurs pertes opérationnelles et à préserver leur situation de trésorerie, notamment des demandes de prolongation des délais de paiement pour les expéditions déjà facturées par la Société. Au cours de la deuxième moitié du deuxième trimestre de l'exercice 2020, certaines restrictions imposées par les gouvernements et les agences de santé publique ont été levées (en partie seulement dans certains cas), ce qui a permis la réouverture des magasins de détail, avec des heures d'ouverture réduites pour bon nombre d'entre eux, et la réouverture progressive d'autres secteurs de l'activité économique. Même si de nombreux clients ont réglé des factures en souffrance au deuxième trimestre, en particulier en deuxième moitié du trimestre, une incertitude considérable persiste quant aux conséquences de la pandémie de COVID-19 sur l'économie mondiale et, de ce fait, l'exposition de la Société aux pertes de crédit. La Société estime toujours que son risque de perte de crédit s'est accru pour de nombreux clients en 2020 en raison de la pandémie de COVID-19, et ce risque accru se reflète dans sa correction de valeur pour pertes de crédit attendues, comme il est expliqué plus loin. Globalement, si la situation financière d'un client se détériorait, notamment en raison de la pandémie de COVID-19, nous pourrions être forcés de limiter ou d'interrompre nos activités avec celui-ci, d'assumer un risque de crédit plus important à l'égard des achats futurs de ce client ou de comptabiliser des créances clients irrécouvrables à son égard. D'éventuelles pertes sur créances engendrées par l'un de nos dix plus grands clients pourraient être importantes et avoir un effet négatif significatif sur nos résultats.

L'octroi de crédit aux clients est un exercice hautement subjectif et repose sur une évaluation de la situation financière de chaque client et de son dossier de paiement. La Société a instauré divers contrôles internes afin d'atténuer le risque de crédit, incluant un service du crédit dédié qui recommande les limites de crédit et les modalités de paiement des clients, qui sont examinées et approuvées sur une base trimestrielle par la haute direction des bureaux de représentation principaux de la Société à Christ Church, à la Barbade. Les services du crédit passent régulièrement en revue les cotes de crédit externes et les états financiers des clients, s'ils sont disponibles, et, dans certains cas, ils obtiennent des références de banques ou d'autres parties. Les nouveaux clients sont assujettis à un processus d'examen approfondi et d'approbation préalable. À l'occasion et lorsque les circonstances le justifient, la Société et ses clients concluent temporairement des transactions qui sont réglées par anticipation. Même si les contrôles et procédés qu'emploie la Société en matière de crédit parviennent à atténuer le risque de crédit, ils ne peuvent pas l'éliminer complètement et rien ne garantit qu'ils puissent demeurer efficaces ou que les pertes sur créances de la Société continueront d'être comme par le passé.

Le tableau qui suit indique, par région géographique, le montant des créances clients de la Société qui l'exposaient au risque de crédit aux dates indiquées :

<i>(en millions de dollars)</i>	28 juin 2020	29 décembre 2019
Créances clients par région		
États-Unis	125,2	263,8
Canada	7,7	20,9
Europe et autres pays	25,7	36,2
Total des créances clients	158,6	320,9

Le classement chronologique des créances clients était le suivant aux dates indiquées :

<i>(en millions de dollars)</i>	28 juin 2020	29 décembre 2019
Non en souffrance	76,0	301,2
En souffrance depuis 0 à 30 jours	22,3	7,6
En souffrance depuis 31 à 60 jours	42,4	5,3
En souffrance depuis 61 à 120 jours	23,2	3,3
En souffrance depuis plus de 121 jours	15,8	10,7
Créances clients	179,7	328,1
Moins la correction de valeur pour pertes de crédit attendues	(21,1)	(7,2)
Total des créances clients	158,6	320,9

L'augmentation des montants en souffrance depuis la clôture de l'exercice 2019 est principalement attribuable aux conséquences économiques défavorables de la COVID-19 sur les volumes de ventes et les recouvrements de nos clients, ce qui a poussé un grand nombre de clients de la Société à reporter le paiement de leurs factures qui étaient exigibles en mars 2020 et par la suite afin de gérer leur situation de trésorerie dans ce contexte. La Société collabore étroitement avec bon nombre de ses plus gros clients pour s'entendre sur des échéanciers de règlement des factures en souffrance et pour établir de nouvelles modalités d'expédition et de paiement visant les nouvelles commandes dans ce contexte.

Pour déterminer la correction de valeur pour pertes de crédit attendues, la Société applique la méthode simplifiée selon l'IFRS 9, *Instruments financiers*, et calcule les pertes de crédit attendues selon les pertes de crédit attendues pour la durée de vie. La Société a élaboré une matrice de calcul, qui distingue ses clients en fonction de leurs caractéristiques économiques et attribue des taux au titre des pertes de crédit attendues en fonction du nombre de jours dont les créances clients sont en souffrance. Les taux au titre des pertes de crédit attendues sont fondés sur l'historique des pertes de crédit de la Société, ajusté en fonction de facteurs prospectifs du contexte économique. Dans la foulée de la pandémie de COVID-19, la matrice de calcul de la Société a été ajustée, car l'historique ne reflétait pas les conditions actuelles du marché, notamment les incertitudes présentes dans le contexte économique actuel, comme la viabilité financière de ses débiteurs et les différents niveaux de soutien gouvernemental qui ont été annoncés. Bon nombre des clients de la Société ont observé une diminution considérable de leurs ventes et de leurs activités au cours de cette période et prennent des mesures précises pour réduire au minimum les pertes opérationnelles et préserver les liquidités, notamment en demandant une prolongation des délais de paiement pour les expéditions précédemment facturées par la Société. Par conséquent, les taux au titre des pertes déterminés précédemment en fonction du nombre de jours en souffrance inclus dans la matrice de calcul ne reflètent pas les pertes attendues pour le moment. Ainsi, la Société a appliqué des taux au titre des pertes aux créances

individuellement significatives, ou à des sous-catégories de créances individuellement significatives, sur la base de son évaluation des résultats possibles en ce qui concerne la possibilité de recouvrement de ces montants à la date d'évaluation. La Société a augmenté ses taux au titre des pertes de crédit attendues en s'appuyant sur des facteurs de perte macroéconomiques projetés (tels que les baisses prévues du PIB ou les taux de défaillance projetés du marché) afin de refléter le risque de perte supplémentaire que la conjoncture économique pourrait laisser présager. En ce qui concerne les clients dont les comptes sont en règle qui n'ont pas demandé de prolongation des délais de paiement pour les expéditions précédemment facturées par la Société, les taux au titre des pertes de crédit attendues n'ont pas été modifiés. Pour ce qui est des clients qui ont demandé une prolongation des délais de paiement pour les expéditions précédemment facturées par la Société, un taux au titre des pertes attendues s'établissant entre 3 % et 10 % a été déterminé en fonction de facteurs macroéconomiques et de l'historique de paiement de chaque client, de la nature de ses activités et de sa situation géographique. Pour les clients déjà en défaut de paiement, un taux de pertes important a été déterminé. Pour la période de six mois close le 28 juin 2020, la perte de valeur des créances clients s'est chiffrée à 14,5 millions de dollars, ce qui reflète une perte de valeur des créances clients de 20,8 millions de dollars au premier trimestre de l'exercice 2020 attribuable à l'accroissement du risque de crédit causé par la pandémie de COVID-19 et un recouvrement lié à la perte de valeur des créances clients de 6,3 millions de dollars au deuxième trimestre de l'exercice 2020 en raison de la diminution des soldes des créances clients. Une augmentation de 10 % du taux au titre des pertes attendues pour tous les clients dont le solde est en souffrance au 28 juin 2020 entraînerait une augmentation de 18 millions de dollars au titre de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues. Si, à la lumière de nouvelles informations, la Société modifie son évaluation des pertes attendues, les montants comptabilisés au titre de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues seront mis à jour dans la période au cours de laquelle lesdites informations supplémentaires ont été obtenues. Rien ne garantit que les estimations actuelles de la recouvrabilité des créances clients faites par la Société ne changeront pas de manière significative au fur et à mesure de l'évolution de la pandémie de COVID-19 et suivant les répercussions commerciales et sociétales connexes, ce qui pourrait nécessiter soit la comptabilisation d'une charge au résultat, soit une reprise sur ces corrections de valeur dans des périodes ultérieures selon les estimations révisées ou les recouvrements qui seront réalisés.

11.2 Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que la Société ne puisse s'acquitter de ses obligations financières à leur échéance. Nous dépendons de la trésorerie, des emprunts et des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles pour combler nos besoins en financement. Nous pourrions également avoir besoin d'un accès continu aux marchés des capitaux pour soutenir nos activités et réaliser nos plans stratégiques. Toute entrave à notre capacité à respecter les clauses restrictives et les modalités contenues dans nos conventions relatives à la dette à long terme, de même qu'à notre capacité à accéder aux marchés des capitaux, ou le défaut d'une institution financière qui participe à nos facilités de crédit bancaires renouvelables à long terme, ou encore une perception défavorable de notre situation financière ou de nos perspectives par les marchés des capitaux pourraient avoir une incidence importante sur notre capacité de financement future. De plus, notre accès aux marchés des capitaux et à un financement à des modalités et à des taux d'intérêt raisonnables pourrait être affecté par les conditions économiques et du marché du crédit, notamment un ralentissement économique prolongé et des récessions attribuables à la nature sans précédent de la pandémie de COVID-19 et à la déstabilisation persistante des marchés des capitaux d'emprunt et des capitaux propres.

La Société gère le risque de liquidité en ajustant sa structure de capital et son levier financier, tel que précisé à la note 24 afférente aux états financiers consolidés annuels audités de l'exercice 2019 et à la section 8.1 « Cadre d'affectation des capitaux » du présent rapport de gestion. De plus, elle gère ce risque en surveillant continuellement ses flux de trésorerie réels et projetés, en tenant compte du caractère saisonnier de ses ventes et de ses encaissements, ainsi que de l'échéancier prévu des dépenses d'investissement. Le conseil d'administration examine et approuve les budgets d'exploitation et d'investissement de la Société, ainsi que les opérations telles que la déclaration de dividendes, l'établissement de programmes de rachats d'actions, les fusions, les acquisitions et les autres investissements ou cessions d'envergure.

En conséquence de l'importante réduction des volumes de ventes qui s'est amorcée à la deuxième moitié de mars 2020 et de la détérioration de la demande qui s'est poursuivie au deuxième trimestre de l'exercice 2020, comme il est décrit à la section 5.4.1 du présent rapport de gestion, la Société a pris un certain nombre de mesures préventives visant à réduire au minimum ses pertes opérationnelles, à préserver sa situation de trésorerie et à accroître ses liquidités ainsi qu'à maintenir sa souplesse financière. Ces mesures sont notamment les suivantes :

- En parallèle avec les fermetures d'entreprises privées imposées par les gouvernements partout dans le monde, nous avons commencé à fermer nos installations de fabrication le 17 mars 2020 afin d'assurer la sécurité de nos employés et de faire concorder nos activités et les niveaux de nos stocks avec la demande actuelle. Nous avons continué de gérer et de faire concorder nos activités et les niveaux de nos stocks avec la demande actuelle et avons maintenu la majorité de nos installations de fabrication en veilleuse ou en exploitation à de faibles niveaux de capacité au cours du deuxième trimestre. Parallèlement à l'amélioration de la demande et à la levée des fermetures, nous avons entrepris la relance de la production à différents niveaux d'exploitation dans la majorité

de nos installations plus tard dans le trimestre. Nos centres de distribution ont continué de fonctionner, initialement avec une capacité réduite, et nous nous sommes ajustés à la demande au fil du trimestre;

- Réduction des salaires ou passage à une semaine de quatre jours pour les salariés prolongés jusqu'à la fin du deuxième trimestre de l'exercice 2020;
- Réduction des effectifs pour les faire concorder avec la demande actuelle et future;
- Report des dépenses d'investissement non essentielles, des charges discrétionnaires et de la réception de matières premières;
- Grande attention accordée à la gestion du fonds de roulement;
- Dette à long terme supplémentaire de 400 millions de dollars contractée le 6 avril 2020;
- Suspension des dividendes trimestriels de la Société et des rachats d'actions aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société;
- Révision des conventions relatives aux prêts et aux effets de la Société afin d'en modifier les clauses restrictives d'ordre financier, comme il est décrit à la section 8.2 du présent rapport de gestion.

En date du 28 juin 2020, la Société disposait de liquidités disponibles d'environ 1,2 milliard de dollars. Aux fins de la simulation de crise portant sur le caractère suffisant de ses liquidités au cours des douze prochains mois, la Société a évalué des modèles financiers qui prennent en compte différents scénarios financiers variant en fonction de la durée des mesures de confinement imposées par les gouvernements et de leurs conséquences sur l'économie des pays dans lesquels la Société et ses clients exercent des activités, allant d'une levée graduelle des mesures de confinement et d'une réouverture progressive de l'économie au scénario plus prudent d'une réouverture plus lente des économies s'échelonnant sur les douze prochains mois. À la lumière de ces modèles financiers, qui tiennent compte des mesures susmentionnées ainsi que de sa situation de trésorerie actuelle et de ses marges de crédit disponibles, la Société prévoit qu'elle disposera de liquidités suffisantes pour soutenir ses activités au cours des douze prochains mois. La Société estime aussi qu'elle continuera de respecter l'ensemble des clauses restrictives d'ordre financier modifiées auxquelles elle est assujettie aux termes de sa facilité renouvelable, de ses deux prêts à terme et de ses effets à payer pendant cette période. Cependant, si la conjoncture économique causée par la pandémie de COVID-19 s'aggrave, la capacité de la Société à respecter ses clauses restrictives modifiées pourrait être entravée et la Société pourrait devoir chercher à modifier de nouveau ses conventions relatives aux prêts et aux effets. Rien ne garantit que la Société pourra conclure des modifications additionnelles ou obtenir des dispenses auprès de ses prêteurs ultérieurement, ni remédier à d'éventuels cas de défaut en cas de besoin. De telles modifications additionnelles ou dispenses pourraient imposer de nouvelles conditions encadrant la capacité de la Société à déclarer des dividendes et à réaliser des rachats d'actions et des acquisitions d'entreprises ainsi que d'autres clauses restrictives. En conséquence, et pour d'autres raisons possibles, notamment l'approche globale de la Société en matière de gestion des liquidités, rien ne garantit que la Société rétablira ses dividendes trimestriels ou reprendra ses rachats d'actions aux termes de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités au cours des douze prochains mois, ni qu'elle pourra financer des occasions d'acquisition d'entreprises qui pourraient se présenter durant cette période. La Société continuera de surveiller l'évolution de la situation et cherchera à ajuster son approche en conséquence. Se reporter à la section 8.0 « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion.

12.0 PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS

Nos principales méthodes comptables sont décrites à la note 3 afférente aux états financiers consolidés audités de l'exercice 2019. La préparation d'états financiers conformément aux IFRS exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont passées en revue de façon continue. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées, ainsi que dans les périodes futures touchées par ces révisions.

12.1 Jugements critiques réalisés lors de l'application des méthodes comptables

Les jugements critiques réalisés par la direction lors de l'application des méthodes comptables et qui ont l'incidence la plus significative sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés sont les suivants :

- Détermination des UGT
- Impôt sur le résultat

12.2 Principales sources d'incertitude relative aux estimations

Les principales sources d'incertitude relative aux estimations et qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et des passifs pour le reste de l'exercice sont les suivantes :

- Correction de valeur pour pertes de crédit attendues
- Évaluation des stocks
- Recouvrabilité et dépréciation d'actifs non financiers
- Impôt sur le résultat

Pour une analyse plus détaillée des éléments nécessitant le recours aux estimations et aux jugements de la direction, il y a lieu de se reporter à la note 3 afférente aux états financiers consolidés audités de l'exercice 2019 et aux notes 4, 6 et 9 e) des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités au 28 juin 2020 et pour la période de trois mois close à cette date.

13.0 MÉTHODES COMPTABLES ET NOUVELLES NORMES COMPTABLES N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ APPLIQUÉES

13.1 Méthodes comptables

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société au 28 juin 2020 et pour les périodes de trois mois et de six mois closes à cette date ont été établis conformément à la Norme comptable internationale IAS 34, *Information financière intermédiaire*, telle que publiée par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). La Société a utilisé les mêmes méthodes comptables dans la préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités au 28 juin 2020 et pour les périodes de trois mois et de six mois closes à cette date que celles décrites à la note 3 afférente à ses plus récents états financiers consolidés annuels audités, à l'exception des nouvelles normes adoptées, comme il est décrit ci-dessous.

Modifications à l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*

En octobre 2018, l'IASB a publié des modifications à l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*. Les modifications clarifient la définition d'une entreprise afin d'aider les entités à déterminer si une opération doit être comptabilisée comme un regroupement d'entreprises ou comme une acquisition d'actifs. Les modifications s'appliquent aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition est égale ou postérieure au début de la première période de présentation de l'information financière annuelle ouverte à compter du 1^{er} janvier 2020 et s'appliquent prospectivement. Compte tenu de l'application prospective de ces modifications, leur adoption n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

13.2 Nouvelles normes comptables et interprétations n'ayant pas encore été appliquées

Modifications à l'IAS 1, *Présentation des états financiers*

Le 23 janvier 2020, l'IASB a publié des modifications à portée restreinte à l'IAS 1, *Présentation des états financiers*, afin de clarifier la manière de classer la dette et les autres passifs en tant que passifs courants ou non courants. Les modifications (qui touchent seulement la présentation des passifs dans l'état de la situation financière) clarifient que le classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants doit être fonction des droits qui existent à la fin de la période de présentation de l'information financière de différer le règlement du passif pour au moins douze mois et indiquent explicitement que seuls les droits qui existent à la fin de la période de présentation de l'information financière influent sur le classement d'un passif; clarifient que le classement n'est pas touché par les attentes quant à l'exercice du droit de l'entité de différer le règlement du passif; et précisent que par règlement on entend le transfert à l'autre partie d'éléments de trésorerie, d'instruments de capitaux propres, d'autres actifs ou de services. Les modifications sont en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023 et doivent être appliquées de façon rétrospective. Une application anticipée est permise.

14.0 CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE LA DIVULGATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Au cours de la période qui a débuté le 30 mars 2020 et s'est terminée le 28 juin 2020, aucune modification n'a été apportée à notre contrôle interne à l'égard de la divulgation de l'information financière qui a eu une incidence importante ou qui serait raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative sur notre contrôle interne à l'égard de la divulgation de l'information financière de la Société.

15.0 RISQUES ET INCERTITUDES

Dans notre rapport de gestion annuel 2019, aux sections « Gestion des risques financiers » et « Risques et incertitudes », nous décrivons les principaux risques qui pourraient avoir une incidence négative et significative sur notre situation financière, nos résultats et activités opérationnels, nos flux de trésorerie ou le cours de nos actions ordinaires, et qui pourraient aussi faire varier de façon importante les résultats réels par rapport aux prévisions annoncées ou sous-entendues dans nos énoncés prospectifs. Les risques inclus dans la liste ci-dessous ne sont pas les seuls auxquels la Société pourrait être exposée. Des risques et des incertitudes supplémentaires, dont nous ignorons actuellement l'existence ou que nous jugeons actuellement peu significatifs, pourraient aussi avoir une incidence défavorable importante sur notre situation financière, nos résultats opérationnels, nos flux de trésorerie ou nos activités. Les risques décrits dans notre rapport de gestion annuel 2019 comprennent les suivants :

- Notre capacité à mettre nos stratégies et nos plans de croissance à exécution
- Notre capacité à bien répondre à la concurrence
- Notre capacité à intégrer les acquisitions
- Nous pourrions subir l'incidence négative de l'évolution de la conjoncture économique et financière
- Nous dépendons d'un petit nombre de clients d'envergure
- Le fait que nos clients ne soient pas dans l'obligation de passer un minimum de commandes fermes
- Notre capacité à prévoir, à identifier et à réagir à l'évolution des préférences des consommateurs et des tendances de consommation
- Notre capacité à gérer efficacement notre volume de production et nos niveaux de stocks en fonction des fluctuations de la demande des consommateurs
- Nous pourrions subir l'incidence négative des fluctuations et de la volatilité des cours des matières premières entrant dans la confection de nos produits
- Nous dépendons de fournisseurs clés
- Nous pourrions subir l'incidence négative des risques liés aux conditions météorologiques, au climat politique et socioéconomique, aux catastrophes naturelles et aux pandémies propres aux pays où nous exerçons nos activités ou auprès desquels nous nous approvisionnons
- Respect des lois et règlements des différents pays où nous exerçons nos activités et incidences négatives potentielles de litiges et/ou de mesures réglementaires
- Nous dépendons de certains accords commerciaux internationaux (multilatéraux et bilatéraux) et programmes de préférences et sommes soumis à l'évolution de la réglementation en matière de commerce international
- Les facteurs ou circonstances qui pourraient faire grimper notre taux d'impôt effectif
- La conformité à la réglementation en matière d'environnement et de santé et sécurité
- Les changements climatiques mondiaux pourraient nuire à nos activités
- Conformité à la réglementation sur la sécurité des produits
- Nous pourrions subir l'impact négatif des changements relatifs à nos relations de travail avec nos employés et aux règlements sur l'emploi au Canada comme à l'étranger
- Nous pourrions avoir mauvaise presse à la suite des violations avérées, alléguées ou perçues des lois du travail locales ou des normes du travail internationales, ou pour des pratiques de travail ou toutes autres pratiques commerciales contraires à l'éthique
- Nous pourrions subir l'incidence négative de changements liés aux arrangements en matière d'octroi de licences à des tiers et de marques sous licence
- Notre capacité à protéger nos droits de propriété intellectuelle
- Nous avons une grande dépendance à l'égard de nos systèmes informatisés pour la conduite de nos activités commerciales
- Nous pourrions subir l'incidence négative d'atteintes à la protection des données et à la vie privée
- Nous dépendons de dirigeants clés et de notre capacité à attirer et/ou à retenir le personnel clé

Mise à jour des risques et incertitudes – Nous pourrions subir l'incidence négative de l'évolution de la conjoncture économique et financière

Le nouveau coronavirus COVID-19 a été reconnu en tant que pandémie par l'Organisation mondiale de la santé en mars 2020. Pour limiter la propagation du virus, les gouvernements et les agences de santé publique du monde entier ont imposé des mesures de confinement d'urgence, comme des restrictions de voyage et des activités commerciales, et ont conseillé ou exigé des mesures de distanciation sociale et physique. Ces restrictions et d'autres facteurs ont causé un important ralentissement économique mondial et des récessions. Les marchés mondiaux des capitaux propres et des capitaux d'emprunt ont connu une volatilité et une faiblesse importantes. Les gouvernements et les banques centrales ont réagi en déployant des interventions monétaires et fiscales de grande envergure visant à stabiliser la conjoncture économique. À compter de la deuxième moitié du mois de mars et durant le deuxième trimestre de l'exercice 2020, la Société a constaté une baisse marquée de ses ventes dans les réseaux des vêtements à imprimer et de la vente au détail en raison de ces

restrictions, notamment la limitation des rassemblements, l'annulation de divers événements sportifs, promotionnels, et culturels et de divertissement, les fermetures d'écoles, les restrictions importantes touchant les voyages transfrontaliers et internationaux, de même que les multiples fermetures d'installations de fabrication et de distribution et de magasins de vente au détail en Amérique du Nord et ailleurs dans le monde. La détérioration de la demande qui s'est amorcée en mars s'est poursuivie au deuxième trimestre de l'exercice 2020, comme il est expliqué à la section 3.0 « Le point sur les répercussions liées à la COVID-19 et les initiatives liées à la stratégie Retour à l'essentiel » du présent rapport de gestion.

Étant donné les répercussions de ces facteurs, la Société a commencé à fermer ses installations de fabrication le 17 mars 2020 afin d'assurer la sécurité de ses employés et de faire concorder ses activités et les niveaux de ses stocks avec la demande actuelle. La Société a continué de gérer et de faire concorder ses activités et les niveaux de ses stocks avec la demande actuelle et a maintenu la majorité de ses installations de fabrication en veilleuse ou en exploitation à de faibles niveaux de capacité au cours du deuxième trimestre. Parallèlement à l'amélioration de la demande et à la levée des fermetures, la Société a entrepris la relance de la production à différents niveaux d'exploitation dans la majorité de ses installations plus tard dans le trimestre. La Société a aussi pris d'autres mesures en réponse au contexte actuel, comme il est indiqué à la section 3.0 du présent rapport de gestion. Même si l'on observe une levée graduelle de certaines restrictions des gouvernements, le moment où les gouvernements lèveront la totalité des restrictions demeure incertain, tout comme le moment où auront lieu la reprise des événements sportifs, promotionnels, culturels et de divertissement, le retour en classe et le retour à la normale des voyages. De surcroît, lorsque les différentes mesures de confinement auront été levées, le moment de la reprise économique est incertain et le comportement et les préférences des consommateurs pourraient changer sensiblement par rapport à ce qu'ils étaient avant la pandémie, notamment leur disposition à revenir à leurs niveaux antérieurs de dépenses discrétionnaires, à visiter les magasins, les centres d'achat et autres lieux publics où nos clients exercent leurs activités, à prendre part à de grands rassemblements et à retourner en voyage, ce qui pourrait avoir un effet négatif sur la demande des utilisateurs finaux visant nos produits. C'est pourquoi la Société ne peut prévoir à quel moment ni dans quelle mesure ses ventes reviendront à leurs niveaux passés.

La Société a enregistré une perte opérationnelle importante au deuxième trimestre de l'exercice 2020, en raison de la détérioration de la demande sur nos marchés dans ce contexte, de l'incidence des inefficiences de production attribuables au fait que les niveaux de production sont largement inférieurs à la capacité maximale et des différentes charges que doit assumer la Société, comme il est décrit à la section 5 du présent rapport de gestion. Si la demande ne s'améliore pas considérablement sur nos marchés principaux d'ici la fin de 2020, ou si l'un ou l'autre des principaux clients de la Société ne dispose pas de liquidités suffisantes pour poursuivre ses activités durant un ralentissement économique prolongé, la Société pourrait subir des pertes opérationnelles supplémentaires au cours des trimestres ultérieurs, ce qui aurait un effet défavorable sur la situation financière de la Société, notamment la trésorerie, les pertes opérationnelles et les éventuelles réductions de valeur d'actifs supplémentaires. En outre, une faible demande visant nos produits et/ou la faiblesse persistante des prix des marchandises qui a débuté en mars 2020 pourraient se traduire par des prix de vente moins élevés pour nos produits et ainsi avoir une incidence négative sur nos marges et nos flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles. Par ailleurs, nous pourrions engager des coûts et des inefficiences supplémentaires lors de la reprise de nos activités de fabrication normales et le retour aux niveaux de production antérieurs pourrait prendre plus de temps que prévu, ce qui pourrait avoir un effet néfaste sur nos ventes et notre rentabilité futures. La pandémie de COVID-19 et le contexte économique actuel ont aussi pour effet d'exacerber bon nombre des autres risques décrits dans le rapport de gestion annuel 2019 de la Société et mentionnés précédemment, de même que le risque de liquidité et le risque de crédit qui sont décrits à la section 11.0 « Gestion des risques financiers » du présent rapport de gestion.

La durée et les conséquences de la pandémie de COVID-19 restent pour le moment inconnues, tout comme l'efficacité des mesures, existantes et nouvelles, de confinement et de stabilisation des gouvernements. Toute estimation de la durée et de la gravité de ces développements est donc assujettie à une grande incertitude, et c'est pourquoi les estimations de la mesure dans laquelle la pandémie de COVID-19 pourrait avoir une incidence négative importante sur la situation financière, les résultats opérationnels, les flux de trésorerie ou les activités de la Société dans l'avenir sont aussi assujetties à une grande incertitude.

16.0 DÉFINITION ET RAPPROCHEMENT DES MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

Pour évaluer notre performance opérationnelle et notre situation financière, nous utilisons des mesures qui ne sont pas conformes aux PCGR. Les modalités et les définitions des mesures non conformes aux PCGR utilisées dans le présent rapport de gestion et un rapprochement de celles-ci avec les PCGR les plus directement comparables figurent ci-dessous. Les mesures non conformes aux PCGR sont présentées de manière cohérente pour toutes les périodes présentées dans le présent rapport de gestion. Ces mesures non conformes aux PCGR n'ayant pas de sens normalisé aux termes des IFRS, il est donc peu probable qu'elles soient comparables à des mesures semblables présentées par d'autres entreprises. Par conséquent, elles ne doivent pas être considérées de façon isolée.

Bénéfice net ajusté et bénéfice dilué par action ajusté

Le bénéfice net ajusté correspond au bénéfice net avant les coûts de restructuration et les autres coûts connexes à des acquisitions, l'impôt sur le résultat lié aux activités de restructuration et autres activités connexes à des acquisitions, l'impôt sur le résultat lié à la réévaluation de la probabilité de réalisation d'actifs d'impôt différé antérieurement comptabilisés ou décomptabilisés, ainsi que l'impôt sur le résultat découlant de la réévaluation des actifs et des passifs d'impôt différé à la suite de modifications des taux d'impôt prévus par la loi dans les pays où nous exerçons nos activités. Pour l'exercice 2020, le bénéfice net ajusté exclut aussi la perte de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles ainsi que l'incidence des ajustements liés à la décision prise par la Société au quatrième trimestre de l'exercice 2019 de mettre en œuvre une initiative stratégique visant à réduire sensiblement le nombre d'unités de produits dans sa gamme de vêtements à imprimer en cessant ses activités de distribution à la pièce et en abandonnant les styles et les unités de produits redondants et moins productifs entre les marques. Cette initiative a pour but de simplifier le portefeuille de produits de la Société et de diminuer la complexité de ses activités de fabrication et de ses entrepôts de distribution. Cette initiative stratégique entraîne notamment des réductions de valeur des stocks et la constitution d'une provision pour les rendus sur ventes en prévision des retours de produits liés aux unités de produits abandonnées, y compris des réductions de valeur et des provisions pour les rendus sur ventes comptabilisées dans les états financiers de la Société pour le quatrième trimestre de l'exercice 2019 et pour le premier semestre de l'exercice 2020. Le bénéfice dilué par action ajusté correspond au bénéfice net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation. La Société utilise le bénéfice net ajusté et le bénéfice dilué par action ajusté pour mesurer sa performance d'une période à l'autre, sans tenir compte de la variation liée à l'incidence des éléments décrits ci-dessus. La Société exclut ces éléments parce qu'ils influencent la comparabilité des résultats financiers et pourraient fausser l'analyse des tendances relativement à son rendement commercial. Le fait d'exclure ces éléments ne signifie pas qu'ils sont nécessairement non récurrents.

	Périodes de trois mois closes les		Périodes de six mois closes les	
	28 juin 2020	30 juin 2019	28 juin 2020	30 juin 2019
<i>(en millions de dollars, sauf les montants par action)</i>				
Bénéfice net (perte nette)	(249,7)	99,7	(349,0)	122,4
Ajustements pour tenir compte des éléments suivants :				
Coûts de restructuration et autres coûts connexes à des acquisitions	29,0	16,3	39,2	26,9
Perte de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles	—	—	94,0	—
Incidence de l'initiative stratégique visant la gamme de produits ¹⁾	26,0	—	34,0	—
Recouvrement d'impôt lié aux ajustements qui précèdent	(1,9)	(1,0)	(3,6)	(1,5)
Bénéfice net ajusté (perte nette ajustée)	(196,6)	115,0	(185,4)	147,8
Bénéfice de base par action	(1,26)	0,49	(1,76)	0,59
Bénéfice dilué par action	(1,26)	0,49	(1,76)	0,59
Bénéfice dilué par action ajusté	(0,99)	0,56	(0,93)	0,72

1) Pour la période de trois mois close le 28 juin 2020, compte tenu de réductions de valeur des stocks de 24,0 millions de dollars incluses dans le coût des ventes et de l'incidence de 2,0 millions de dollars sur le bénéfice brut d'une provision pour les rendus sur ventes en prévision des retours de produits liés aux unités de produits abandonnées (laquelle a réduit les ventes nettes de 5,0 millions de dollars et le coût des ventes de 3,0 millions de dollars). Pour la période de six mois close le 28 juin 2020, compte tenu de réductions de valeur des stocks de 29,2 millions de dollars incluses dans le coût des ventes et de l'incidence de 4,8 millions de dollars sur le bénéfice brut d'une provision pour les rendus sur ventes en prévision des retours de produits liés aux unités de produits abandonnées (laquelle a réduit les ventes nettes de 11,2 millions de dollars et le coût des ventes de 6,4 millions de dollars).

Certains légers écarts attribuables à des facteurs d'arrondissement existent entre les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et ce tableau sommaire.

Bénéfice brut ajusté et marge brute ajustée

Le bénéfice brut ajusté correspond au bénéfice brut excluant l'incidence des ajustements liés à la décision prise par la Société au quatrième trimestre de l'exercice 2019 de mettre en œuvre une initiative stratégique visant à réduire sensiblement le nombre d'unités de produits dans sa gamme de vêtements à imprimer en cessant ses activités de distribution à la pièce et en abandonnant les styles et les unités de produits redondants et moins productifs entre les marques. Cette initiative a pour but de simplifier le portefeuille de produits de la Société et de diminuer la complexité de ses activités de fabrication et de ses entrepôts de distribution. Cette initiative stratégique entraîne notamment des réductions de valeur des stocks et la constitution d'une provision pour les rendus sur ventes en prévision des retours de produits liés aux unités de produits abandonnées, y compris des réductions de valeur et des provisions pour les rendus sur ventes comptabilisées dans les états financiers de la Société pour le quatrième trimestre de l'exercice 2019 et le premier semestre de l'exercice 2020. La marge brute ajustée correspond au bénéfice brut ajusté divisé par les ventes nettes excluant la provision pour les rendus sur ventes en prévision des retours de produits liés aux unités de produits abandonnées. La direction utilise le bénéfice brut ajusté et la marge brute ajustée pour mesurer la performance de la Société d'une période à l'autre, sans tenir compte des variations liées à l'incidence des éléments décrits ci-dessus. La Société exclut ces éléments parce qu'ils influencent la comparabilité des résultats financiers et pourraient potentiellement fausser l'analyse des tendances relativement à son rendement commercial. Le fait d'exclure ces éléments ne signifie pas qu'ils sont nécessairement non récurrents.

	Périodes de trois mois closes les		Périodes de six mois closes les	
	28 juin 2020	30 juin 2019	28 juin 2020	30 juin 2019
<i>(en millions de dollars)</i>				
Bénéfice brut (perte brute)	(148,5)	222,8	(41,9)	383,5
Ajustement pour tenir compte de l'élément suivant :				
Incidence de l'initiative stratégique visant la gamme de produits ¹⁾	26,0	—	34,0	—
Bénéfice brut ajusté (perte brute ajustée)	(122,5)	222,8	(7,9)	383,5
Marge brute	(64,6) %	27,8 %	(6,1) %	26,9 %
Marge brute ajustée ²⁾	(52,2) %	27,8 %	(1,1) %	26,9 %

1) Pour la période de trois mois close le 28 juin 2020, compte tenu de réductions de valeur des stocks de 24,0 millions de dollars incluses dans le coût des ventes et de l'incidence de 2,0 millions de dollars sur le bénéfice brut d'une provision pour les rendus sur ventes en prévision des retours de produits liés aux unités de produits abandonnées (laquelle a réduit les ventes nettes de 5,0 millions de dollars et le coût des ventes de 3,0 millions de dollars). Pour la période de six mois close le 28 juin 2020, compte tenu de réductions de valeur des stocks de 29,2 millions de dollars incluses dans le coût des ventes et de l'incidence de 4,8 millions de dollars sur le bénéfice brut d'une provision pour les rendus sur ventes en prévision des retours de produits liés aux unités de produits abandonnées (laquelle a réduit les ventes nettes de 11,2 millions de dollars et le coût des ventes de 6,4 millions de dollars).

2) Correspond au bénéfice brut ajusté divisé par les ventes nettes excluant la provision pour les rendus sur ventes en prévision des retours de produits liés aux unités de produits abandonnées.

Certains légers écarts attribuables à des facteurs d'arrondissement existent entre les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et ce tableau sommaire.

Bénéfice opérationnel ajusté et marge opérationnelle ajustée

Le bénéfice opérationnel ajusté correspond au bénéfice opérationnel avant les coûts de restructuration et les autres coûts connexes à des acquisitions. Pour l'exercice 2020, le bénéfice opérationnel ajusté exclut aussi la perte de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles ainsi que l'incidence des ajustements liés à la décision prise par la Société au quatrième trimestre de l'exercice 2019 de mettre en œuvre une initiative stratégique visant à réduire sensiblement le nombre d'unités de produits dans sa gamme de vêtements à imprimer en cessant ses activités de distribution à la pièce et en abandonnant les styles et les unités de produits redondants et moins productifs entre les marques. Cette initiative a pour but de simplifier le portefeuille de produits de la Société et de diminuer la complexité de ses activités de fabrication et de ses entrepôts de distribution. Cette initiative stratégique entraîne notamment des réductions de valeur des stocks et la constitution d'une provision pour les rendus sur ventes en prévision des retours de produits liés aux unités de produits abandonnées, y compris des réductions de valeur et des provisions pour les rendus sur ventes comptabilisées dans les états financiers de la Société pour le quatrième trimestre de l'exercice 2019 et le premier semestre de l'exercice 2020. La marge opérationnelle ajustée correspond au bénéfice opérationnel ajusté divisé par les ventes nettes excluant la provision pour les rendus sur ventes en prévision des retours de produits liés aux unités de produits abandonnées. La direction utilise le bénéfice opérationnel ajusté et la marge opérationnelle ajustée pour mesurer la performance de la Société d'une période à l'autre, sans tenir compte des variations liées à l'incidence des éléments décrits ci-dessus. La Société exclut ces éléments du calcul parce qu'ils influencent la comparabilité des résultats financiers et pourraient potentiellement fausser l'analyse des tendances relatives à son rendement commercial. Le fait d'exclure ces éléments ne signifie pas qu'ils sont nécessairement non récurrents.

	Périodes de trois mois closes les		Périodes de six mois closes les	
	28 juin 2020	30 juin 2019	28 juin 2020	30 juin 2019
<i>(en millions de dollars, à moins d'indication contraire)</i>				
Bénéfice opérationnel (perte opérationnelle)	(236,1)	114,1	(328,4)	146,8
Ajustement pour tenir compte des éléments suivants :				
Coûts de restructuration et autres coûts connexes à des acquisitions	29,0	16,3	39,2	26,9
Perte de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles	—	—	94,0	—
Incidence de l'initiative stratégique visant la gamme de produits ¹⁾	26,0	—	34,0	—
Bénéfice opérationnel ajusté (perte opérationnelle ajustée)	(181,1)	130,4	(161,2)	173,7
Marge opérationnelle	(102,8) %	14,2 %	(47,7) %	10,3 %
Marge opérationnelle ajustée ²⁾	(77,2) %	16,3 %	(23,0) %	12,2 %

1) Pour la période de trois mois close le 28 juin 2020, compte tenu de réductions de valeur des stocks de 24,0 millions de dollars incluses dans le coût des ventes et de l'incidence de 2,0 millions de dollars sur le bénéfice brut d'une provision pour les rendus sur ventes en prévision des retours de produits liés aux unités de produits abandonnées (laquelle a réduit les ventes nettes de 5,0 millions de dollars et le coût des ventes de 3,0 millions de dollars). Pour la période de six mois close le 28 juin 2020, compte tenu de réductions de valeur des stocks de 29,2 millions de dollars incluses dans le coût des ventes et de l'incidence de 4,8 millions de dollars sur le bénéfice brut d'une provision pour les rendus sur ventes en prévision des retours de produits liés aux unités de produits abandonnées (laquelle a réduit les ventes nettes de 11,2 millions de dollars et le coût des ventes de 6,4 millions de dollars).

2) Correspond au bénéfice opérationnel ajusté divisé par les ventes nettes excluant la provision pour les rendus sur ventes en prévision des retours de produits liés aux unités de produits abandonnées.

Certains légers écarts attribuables à des facteurs d'arrondissement existent entre les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et ce tableau sommaire.

BAIIA ajusté

Le BAIIA ajusté correspond au bénéfice avant les charges financières, l'impôt sur le résultat et les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, et ne tient pas compte de l'incidence des coûts de restructuration et des autres coûts connexes à des acquisitions. Pour l'exercice 2020, le BAIIA ajusté exclut aussi la perte de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles ainsi que l'incidence des ajustements liés à la décision prise par la Société au quatrième trimestre de l'exercice 2019 de mettre en œuvre une initiative stratégique visant à réduire sensiblement le nombre d'unités de produits dans sa gamme de vêtements à imprimer en cessant ses activités de distribution à la pièce et en abandonnant les styles et les unités de produits redondants et moins productifs entre les marques. Cette initiative a pour but de simplifier le portefeuille de produits de la Société et de diminuer la complexité de ses activités de fabrication et de ses entrepôts de distribution. Cette initiative stratégique entraîne notamment des réductions de valeur des stocks et la constitution d'une provision pour les rendus sur ventes en prévision des retours de produits liés aux unités de produits abandonnées, y compris des réductions de valeur et des provisions pour les rendus sur ventes comptabilisées dans les états financiers de la Société pour le quatrième trimestre de l'exercice 2019 et le premier semestre de l'exercice 2020. La Société se sert du BAIIA ajusté, entre autres mesures, pour évaluer sa performance opérationnelle. La Société croit aussi que cette mesure est couramment utilisée par les investisseurs et les analystes pour mesurer la capacité d'une entreprise à assurer le service

de la dette et à s'acquitter d'autres obligations de paiement, ou en tant qu'instrument d'évaluation courant. La Société ne tient pas compte de la dotation aux amortissements, qui n'entraîne pas de décaissement de par sa nature et peut varier considérablement selon les méthodes comptables utilisées ou des facteurs non liés aux activités opérationnelles. Le fait d'exclure ces éléments ne signifie pas qu'ils sont nécessairement non récurrents.

	Périodes de trois mois closes les		Périodes de six mois closes les	
	28 juin 2020	30 juin 2019	28 juin 2020	30 juin 2019
<i>(en millions de dollars)</i>				
Bénéfice net (perte nette)	(249,7)	99,7	(349,0)	122,4
Coûts de restructuration et autres coûts connexes à des acquisitions	29,0	16,3	39,2	26,9
Perte de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles	—	—	94,0	—
Incidence de l'initiative stratégique visant la gamme de produits ¹⁾	26,0	—	34,0	—
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	43,9	44,1	74,2	84,1
Charges financières, montant net	16,1	10,6	24,0	19,7
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	(2,5)	3,8	(3,4)	4,7
BAIIA ajusté	(137,2)	174,5	(87,0)	257,8

1) Pour la période de trois mois close le 28 juin 2020, compte tenu de réductions de valeur des stocks de 24,0 millions de dollars incluses dans le coût des ventes et de l'incidence de 2,0 millions de dollars sur le bénéfice brut d'une provision pour les rendus sur ventes en prévision des retours de produits liés aux unités de produits abandonnées (laquelle a réduit les ventes nettes de 5,0 millions de dollars et le coût des ventes de 3,0 millions de dollars). Pour la période de six mois close le 28 juin 2020, compte tenu de réductions de valeur des stocks de 29,2 millions de dollars incluses dans le coût des ventes et de l'incidence de 4,8 millions de dollars sur le bénéfice brut d'une provision pour les rendus sur ventes en prévision des retours de produits liés aux unités de produits abandonnées (laquelle a réduit les ventes nettes de 11,2 millions de dollars et le coût des ventes de 6,4 millions de dollars).

Certains légers écarts attribuables à des facteurs d'arrondissement existent entre les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et ce tableau sommaire.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles correspondent aux flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles moins les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement, à l'exclusion des acquisitions d'entreprises. La Société considère que les flux de trésorerie disponibles constituent un indicateur important de la solidité et de la situation de trésorerie de l'entreprise et il s'agit d'une mesure clé qui indique les flux de trésorerie disponibles, une fois les dépenses d'investissement effectuées, afin de rembourser la dette, de poursuivre les acquisitions d'entreprises et/ou de redistribuer à ses actionnaires. La Société croit que cette mesure est couramment utilisée par les investisseurs et les analystes afin d'évaluer une entreprise et ses éléments d'actif sous-jacents.

	Périodes de trois mois closes les		Périodes de six mois closes les	
	28 juin 2020	30 juin 2019	28 juin 2020	30 juin 2019
<i>(en millions de dollars)</i>				
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	181,8	79,5	(27,6)	(25,7)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(4,7)	(53,5)	(30,3)	(77,4)
Ajustement pour tenir compte de l'élément suivant :				
Acquisitions d'entreprises	—	—	—	1,3
Flux de trésorerie disponibles	177,1	26,0	(57,9)	(101,8)

Certains légers écarts attribuables à des facteurs d'arrondissement existent entre les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et ce tableau sommaire.

Total de la dette et dette nette

Le total de la dette est défini comme la somme de la dette bancaire, de la dette à long terme, incluant la partie courante, et des obligations locatives, incluant la partie courante, alors que la dette nette correspond au total de la dette duquel sont déduits la trésorerie et les équivalents de trésorerie. La Société estime que le total de la dette et la dette nette constituent des indicateurs importants de son levier financier.

<i>(en millions de dollars)</i>	28 juin 2020	29 décembre 2019
Dette à long terme et total de la dette bancaire	1 367,0	845,0
Obligations locatives	86,2	81,5
Total de la dette	1 453,2	926,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(465,9)	(64,1)
Dette nette	987,3	862,4

Certains légers écarts attribuables à des facteurs d'arrondissement existent entre les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et ce tableau sommaire.

Ratio de levier financier de la dette nette

La Société définit le ratio de levier financier de la dette nette comme étant le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté pro forma des douze derniers mois consécutifs. Le BAIIA ajusté pro forma des douze derniers mois consécutifs reflète les acquisitions effectuées pendant la période comme si elles avaient eu lieu au début de cette période. La Société a établi une cible pour le ratio de levier financier de la dette nette à la clôture de l'exercice qui équivaut à une ou deux fois le BAIIA ajusté pro forma. Étant donné le contexte économique actuel, la Société ne s'attend pas à ce que son ratio se situe dans sa fourchette cible pour l'exercice 2020. La Société utilise le ratio de levier financier de la dette nette pour mesurer son levier financier, et elle croit que certains investisseurs et analystes l'utilisent aussi à cette fin.

<i>(en millions de dollars, à moins d'indication contraire)</i>	28 juin 2020	29 décembre 2019
BAIIA ajusté des douze derniers mois consécutifs	203,2	548,1
Ajustement pour tenir compte de l'élément suivant :		
Acquisitions d'entreprises	—	—
BAIIA ajusté pro forma des douze derniers mois consécutifs	203,2	548,1
Dette nette	987,3	862,4
Ratio de levier financier de la dette nette	4,9	1,6

1) Aux fins des conventions relatives aux prêts et aux effets, le ratio de la dette nette au BAIIA de la Société était de 2,0 au 28 juin 2020. Il y a lieu de se reporter à la section 8.2 du présent rapport de gestion.

Certains légers écarts attribuables à des facteurs d'arrondissement existent entre les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et ce tableau sommaire.

LES VÊTEMENTS DE SPORT GILDAN INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE
 (en milliers de dollars US) – non audité

	28 juin 2020	29 décembre 2019
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	465 947 \$	64 126 \$
Créances clients (note 4)	158 562	320 931
Impôt sur le résultat à recevoir	2 244	—
Stocks (note 5)	1 032 701	1 052 052
Charges payées d'avance, acomptes et autres actifs courants	51 655	77 064
Total des actifs courants	1 711 109	1 514 173
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles	948 236	994 980
Actifs au titre de droits d'utilisation	63 352	73 539
Immobilisations incorporelles (note 6)	300 845	383 864
Goodwill (note 6)	206 636	227 865
Impôt sur le résultat différé	13 102	9 917
Autres actifs non courants	8 310	6 732
Total des actifs non courants	1 540 481	1 696 897
Total des actifs	3 251 590 \$	3 211 070 \$
Passifs courants		
Créditeurs et charges à payer	345 761 \$	406 631 \$
Impôt sur le résultat à payer	—	1 255
Partie courante des obligations locatives (note 9 d))	15 553	14 518
Total des passifs courants	361 314	422 404
Passifs non courants		
Dette à long terme (note 7)	1 367 000	845 000
Obligations locatives (note 9 d))	70 634	66 982
Autres passifs non courants	42 363	42 190
Total des passifs non courants	1 479 997	954 172
Total des passifs	1 841 311	1 376 576
Capitaux propres		
Capital social	174 604	174 218
Surplus d'apport	29 914	32 769
Résultats non distribués	1 225 666	1 628 042
Cumul des autres éléments du résultat global	(19 905)	(535)
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société	1 410 279	1 834 494
Total des passifs et des capitaux propres	3 251 590 \$	3 211 070 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

LES VÊTEMENTS DE SPORT GILDAN INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DU RÉSULTAT NET
ET DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers de dollars US, sauf les données par action) – non audité

	Périodes de trois mois closes les		Périodes de six mois closes les	
	28 juin 2020	30 juin 2019	28 juin 2020	30 juin 2019
Ventes nettes (note 15)	229 704 \$	801 635 \$	688 807 \$	1 425 570 \$
Coût des ventes (note 9 e))	378 189	578 843	730 746	1 042 038
Bénéfice brut (perte brute)	(148 485)	222 792	(41 939)	383 532
Charges de vente et charges générales et administratives	64 934	92 030	138 882	185 019
Perte de valeur (reprise de perte de valeur) des créances clients (note 4)	(6 287)	371	14 465	24 794
Coûts de restructuration et autres coûts connexes à des acquisitions (note 8)	28 965	16 272	39 150	26 872
Dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles (note 6)	—	—	93 989	—
Résultat opérationnel	(236 097)	114 119	(328 425)	146 847
Charges financières, montant net (note 9 b))	16 091	10 609	23 950	19 741
Bénéfice (perte) avant l'impôt sur le résultat	(252 188)	103 510	(352 375)	127 106
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	(2 494)	3 824	(3 386)	4 692
Bénéfice net (perte nette)	(249 694)	99 686	(348 989)	122 414
Autres éléments du résultat global, après déduction de l'impôt sur le résultat connexe (note 11)				
Couvertures de flux de trésorerie	16 775	(17 730)	(19 370)	(11 925)
Résultat global	(232 919) \$	81 956 \$	(368 359) \$	110 489 \$
Bénéfice (perte) par action (note 12)				
De base	(1,26) \$	0,49 \$	(1,76) \$	0,59 \$
Dilué	(1,26) \$	0,49 \$	(1,76) \$	0,59 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

LES VÊTEMENTS DE SPORT GILDAN INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
 Périodes de six mois closes le 28 juin 2020 et le 30 juin 2019
 (en milliers ou en milliers de dollars US) – non audité

	Capital social		Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total des capitaux propres
	Nombre	Montant				
Solde au 29 décembre 2019	199 012	174 218 \$	32 769 \$	(535) \$	1 628 042 \$	1 834 494 \$
Rémunération fondée sur des actions	—	—	(2 671)	—	—	(2 671)
Actions émises aux termes du régime d'achat d'actions des membres du personnel	40	744	—	—	—	744
Actions émises ou distribuées à l'acquisition des droits rattachés aux unités d'actions incessibles	11	387	(520)	—	—	(133)
Actions rachetées à des fins d'annulation	(843)	(744)	—	—	(22 472)	(23 216)
Actions rachetées en vue du règlement d'UAI visant des actions émises	(2)	(1)	—	—	(26)	(27)
Dividendes déclarés	—	—	336	—	(30 889)	(30 553)
Transactions avec les actionnaires de la Société comptabilisées directement dans les capitaux propres	(794)	386	(2 855)	—	(53 387)	(55 856)
Couvertures de flux de trésorerie (note 11)	—	—	—	(19 370)	—	(19 370)
Perte nette	—	—	—	—	(348 989)	(348 989)
Résultat global	—	—	—	(19 370)	(348 989)	(368 359)
Solde au 28 juin 2020	198 218	174 604 \$	29 914 \$	(19 905) \$	1 225 666 \$	1 410 279 \$
Solde au 30 décembre 2018	206 732	159 858 \$	32 490 \$	3 382 \$	1 740 342 \$	1 936 072 \$
Ajustements relatifs à l'adoption de nouvelles normes comptables	—	—	—	—	(2 176)	(2 176)
Solde ajusté au 31 décembre 2018	206 732	159 858	32 490	3 382	1 738 166	1 933 896
Rémunération fondée sur des actions	—	—	12 314	—	—	12 314
Actions émises aux termes du régime d'achat d'actions des membres du personnel	23	817	—	—	—	817
Actions émises à l'exercice d'options sur actions	407	11 508	(3 115)	—	—	8 393
Actions émises ou distribuées à l'acquisition des droits rattachés aux unités d'actions incessibles	11	275	(754)	—	—	(479)
Actions rachetées à des fins d'annulation	(3 494)	(2 827)	—	—	(125 614)	(128 441)
Dividendes déclarés	—	—	502	—	(56 117)	(55 615)
Transactions avec les actionnaires de la Société comptabilisées directement dans les capitaux propres	(3 053)	9 773	8 947	—	(181 731)	(163 011)
Couvertures de flux de trésorerie (note 11)	—	—	—	(11 925)	—	(11 925)
Bénéfice net	—	—	—	—	122 414	122 414
Résultat global	—	—	—	(11 925)	122 414	110 489
Solde au 30 juin 2019	203 679	169 631 \$	41 437 \$	(8 543) \$	1 678 849 \$	1 881 374 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

LES VÊTEMENTS DE SPORT GILDAN INC.
TABLEAUX CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE
 (en milliers de dollars US) – non audité

	Périodes de trois mois closes les		Périodes de six mois closes les	
	28 juin 2020	30 juin 2019	28 juin 2020	30 juin 2019
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles				
Bénéfice net (perte nette)	(249 694) \$	99 686 \$	(348 989) \$	122 414 \$
Ajustements visant à rapprocher le bénéfice net et les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles (note 13 a))	88 133	61 441	209 502	107 718
	(161 561)	161 127	(139 487)	230 132
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement				
Créances clients	186 599	(114 647)	160 453	(191 598)
Impôt sur le résultat	(2 655)	(587)	(3 577)	(1 029)
Stocks	147 590	(4 350)	18 708	(71 510)
Charges payées d'avance, acomptes et autres actifs courants	7 968	(3 969)	21 858	(4 730)
Créditeurs et charges à payer	3 888	41 933	(85 556)	13 045
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	181 829	79 507	(27 601)	(25 690)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Achat d'immobilisations corporelles	(3 938)	(53 569)	(24 653)	(73 358)
Achat d'immobilisations incorporelles	(1 253)	(2 352)	(6 176)	(5 394)
Acquisitions d'entreprises	—	—	—	(1 300)
Produit tiré de la sortie d'immobilisations corporelles	468	2 387	529	2 656
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(4 723)	(53 534)	(30 300)	(77 396)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
(Diminution) augmentation des montants prélevés aux termes des facilités de crédit bancaire à long terme	(583 000)	70 000	122 000	289 000
Produit d'un prêt à terme	400 000	—	400 000	—
Paiement au titre des obligations locatives	(3 131)	(3 389)	(7 319)	(6 628)
Dividendes versés	(30 553)	(27 756)	(30 553)	(55 615)
Produit tiré de l'émission d'actions	334	2 236	672	8 654
Rachat et annulation d'actions	—	(97 404)	(23 216)	(128 441)
Rachats d'actions en vue du règlement d'UAI visant des actions émises	(27)	—	(27)	—
Retenues d'impôt payées dans le cadre du règlement d'UAI visant des actions émises	(133)	—	(133)	—
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(216 510)	(56 313)	461 424	106 970
Incidence des variations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés en devises	266	(55)	(1 702)	44
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période	(39 138)	(30 395)	401 821	3 928
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	505 085	80 980	64 126	46 657
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	465 947 \$	50 585 \$	465 947 \$	50 585 \$
Sommes versées en trésorerie au cours de la période au titre de ce qui suit (comprises dans les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles)				
Intérêts	9 406 \$	7 204 \$	18 340 \$	16 002 \$
Impôt sur le résultat, déduction faite des remboursements	2 114	4 485	3 498	6 008

Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 13).

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (NON AUDITÉ)

Pour la période close le 28 juin 2020

(Les montants des tableaux sont en milliers ou en milliers de dollars américains, sauf les données par action, à moins d'indication contraire)

1. ENTITÉ PRÉSENTANT L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les Vêtements de Sport Gildan Inc. (la « Société » ou « Gildan ») est située au Canada et a été constituée en société en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. La Société a pour principale activité commerciale la confection et la vente de vêtements de sport, d'articles chaussants et de sous-vêtements. L'exercice de la Société prend fin le dimanche le plus près du 31 décembre de chaque année.

Le siège social de la Société est situé au 600, boulevard de Maisonneuve Ouest, bureau 3300, Montréal (Québec). Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités au 28 juin 2020 et pour les périodes de trois mois et de six mois closes à cette date comprennent les comptes de la Société et de ses filiales. La Société est une entité ouverte inscrite à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York sous le symbole GIL.

2. BASE D'ÉTABLISSEMENT

a) Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été établis conformément à la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »). Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice 2019. La Société a utilisé les mêmes méthodes comptables dans la préparation des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités que celles décrites à la note 3 afférente à ses plus récents états financiers consolidés annuels, à l'exception de l'adoption de nouvelles normes en vigueur depuis le 30 décembre 2019 comme le décrivent la note 2 d) plus loin.

La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités a été approuvée par le conseil d'administration de la Société en date du 29 juillet 2020.

b) Caractère saisonnier des activités

Les ventes nettes de la Société sont soumises à des variations saisonnières. Les ventes nettes sont historiquement les plus élevées aux deuxième et troisième trimestres. Toutefois, pour l'exercice 2020, la Société ne s'attend pas à ce que les ventes nettes suivent les tendances passées en raison de l'incidence de la pandémie de maladie à coronavirus (la « COVID-19 »).

c) Secteurs opérationnels

La Société gère ses activités comme un secteur opérationnel à présenter.

d) Première application de nouvelles normes comptables et interprétations pour la période de présentation de l'information financière

Le 30 décembre 2019, la Société a adopté les nouvelles modifications suivantes :

Modifications à l'IFRS 3, Regroupements d'entreprises

En octobre 2018, l'IASB a publié des modifications à l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*. Les modifications clarifient la définition d'une entreprise afin d'aider les entités à déterminer si une opération doit être comptabilisée comme un regroupement d'entreprises ou comme une acquisition d'actifs. Les modifications s'appliquent aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition est égale ou postérieure au début de la première période de présentation de l'information financière annuelle ouverte à compter du 1^{er} janvier 2020 et s'appliquent prospectivement. Compte tenu de l'application prospective de ces modifications, leur adoption n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

3. NORMES COMPTABLES NOUVELLES ET MODIFIÉES ET INTERPRÉTATIONS N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ APPLIQUÉES

Modifications à l'IAS 1, Présentation des états financiers

Le 23 janvier 2020, l'IASB a publié des modifications à portée restreinte à l'IAS 1, *Présentation des états financiers*, afin de clarifier la manière de classer la dette et les autres passifs en tant que passifs courants ou non courants. Les modifications (qui touchent seulement la présentation des passifs dans l'état de la situation financière) clarifient que le classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants doit être fonction des droits qui existent à la fin de la période de présentation de l'information financière de différer le règlement du passif pour au moins douze mois et indiquent explicitement que seuls les droits qui existent à la fin de la période de présentation de l'information financière influent sur le classement d'un passif; clarifient que le classement n'est pas touché par les attentes quant à l'exercice du droit de l'entité de différer le règlement du passif; et précisent que par règlement on entend le transfert à l'autre partie d'éléments de trésorerie, d'instruments de capitaux propres, d'autres actifs ou de services. Les modifications sont en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023 et doivent être appliquées de façon rétrospective. Une application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de ces modifications sur ses états financiers consolidés.

4. CRÉANCES CLIENTS

	28 juin 2020	29 décembre 2019
Créances clients	179 685 \$	328 115 \$
Correction de valeur pour pertes de crédit attendues	(21 123)	(7 184)
	158 562 \$	320 931 \$

Au 28 juin 2020, les créances clients traitées aux termes d'un contrat d'achat de créances s'élevaient à 109,0 millions de dollars (141,0 millions de dollars au 29 décembre 2019). Le contrat d'achat de créances, qui permet la vente de créances clients d'un maximum de 175 millions de dollars à la fois, vient à échéance le 21 juin 2021, sous réserve de prorogations annuelles. La Société conserve les responsabilités liées au traitement de créances client, y compris le recouvrement, mais ne conserve aucun risque de crédit relativement à toute créance client qui a été vendue. La différence entre la valeur comptable des créances vendues aux termes du contrat et la contrepartie en trésorerie reçue au moment du transfert s'élevait à 0,4 million de dollars (0,8 million de dollars en 2019) et à 0,9 million de dollars (1,5 million de dollars en 2019), respectivement, pour les périodes de trois mois et de six mois closes le 28 juin 2020 et a été comptabilisée dans les charges bancaires et autres charges financières.

L'évolution de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues à l'égard des créances clients se présente comme suit :

	Périodes de trois mois closes les		Périodes de six mois closes les	
	28 juin 2020	30 juin 2019	28 juin 2020	30 juin 2019
Correction de valeur pour pertes de crédit attendues à l'ouverture de la période	(27 852) \$	(31 968) \$	(7 184) \$	(7 547) \$
(Perte de valeur) reprise de perte de valeur des créances clients	6 287	(371)	(14 465)	(24 794)
Radiation de créances clients	442	23 673	526	23 675
Correction de valeur pour pertes de crédit attendues à la clôture de la période	(21 123) \$	(8 666) \$	(21 123) \$	(8 666) \$

Perte de valeur des créances clients

La perte de valeur des créances clients pour la période de six mois close le 28 juin 2020 est principalement attribuable à une augmentation de l'estimation des pertes de crédit attendues en raison de l'accroissement du risque de crédit causé par la pandémie de COVID-19. La perte de valeur des créances clients a fait l'objet d'une reprise au deuxième trimestre de l'exercice 2020 en raison de la diminution des soldes des créances clients. La perte de valeur des créances clients pour la période de six mois close le 30 juin 2019 était principalement composée d'une charge de 21,7 millions de dollars se rapportant à la mise sous séquestre et à la liquidation de l'un des clients de la distribution de la Société aux États-Unis.

4. CRÉANCES CLIENTS (suite)

Pour déterminer la correction de valeur pour pertes de crédit attendues, la Société applique la méthode simplifiée selon l'IFRS 9, *Instruments financiers*, et calcule les pertes de crédit attendues selon les pertes de crédit attendues pour la durée de vie. La Société a élaboré une matrice de calcul, qui distingue ses clients en fonction de leurs caractéristiques économiques et attribue des taux au titre des pertes de crédit attendues en fonction du nombre de jours dont les créances clients sont en souffrance. Les taux au titre des pertes de crédit attendues sont fondés sur l'historique des pertes de crédit de la Société, ajusté en fonction de facteurs prospectifs du contexte économique. Dans la foulée de la pandémie de COVID-19, la matrice de calcul de la Société a été ajustée, car l'historique ne reflétait pas les conditions actuelles du marché, notamment les incertitudes présentes dans le contexte économique actuel, comme la viabilité financière de ses débiteurs et les différents niveaux de soutien gouvernemental qui ont été annoncés. Bon nombre des clients de la Société ont observé une diminution considérable de leurs ventes et de leurs activités au cours de cette période et prennent des mesures précises pour réduire au minimum les pertes opérationnelles et préserver les liquidités, notamment en demandant une prolongation des délais de paiement pour les expéditions précédemment facturées par la Société. Par conséquent, les taux au titre des pertes déterminés précédemment en fonction du nombre de jours en souffrance inclus dans la matrice de calcul ne reflètent pas les pertes attendues pour le moment. Ainsi, la Société a appliqué des taux au titre des pertes aux créances individuellement significatives, ou à des sous-catégories de créances individuellement significatives, sur la base de son évaluation des résultats possibles en ce qui concerne la possibilité de recouvrement de ces montants à la date d'évaluation. La Société a augmenté ses taux au titre des pertes de crédit attendues en s'appuyant sur des facteurs de perte macroéconomiques projetés (tels que les baisses prévues du PIB ou les taux de défaillance projetés du marché) afin de refléter le risque de perte supplémentaire que la conjoncture économique pourrait laisser présager. En ce qui concerne les clients dont les comptes sont en règle qui n'ont pas demandé de prolongation des délais de paiement pour les expéditions précédemment facturées par la Société, les taux au titre des pertes de crédit attendues n'ont pas été modifiés. Pour ce qui est des clients qui ont demandé une prolongation des délais de paiement pour les expéditions précédemment facturées par la Société, un taux au titre des pertes attendues s'établissant entre 3 % et 10 % a été déterminé en fonction de facteurs macroéconomiques et de l'historique de paiement de chaque client, de la nature de ses activités et de sa situation géographique. Pour les clients déjà en défaut de paiement, un taux de pertes important a été déterminé. Une augmentation de 10 % du taux au titre des pertes attendues pour tous les clients dont le solde est en souffrance au 28 juin 2020 entraînerait une augmentation de 18 millions de dollars au titre de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues. Si, à la lumière de nouvelles informations, la Société modifie son évaluation des pertes attendues, les montants comptabilisés au titre de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues seront mis à jour dans la période au cours de laquelle lesdites informations supplémentaires ont été obtenues. Rien ne garantit que les estimations actuelles de la recouvrabilité des créances clients faites par la Société ne changeront pas de manière significative au fur et à mesure de l'évolution de la pandémie de COVID-19 et suivant les répercussions commerciales et sociétales connexes, ce qui pourrait nécessiter soit la comptabilisation d'une charge au résultat, soit une reprise sur ces corrections de valeur dans des périodes ultérieures selon les estimations révisées ou les recouvrements qui seront réalisés.

5. STOCKS

	28 juin 2020	29 décembre 2019
Matières premières et stocks de pièces de rechange	152 327 \$	152 584 \$
Travaux en cours	60 047	75 535
Produits finis	820 327	823 933
	1 032 701 \$	1 052 052 \$

6. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET GOODWILL

Le goodwill et les immobilisations incorporelles acquis par voie d'acquisitions d'entreprises ont été affectés aux unités génératrices de trésorerie (« UGT ») de la Société, comme suit :

	28 juin 2020	29 décembre 2019
Textiles et couture		
Goodwill	206 636 \$	206 637 \$
Immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée (à l'exclusion des logiciels)	30 292	33 066
Immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée	93 400	93 400
	330 328 \$	333 103 \$
Articles chaussants		
Goodwill	— \$	21 228 \$
Immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée (à l'exclusion des logiciels)	67 420	101 906
Immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée	86 129	129 272
	153 549 \$	252 406 \$

Pour évaluer si le goodwill et les immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée ont subi une dépréciation, la valeur comptable des UGT (incluant le goodwill et les actifs à long terme) est comparée à leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable d'une UGT correspond à la valeur la plus élevée entre sa valeur d'utilité et sa juste valeur diminuée des coûts de sortie. La Société a effectué le test de dépréciation annuel du goodwill et des immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée au 29 décembre 2019. Les valeurs recouvrables estimées excédaient les valeurs comptables de ses UGT, par conséquent aucune dépréciation n'a été identifiée. Toutefois, pour l'UGT Articles chaussants, la direction avait identifié qu'une diminution de 10 % du BAIIA ajusté prévu ajusté en fonction des risques de l'UGT Articles chaussants, combinée à une diminution du multiple du BAIIA ajusté par un facteur de 1, ferait en sorte que la valeur recouvrable estimée soit égale à la valeur comptable.

UGT Articles chaussants

L'épidémie de COVID-19, qui a été élevée au rang de pandémie le 11 mars 2020 par l'Organisation mondiale de la Santé, a entraîné une détérioration rapide du contexte économique mondial et a déclenché une chute brutale des marchés boursiers et de la valeur des entreprises dans le monde entier. En outre, la capitalisation boursière de la Société a considérablement diminué entre le 11 mars 2020 et le 29 mars 2020. Les mesures adoptées par les différents ordres de gouvernement dans les principaux marchés afin d'atténuer la propagation de la COVID-19 ont eu des répercussions importantes sur l'activité économique et l'humeur des marchés, perturbant les activités commerciales des entreprises à travers le monde et ont obligé de nombreux clients de la Société auxquels elle vend des articles chaussants à fermer temporairement tous leurs points de vente au détail aux États-Unis entre la mi-mars et la fin mars. Par conséquent, compte tenu des incidences négatives de la pandémie de COVID-19 sur le contexte économique mondial et sur la capitalisation boursière de la Société et considérant que la juste valeur de l'UGT Articles chaussants au 29 décembre 2019 dépassait de seulement 20 % sa valeur comptable, la Société a effectué un test de dépréciation de l'UGT Articles chaussants au 29 mars 2020.

À la lumière des résultats de son test de dépréciation de l'UGT Articles chaussants, la Société a comptabilisé une perte de valeur de 94,0 millions de dollars au cours du premier trimestre de l'exercice 2020 relativement au goodwill et aux immobilisations incorporelles (à durée d'utilité déterminée et indéterminée) acquis dans le cadre d'acquisitions d'entreprises précédentes. La réduction de valeur hors trésorerie du goodwill et des immobilisations incorporelles ne devrait pas avoir d'incidence sur la liquidité de la Société, ses flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ou son respect des clauses restrictives à l'égard de ses emprunts. La perte de valeur est principalement attribuable à la détérioration du contexte économique mondial et à la baisse du cours de l'action de la Société, de sa capitalisation boursière et des bénéfices prévus en résultant.

La Société a déterminé la valeur recouvrable de l'UGT Articles chaussants en fonction de la méthode de la juste valeur diminuée des coûts de sortie. La juste valeur de l'UGT Articles chaussants reposait sur un multiple appliqué au bénéfice récurrent prévu avant les charges financières, l'impôt sur le résultat, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, et les coûts de restructuration et les autres coûts connexes à des acquisitions (le « BAIIA ajusté »), qui prend en compte des projections financières approuvées par la haute direction. Le multiple du BAIIA ajusté a été établi en ayant recours à des données de marché comparables à titre de référence. Les hypothèses clés utilisées pour estimer la valeur

6. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET GOODWILL (suite)

recouvrable de l'UGT Articles chaussants sont le BAIIA ajusté récurrent prévu ajusté en fonction des risques et le multiple de 7 du BAIIA ajusté (multiple de 11 du BAIIA ajusté en 2019). Les hypothèses les plus importantes faisant partie du BAIIA ajusté prévu ajusté en fonction des risques sont liées aux volumes de vente, aux prix de vente, aux coûts des intrants et aux charges générales et administratives estimés. Une diminution de 10 % du BAIIA ajusté prévu ajusté en fonction des risques, combinée à une diminution du multiple du BAIIA ajusté par un facteur de 1, entraînerait une perte de valeur additionnelle d'environ 90 millions de dollars. Les valeurs attribuées aux hypothèses clés représentent l'évaluation par la direction des tendances futures et sont fondées sur des données historiques provenant de sources externes et internes. La société n'a relevé aucun événement déclencheur indiquant une perte de valeur ou la possibilité d'une reprise de perte de valeur au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2020.

UGT Textiles et couture

Selon le test de dépréciation annuel du goodwill et des immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée effectué au 29 décembre 2019, l'excédent de la valeur recouvrable sur la valeur comptable pour l'UGT Textiles et couture était significatif. Toutefois, compte tenu de la conjoncture économique mondiale et de son incidence sur la capitalisation boursière de la Société, la Société a également effectué un test de dépréciation de l'UGT Textiles et couture au 29 mars 2020 selon la méthode de la juste valeur diminuée des coûts de sortie. Elle a conclu qu'aucune réduction de valeur n'était nécessaire et qu'aucun changement raisonnablement possible des hypothèses clés ayant servi à établir la valeur recouvrable ne se traduirait par une dépréciation du goodwill ou des immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée pour cette UGT.

7. DETTE À LONG TERME

	Taux d'intérêt effectif ¹⁾	Montant en principal		Date d'échéance
		28 juin 2020	29 décembre 2019	
Facilité de crédit bancaire à long terme renouvelable, portant intérêt au taux variable du LIBOR américain majoré d'un écart se situant entre 1 % et 3 % ²⁾	2,3 %	367 000 \$	245 000 \$	Avril 2025
Prêt à terme, portant intérêt au taux variable du LIBOR américain majoré d'un écart se situant entre 1 % et 3 %, payable mensuellement ³⁾	2,2 %	300 000	300 000	Avril 2025
Prêt à terme, portant intérêt au taux variable du LIBOR américain majoré d'un écart se situant entre 1,7 % et 3 %, payable mensuellement ³⁾	2,2 %	400 000	—	Avril 2022
Effets à payer, portant intérêt à un taux fixe de 2,70 % payable semestriellement ⁴⁾	2,7 %	100 000	100 000	Août 2023
Effets à payer, portant intérêt au taux variable du LIBOR américain majoré d'un écart de 1,53 % payable trimestriellement ⁴⁾	2,7 %	50 000	50 000	Août 2023
Effets à payer, portant intérêt à un taux fixe de 2,91 % payable semestriellement ⁴⁾	2,9 %	100 000	100 000	Août 2026
Effets à payer, portant intérêt au taux variable du LIBOR américain majoré d'un écart de 1,57 % payable trimestriellement ⁴⁾	2,9 %	50 000	50 000	Août 2026
		1 367 000 \$	845 000 \$	

1) Représente le taux d'intérêt effectif annualisé pour la période de six mois close le 28 juin 2020, incluant l'incidence sur la trésorerie des swaps de taux d'intérêt, le cas échéant.

2) La facilité de crédit bancaire à long terme renouvelable non garantie de 1 milliard de dollars de la Société prévoit une prorogation annuelle, sous réserve de l'approbation des prêteurs. L'écart ajouté au taux d'intérêt variable du LIBOR américain est fonction du ratio de la dette nette totale au BAIIA (tel que défini dans la convention relative à la facilité de crédit et ses modifications). De plus, un montant de 8,9 millions de dollars (22,5 millions de dollars au 29 décembre 2019) a été affecté à cette facilité pour couvrir diverses lettres de crédit.

3) Les contrats de prêt à terme non garantis sont non renouvelables et peuvent être remboursés par anticipation en totalité ou en partie en tout temps, sans pénalité. L'écart ajouté au taux d'intérêt variable du LIBOR américain est fonction du ratio de la dette nette totale au BAIIA (tel que défini dans les conventions relatives aux prêts à terme et leurs modifications).

4) Les effets non garantis d'un principal global de 300 millions de dollars émis auprès d'investisseurs qualifiés sur le marché des placements privés aux États-Unis peuvent être remboursés par anticipation en totalité ou en partie en tout temps, sous réserve du paiement d'une pénalité pour remboursement anticipé comme le prévoit la convention d'achat d'effets. La modification apportée à la convention d'achat d'effets prévoit aussi des frais supplémentaires relatifs à la période de dispense correspondant à 1,25 % de l'encours des effets, en fonction du ratio de la dette nette totale au BAIIA, tel que défini dans la convention d'achat d'effets et ses modifications.

7. DETTE À LONG TERME (suite)

En mars 2020, la Société a modifié sa facilité de crédit bancaire à long terme renouvelable non garantie de 1 milliard de dollars et son contrat de prêt à terme non garanti de 300 millions de dollars dans chaque cas pour en proroger la date d'échéance d'avril 2024 à avril 2025. Le 6 avril 2020, la Société a conclu un nouveau contrat de prêt à terme non garanti de deux ans d'un principal global de 400 millions de dollars. Aux termes de la facilité de crédit bancaire à long terme renouvelable, des deux prêts à terme et des effets, la Société est tenue de se conformer à certaines clauses restrictives, notamment le maintien de ratios financiers.

En juin 2020, étant donné le contexte d'évolution rapide et le degré d'incertitude créés par la pandémie de COVID-19 et les répercussions connexes sur les bénéfices de la période écoulée et des périodes à venir, la Société a modifié ses divers contrats de prêt et d'achat d'effets afin d'en changer les clauses restrictives pour accroître sa marge de manœuvre financière.

Les modifications visent certaines modalités et clauses restrictives aux termes de la facilité de crédit bancaire à long terme renouvelable, des deux facilités de prêt à terme et des effets émis par voie de placement privé et s'appliquent pendant la période commençant le 30 mars 2020 et se terminant le 4 avril 2021 (la « période d'assouplissement des clauses restrictives »), comme suit :

- Augmentation du ratio de la dette nette totale au BAIIA maximal (ratio de la dette totale de la Société sur le BAIIA pour les quatre trimestres précédents), qui passe de 3,25 pour 1,00 i) à 3,50 pour 1,00 pour le trimestre qui sera clos le 27 septembre 2020, ii) à 4,50 pour 1,00 pour le trimestre qui sera clos le 3 janvier 2021, iii) à 4,50 pour 1,00 pour le trimestre qui sera clos le 4 avril 2021 et iv) à 3,50 pour 1,00 pour le trimestre qui sera clos le 4 juillet 2021 et en tout temps par la suite;
- Diminution du ratio de couverture des intérêts minimal (ratio du BAIIA de la Société pour les quatre trimestres précédents sur le total des charges d'intérêts consolidées), qui passe de 3,50 pour 1,00 à 3,00 pour 1,00 pour toutes les périodes;
- Le calcul du BAIIA aux fins de l'établissement du ratio de la dette nette totale au BAIIA et du ratio de couverture des intérêts a été ajusté afin d'en exclure les résultats financiers du trimestre clos le 28 juin 2020 et d'annualiser les trois autres trimestres compris dans la période d'évaluation de 12 mois pour obtenir un BAIIA des douze derniers mois consécutifs se terminant à la date à laquelle les ratios sont calculés et limiter le montant des ajustements faits dans le calcul du BAIIA;
- Les dividendes et les rachats d'actions ne sont pas permis pendant la période d'assouplissement des clauses restrictives, sauf pendant les trimestres qui seront clos le 3 janvier 2021 et le 4 avril 2021, si le ratio de la dette nette totale au BAIIA est inférieur à 3,00 pour 1,00;
- Maintien de liquidités disponibles d'un montant d'au moins 400 millions de dollars;
- Le total des investissements, des dépenses d'investissement et des acquisitions ne peut dépasser 100 millions de dollars au total pendant la période d'assouplissement des clauses restrictives, sauf si certains seuils de liquidités sont atteints;
- Les ventes d'actifs ne peuvent dépasser 25 millions de dollars;
- La valeur des nouveaux emprunts contractés ne peut dépasser 100 millions de dollars;
- Modalités usuelles visant à éviter l'accumulation de trésorerie.

Pendant la période d'assouplissement des clauses restrictives, l'écart applicable ajouté au taux variable du LIBOR américain sur la facilité de crédit bancaire à long terme renouvelable et les deux facilités de prêt à terme sera augmenté de 50 à 100 points de base par année et sera établi en fonction du ratio de la dette nette totale au BAIIA. Les détenteurs d'effets émis par voie de placement privé recevront une augmentation correspondant à 125 points de base par année (payable chaque trimestre) pendant la période d'assouplissement des clauses restrictives, sauf si la Société respecte les modalités initiales le dernier jour du trimestre en question. Par ailleurs, des coûts initiaux de 3,9 millions de dollars engagés en lien avec les modifications sont inclus dans les charges bancaires et autres charges financières des périodes de trois mois et de six mois closes le 28 juin 2020.

En date du 28 juin 2020, la Société se conformait à toutes les clauses restrictives modifiées et elle prévoit continuer de le faire au cours des douze prochains mois, selon ses attentes et prévisions actuelles. Si la conjoncture économique causée par la pandémie de COVID-19 se détériore, la Société pourrait avoir du mal à continuer à respecter les clauses restrictives financières modifiées et elle pourrait devoir demander de nouvelles modifications à ses contrats de prêt et d'achat d'effets.

8. COÛTS DE RESTRUCTURATION ET AUTRES COÛTS CONNEXES À DES ACQUISITIONS

	Périodes de trois mois closes les		Périodes de six mois closes les	
	28 juin 2020	30 juin 2019	28 juin 2020	30 juin 2019
Indemnités de départ et coûts relatifs aux avantages du personnel	4 952 \$	5 733 \$	7 994 \$	7 129 \$
Coûts de sortie, de relocalisation et autres coûts	2 761	6 446	7 842	9 285
Perte nette à la sortie, à la réduction de valeur et à l'amortissement accéléré d'immobilisations corporelles, d'actifs au titre de droits d'utilisation et de logiciels liés aux activités de sortie	21 252	4 079	23 314	10 444
Coûts de transaction connexes à des acquisitions	—	14	—	14
	28 965 \$	16 272 \$	39 150 \$	26 872 \$

Les coûts de restructuration et autres coûts connexes à des acquisitions pour la période de six mois close le 28 juin 2020 se rapportent aux éléments suivants : un montant de 22,1 millions de dollars lié à la fermeture d'une installation de filature aux États-Unis, y compris l'amortissement accéléré d'actifs au titre de droits d'utilisation et d'immobilisations corporelles; un montant de 6,5 millions de dollars lié à la fermeture des usines de fabrication de textiles et de couture au Mexique; un montant de 5,2 millions de dollars lié à la sortie des activités de distribution à la pièce, y compris les réductions de valeur des logiciels et les coûts associés au regroupement des entrepôts; un montant de 2,1 millions de dollars lié aux réductions des effectifs liés aux fonctions de vente et fonctions générales et administratives et un montant de 3,3 millions de dollars lié à d'autres coûts, notamment les coûts engagés pour l'achèvement des activités de restructuration amorcées à l'exercice 2019.

Les coûts de restructuration et autres coûts connexes à des acquisitions pour la période de six mois close le 30 juin 2019 se rapportent aux éléments suivants : un montant de 6,0 millions de dollars lié à la sortie d'activités de recyclage de fils, y compris la sortie prévue de matériel de recyclage de fils; un montant de 5,5 millions de dollars lié à la fermeture d'une installation de fabrication d'articles chaussants au Canada; un montant de 5,4 millions de dollars lié au regroupement des activités de couture, principalement au Honduras; un montant de 2,6 millions de dollars lié à la fermeture d'une installation de filature aux États-Unis; un montant de 1,4 million de dollars lié à la fermeture d'un bureau administratif aux États-Unis; un montant de 1,4 million de dollars lié à la fermeture d'un centre de distribution aux États-Unis; et un montant de 4,6 millions de dollars lié à d'autres coûts se rapportant à l'achèvement des activités de restructuration amorcées à l'exercice 2018, dont la fermeture de l'installation de fabrication de textile d'AKH et le regroupement des centres de distribution aux États-Unis.

9. AUTRES INFORMATIONS
a) Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

	Périodes de trois mois closes les		Périodes de six mois closes les	
	28 juin 2020	30 juin 2019	28 juin 2020	30 juin 2019
Amortissement des immobilisations corporelles	27 419 \$	31 624 \$	55 452 \$	62 715 \$
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	3 653	3 150	7 332	6 472
Ajustement au titre de la variation de l'amortissement incluse dans les stocks à l'ouverture et à la clôture de la période	7 918	4 077	643	2 991
Amortissement des immobilisations incorporelles, en excluant les logiciels	3 576	3 924	7 688	9 441
Amortissement des logiciels	1 340	1 290	3 076	2 511
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles compris dans le bénéfice net	43 906 \$	44 065 \$	74 191 \$	84 130 \$

9. AUTRES INFORMATIONS (suite)

Au 28 juin 2020, les immobilisations corporelles comprennent une tranche de 13,9 millions de dollars (37,7 millions de dollars au 29 décembre 2019) de bâtiments et de matériel non encore disponibles pour être utilisés dans le cadre des activités. Au 28 juin 2020, les immobilisations incorporelles comprennent un montant de 2,1 millions de dollars (9,9 millions de dollars au 29 décembre 2019) au titre de logiciels non encore disponibles pour être utilisés dans le cadre des activités. Ces actifs ne sont amortis qu'à partir du moment où ils sont prêts pour utilisation.

Avec prise d'effet le 1^{er} juillet 2019, la Société a révisé la durée d'utilité estimée de son matériel de filature en fonction d'un réexamen de leur utilisation attendue par la Société et de l'expérience récente quant à leur vie économique. Ces actifs, qui étaient auparavant amortis selon la méthode linéaire sur une période de 10 ans, sont maintenant amortis selon la méthode linéaire sur une période de 15 à 20 ans selon la nature du matériel. Pour l'exercice 2020, la modification de l'estimation a entraîné une réduction d'environ 4 millions de dollars et d'environ 8 millions de dollars, respectivement, de l'amortissement inclus dans le résultat net pour les périodes de trois mois et de six mois closes le 28 juin 2020 et devrait entraîner une diminution d'environ 9 millions de dollars de l'amortissement inclus dans le résultat net pour le reste de l'exercice.

b) Charges financières, montant net

	Périodes de trois mois closes les		Périodes de six mois closes les	
	28 juin 2020	30 juin 2019	28 juin 2020	30 juin 2019
Charges d'intérêts sur des passifs financiers comptabilisés au coût amorti ¹⁾	8 627 \$	7 447 \$	15 684 \$	14 341 \$
Charges bancaires et autres charges financières ²⁾	6 251	1 859	7 532	3 725
Accroissement des intérêts sur les obligations locatives actualisées	917	796	1 742	1 627
Accroissement des intérêts sur les provisions actualisées	67	72	125	143
Perte (profit) de change	229	435	(1 133)	(95)
	16 091 \$	10 609 \$	23 950 \$	19 741 \$

1) Déduction faite des coûts d'emprunt inscrits à l'actif de 0,4 million de dollars (0,2 million de dollars en 2019) et de 0,8 million de dollars (0,3 million de dollars en 2019), respectivement, pour les périodes de trois mois et de six mois closes le 28 juin 2020.

2) Pour les périodes de trois mois et de six mois closes le 28 juin 2020, tient compte de coûts initiaux de 3,9 millions de dollars en lien avec les modifications de juin 2020 apportées aux conventions relatives aux prêts et aux effets.

c) Transactions entre parties liées

Au cours des périodes de trois mois et de six mois closes le 28 juin 2020, la Société a engagé respectivement des dépenses liées à l'utilisation d'un avion de néant (0,3 million de dollars en 2019) et de 0,5 million de dollars (0,7 million de dollars en 2019) auprès d'une société contrôlée par le président et chef de la direction de la Société. Les paiements relatifs à ces dépenses sont effectués conformément aux modalités de l'entente conclue par les parties liées. Au 28 juin 2020, le montant comptabilisé dans les créditeurs et charges à payer se rapportant à l'utilisation de l'avion s'est élevé à 0,2 million de dollars (0,7 million de dollars au 29 décembre 2019).

9. AUTRES INFORMATIONS (suite)

d) Contrats de location

Les contrats de location de la Société portent principalement sur des installations de fabrication, de vente, de distribution et d'administration.

Le tableau suivant présente les obligations locatives comptabilisées à l'état de la situation financière au 28 juin 2020 :

	28 juin 2020
Courantes	15 553 \$
Non courantes	70 634
	86 187 \$

Le tableau suivant présente les paiements de loyers minimaux futurs en vertu des contrats de location non résiliables (y compris les contrats de location à court terme) au 28 juin 2020 :

	28 juin 2020
Moins de un an	20 320 \$
De un à cinq ans	46 515
Plus de cinq ans	34 518
	101 353 \$

Le total des sorties de fonds liées aux obligations locatives comptabilisées (y compris les intérêts) pour les périodes de trois mois et de six mois closes le 28 juin 2020 s'est élevé respectivement à 4,0 millions de dollars et à 9,1 millions de dollars, dont une tranche de 3,1 millions de dollars et de 7,3 millions de dollars, respectivement, au titre des sorties de fonds liées aux activités de financement.

e) Coût des ventes

Le coût des ventes inclut les éléments suivants :

- Des coûts de fabrication de 82,8 millions de dollars et de 93,4 millions de dollars, respectivement, pour les périodes de trois et de six mois closes le 28 juin 2020, imputés directement au coût des ventes en raison des faibles niveaux de production liés à l'arrêt de la production dans la plupart de nos installations de fabrication à partir de la mi-mars 2020 et pendant la majeure partie du deuxième trimestre de l'exercice 2020 par suite de la pandémie de COVID-19. Ces coûts de fabrication se composent essentiellement des salaires et des avantages sociaux maintenus pour les employés qui ont cessé de travailler par suite de l'arrêt de la production, des indemnités pour les employés dont l'emploi a pris fin et des salaires, avantages sociaux et frais généraux, y compris la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles, qui n'ont pas été absorbés.
- Une perte de 15,1 millions de dollars pour les périodes de trois et de six mois closes le 28 juin 2020 découlant de l'évaluation à la valeur de marché des contrats liés aux marchandises excédentaires conclus avec des marchands, qui ne répondent plus aux critères de l'exemption pour usage propre en raison de la diminution de la consommation de coton conformément aux exigences de production réduite pour le reste de l'exercice.
- Un transfert de 9,4 millions de dollars, pour les périodes de trois et de six mois closes le 28 juin 2020, depuis le cumul des autres éléments du résultat global vers le coût des ventes relativement à certains contrats à terme, contrats d'option et contrats de swap liés aux marchandises, lesquels ne répondaient plus aux critères de comptabilité de couverture puisque les achats de marchandises visés par les instruments de couverture n'étaient plus susceptibles de se produire en raison des exigences de production réduite.
- Des réductions de la valeur des stocks à la valeur nette de réalisation de 24,0 millions de dollars et de 29,2 millions de dollars, respectivement, pour les périodes de trois et de six mois closes le 28 juin 2020, se rapportant à l'initiative stratégique de la Société visant à réduire sensiblement le nombre d'unités de produits dans sa gamme de vêtements à imprimer en cessant ses activités de distribution à la pièce et en abandonnant les styles et les unités de produits redondants et moins productifs entre les marques, que la Société a commencé à mettre en œuvre au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2019. Ces réductions de valeur découlent de changements d'estimations de même que de l'incidence d'autres réductions des unités de produits. Par ailleurs, des montants de 30,0 millions de dollars et de 32,2 millions de dollars ont respectivement été comptabilisés pour les périodes de trois et de six mois closes le 28 juin 2020 par suite de la baisse de la valeur nette de réalisation de certains produits de détail de fin de série causée par la conjoncture actuelle du marché et à des fins de gestion des stocks de produits de détail.

10. ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

Les informations concernant la nature et l'étendue de l'exposition de la Société aux risques découlant des instruments financiers, dont le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de change et le risque de taux d'intérêt, ainsi que les risques liés au prix des marchandises, et la manière dont la Société gère ces risques, sont présentées à la rubrique « Gestion des risques financiers » du rapport de gestion au 29 décembre 2019 et au 30 décembre 2018 sur les activités, la performance financière et la situation financière de la Société. La mise à jour des modifications à nos risques de crédit et de liquidité est présentée à la rubrique « Gestion des risques financiers » du rapport de gestion au 28 juin 2020 sur les activités, la performance financière et la situation financière de la Société. Par conséquent, ces informations sont intégrées par renvoi dans les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Instrument financiers – valeurs comptables et justes valeurs

Les valeurs comptables ainsi que les justes valeurs des actifs et des passifs financiers figurant à l'état consolidé intermédiaire résumé de la situation financière non audité se présentaient comme suit :

	28 juin 2020	29 décembre 2019
Actifs financiers		
Coût amorti		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	465 947 \$	64 126 \$
Créances clients	158 562	320 931
Actifs financiers inclus dans les charges payées d'avance, acomptes et autres actifs courants	20 095	45 950
Créances à long terme autres que les créances clients, comprises dans les autres actifs non courants	2 694	2 933
Actifs financiers dérivés inclus dans les charges payées d'avance, les acomptes et les autres actifs courants	6 744	9 816
Passifs financiers		
Coût amorti		
Créditeurs et charges à payer ¹⁾	297 733	395 564
Dettes à long terme – portant intérêt à des taux variables	1 167 000	645 000
Dettes à long terme – portant intérêt à des taux fixes ²⁾	200 000	200 000
Instrument financiers dérivés inclus dans les créditeurs et charges à payer	48 028	11 067

1) Les créditeurs et charges à payer comprennent des soldes à payer de 0,2 million de dollars (39,6 millions de dollars au 29 décembre 2019) aux termes d'ententes de financement de la chaîne d'approvisionnement (affacturage inversé) conclues avec une institution financière, en vertu desquelles les montants que la Société doit à certains fournisseurs peuvent être recouverts par ces derniers auprès d'une institution financière avant leur échéance initiale. Ces soldes sont classés dans les créditeurs et charges à payer et les paiements connexes, dans les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, étant donné que l'objectif principal de l'entente est de fournir du financement au fournisseur et non pas à la Société, que l'entente ne prolonge pas de façon importante les modalités de paiement au-delà des modalités normales convenues avec les autres fournisseurs et qu'aucun report supplémentaire ou sûreté spéciale porté en garantie de ces paiements n'est inclus dans l'entente.

2) La juste valeur de la dette à long terme portant intérêt à des taux fixes s'élevait à 224,1 millions de dollars au 28 juin 2020 (206,4 millions de dollars au 29 décembre 2019).

Actifs et passifs financiers à court terme

La Société a déterminé que la juste valeur de ses actifs et passifs financiers à court terme se rapprochait de leur valeur comptable respective aux dates de clôture en raison de l'échéance à court terme de ces instruments, car ils portent intérêt à des taux variables ou parce que les modalités s'y rattachant sont comparables à celles du marché actuel pour des instruments similaires.

10. ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (suite)

Actifs non courants et dette à long terme portant intérêt à des taux variables

La juste valeur des créances à long terme autres que les créances clients, comprises dans les autres actifs non courants, et de la dette à long terme portant intérêt à des taux variables de la Société, se rapproche également de leur valeur comptable respective, car les taux d'intérêt utilisés pour évaluer leur valeur comptable se rapprochent des taux d'intérêt actuels sur le marché.

Dette à long terme portant intérêt à des taux fixes

La juste valeur de la dette à long terme portant intérêt à des taux fixes est déterminée au moyen de la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés et en utilisant des taux d'actualisation basés sur le rendement à l'échéance pour des émissions similaires. La juste valeur de la dette à long terme portant intérêt à des taux fixes a été évaluée en fonction des données du niveau 2 dans la hiérarchie des justes valeurs. Pour déterminer la juste valeur de la dette à long terme portant intérêt à des taux fixes, la Société prend en compte le risque de crédit qui lui est propre et le risque de crédit des autres parties.

Instruments dérivés

Les instruments financiers dérivés (dont la plupart sont désignés comme instruments de couverture efficaces) sont composés de contrats à terme, de contrats d'option et de contrats de swap liés aux devises et aux marchandises, ainsi que de swaps de taux d'intérêt variable-fixe, afin de fixer les taux d'intérêt variables d'une portion désignée des emprunts aux termes du contrat de prêt et des effets non garantis. La juste valeur de ces contrats à terme est évaluée au moyen d'une technique d'évaluation généralement acceptée, soit la valeur actualisée de la différence entre la valeur du contrat à l'échéance selon le taux inscrit au contrat et la valeur du contrat à l'échéance selon le taux qu'une contrepartie utiliserait pour renégocier les mêmes modalités de contrat à la date d'évaluation dans les conditions actuelles. La juste valeur des contrats d'option est évaluée au moyen de modèles d'évaluation des options utilisant diverses données combinant des cours du marché et des données corroborées par le marché, incluant des estimations relatives à la volatilité et des écarts de crédit ajustés en fonction des options. La juste valeur des swaps de taux d'intérêt est déterminée en fonction des données de marché, en évaluant la différence entre le taux fixe du marché et la courbe à terme pour les taux d'intérêt variables applicables.

La Société détient également un swap sur le rendement total (« SRT ») en cours, destiné à diminuer les variations du bénéfice net associé aux unités d'actions différées qui sont réglées en trésorerie. Le SRT n'est pas désigné comme un instrument de couverture et, par conséquent, l'ajustement de la juste valeur à la fin de chaque période de présentation de l'information financière est comptabilisé dans les charges de vente et charges générales et administratives. La juste valeur du SRT est évaluée selon le cours des actions ordinaires de la Société, chaque date de clôture. Le SRT a une durée de un an, peut être prorogé annuellement et le contrat permet une résiliation anticipée au gré de la Société. Au 28 juin 2020, le montant nominal du SRT en cours s'élevait à 219 145 actions.

Les instruments financiers dérivés ont été évalués en fonction des données du niveau 2 dans la hiérarchie des justes valeurs. Pour déterminer la juste valeur des instruments financiers dérivés, la Société prend en compte le risque de crédit qui lui est propre et le risque de crédit des autres parties.

11. AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Périodes de trois mois closes les		Périodes de six mois closes les	
	28 juin 2020	30 juin 2019	28 juin 2020	30 juin 2019
Profit net (perte nette) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie				
Risque de change	(1 727) \$	1 392 \$	5 458 \$	3 658 \$
Risque marchandises associé aux prix	15 907	(15 252)	(15 131)	(9 026)
Risque de taux d'intérêt	(1 683)	(5 660)	(13 910)	(9 362)
Impôt sur le résultat	17	(14)	(55)	(37)
Montants reclassés des autres éléments du résultat global aux stocks, relativement au risque marchandises associé aux prix	2 524	3 992	6 563	6 144
Montants reclassés des autres éléments du résultat global au bénéfice net, relativement au risque de change, au risque de taux d'intérêt et au risque marchandises, et inclus dans ce qui suit :				
Ventes nettes	(536)	(1 954)	(778)	(3 037)
Coût des ventes	—	(139)	—	(167)
Charges de vente et charges générales et administratives	552	199	442	360
Charges financières, montant net	1 736	(316)	(1 985)	(491)
Impôt sur le résultat	(15)	22	26	33
Autres éléments du résultat global	16 775 \$	(17 730) \$	(19 370) \$	(11 925) \$

Au cours de l'exercice 2020, la Société a déterminé qu'elle ne satisfaisait plus aux critères de la comptabilité de couverture pour certains contrats à terme, contrats d'option et contrats de swap liés aux marchandises ainsi que certains contrats de change à terme (collectivement les « instruments de couverture »), puisque les achats de marchandises et les ventes de devises visés respectivement par les instruments de couverture n'étaient plus susceptibles de se produire compte tenu de la conjoncture économique causée par la pandémie de COVID-19. Les variations de la juste valeur de tels contrats à terme, des contrats d'option et des contrats de swap liés aux marchandises et de contrats de change à terme ont donné lieu à une perte nette de 9,0 millions de dollars, qui a été transférée hors du cumul des autres éléments du résultat global et comptabilisée immédiatement dans le résultat net pour la période de six mois close le 28 juin 2020.

La variation de l'élément valeur temps des contrats d'option et des contrats de swap désignés comme couvertures de flux de trésorerie pour réduire l'exposition aux variations des prix des marchandises n'était pas significative pour les périodes de trois mois et de six mois closes le 28 juin 2020 et les périodes de trois mois et de six mois closes le 30 juin 2019. La variation de l'élément à terme des dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie pour réduire le risque de change n'était pas significative pour les périodes de trois mois et de six mois closes le 28 juin 2020 et les périodes de trois mois et de six mois closes le 30 juin 2019. Aucune partie inefficace n'a été comptabilisée dans le bénéfice net pour les périodes de trois mois et de six mois closes le 28 juin 2020 et les périodes de trois mois et de six mois closes le 30 juin 2019.

Au 28 juin 2020, le cumul des autres éléments du résultat global de 19,9 millions de dollars comprenait des pertes nettes différées sur les contrats à terme, les contrats d'option et les contrats de swap liés aux marchandises de 10,0 millions de dollars, des pertes nettes différées sur les contrats de swap de taux d'intérêt de 12,2 millions de dollars et des profits nets différés sur les contrats de change à terme de 2,3 millions de dollars. Une tranche d'environ 8,8 millions de dollars des pertes nettes présentées dans le cumul des autres éléments du résultat global devrait être reclassée dans les stocks ou dans le bénéfice net au cours des douze prochains mois.

12. BÉNÉFICE (PERTE) PAR ACTION

Le tableau qui suit présente un rapprochement du bénéfice (de la perte) de base par action et du bénéfice dilué (de la perte diluée) par action :

	Périodes de trois mois closes les		Périodes de six mois closes les	
	28 juin 2020	30 juin 2019	28 juin 2020	30 juin 2019
Bénéfice net (perte nette) – de base et dilué(e)	(249 694) \$	99 686 \$	(348 989) \$	122 414 \$
Bénéfice (perte) de base par action				
Nombre moyen pondéré de base d'actions ordinaires en circulation	198 201	204 960	198 412	205 778
Bénéfice (perte) de base par action	(1,26) \$	0,49 \$	(1,76) \$	0,59 \$
Bénéfice dilué (perte diluée) par action				
Nombre moyen pondéré de base d'actions ordinaires en circulation	198 201	204 960	198 412	205 778
Plus l'effet dilutif des options sur actions, des UAI visant des actions nouvelles et des actions ordinaires détenues en fiducie	—	560	—	512
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation	198 201	205 520	198 412	206 290
Bénéfice dilué (perte diluée) par action	(1,26) \$	0,49 \$	(1,76) \$	0,59 \$

Pour la période de trois mois close le 28 juin 2020, 2 219 128 options sur actions (néant en 2019) et 115 500 UAI visant des actions nouvelles (néant en 2019) étaient réputées être antidilutives. Exclues du calcul ci-dessus pour la période de six mois close le 28 juin 2020, 2 219 128 options sur actions (282 737 en 2019) et 115 500 UAI visant des actions nouvelles (néant en 2019) étaient réputées être antidilutives.

13. INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE
a) Ajustements visant à rapprocher le bénéfice net et les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles

	Périodes de trois mois closes les		Périodes de six mois closes les	
	28 juin 2020	30 juin 2019	28 juin 2020	30 juin 2019
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles (note 9 a))	43 906 \$	44 065 \$	74 191 \$	84 130 \$
Charges de restructuration liées aux immobilisations corporelles, aux actifs au titre de droits d'utilisation et aux logiciels (note 8)	21 252	4 079	23 314	10 444
Dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles (note 6)	—	—	93 989	—
Perte à la sortie d'immobilisations corporelles et de logiciels	1 762	176	2 179	588
Rémunération fondée sur des actions ¹⁾	302	7 715	(2 599)	12 391
Impôt sur le résultat différé	(1 956)	(280)	(3 366)	(540)
Profit net latent sur change et sur dérivés financiers	19 372	(501)	17 610	(2 147)
Écarts temporaires entre le règlement de dérivés financiers et le transfert des pertes et des profits différés dans le cumul des autres éléments du résultat global aux stocks et au bénéfice net	3 234	(903)	5 889	(1 036)
Autres actifs non courants	(1 423)	3 946	(743)	2 055
Autres passifs non courants	1 684	3 144	(962)	1 833
	88 133 \$	61 441 \$	209 502 \$	107 718 \$

1) Au cours de la période de six mois close le 28 juin 2020, la Société a révisé son estimation de la réalisation des facteurs de performance relatifs aux UAI visant des actions émises devant être réglées en actions ordinaires achetées sur le marché libre, ce qui a entraîné une réduction de 9 millions de dollars de la charge liée à la rémunération fondée sur des actions pour la période de six mois close le 28 juin 2020.

b) Variations des transactions sans effet de trésorerie

	Périodes de trois mois closes les		Périodes de six mois closes les	
	28 juin 2020	30 juin 2019	28 juin 2020	30 juin 2019
Dividende à payer	(30 521) \$	— \$	— \$	— \$
Entrées d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles comprises dans les créditeurs et charges à payer	(1 142)	9 907	(11 134)	8 255
Produit tiré de la sortie d'immobilisations corporelles et de logiciels compris dans les autres actifs courants	600	491	(235)	51
Ajouts d'actifs au titre de droits d'utilisation compris dans les obligations locatives	956	837	12 617	837
Incidence de l'adoption de nouvelles normes comptables	—	(1 021)	—	(2 176)
Valeur attribuée hors trésorerie créditée au capital social provenant d'actions émises ou distribuées à l'acquisition des droits rattachés aux unités d'actions incessibles et à l'exercice d'options sur actions	387	1 014	387	3 869
Valeur attribuée hors trésorerie créditée au surplus d'apport au titre de dividendes attribués à des unités d'actions incessibles	336	502	336	502

14. PASSIFS ÉVENTUELS

Réclamations et litiges

La Société est partie à des réclamations et litiges qui surviennent dans le cours normal de ses activités. Elle ne prévoit pas que le règlement de ces questions aura un effet défavorable important sur sa situation financière ou ses résultats opérationnels.

15. VENTILATION DES PRODUITS

Les ventes nettes par principal groupe de produits sont comme suit :

	Périodes de trois mois closes les		Périodes de six mois closes les	
	28 juin 2020	30 juin 2019	28 juin 2020	30 juin 2019
Vêtements de sport	131 626 \$	665 606 \$	504 206 \$	1 159 173 \$
Articles chaussants et sous-vêtements	98 078	136 029	184 601	266 397
	229 704 \$	801 635 \$	688 807 \$	1 425 570 \$

Les ventes nettes ont été réalisées auprès de clients situés dans les régions suivantes :

	Périodes de trois mois closes les		Périodes de six mois closes les	
	28 juin 2020	30 juin 2019	28 juin 2020	30 juin 2019
États-Unis	185 738 \$	683 876 \$	575 086 \$	1 214 722 \$
Canada	8 555	27 300	24 884	53 078
International	35 411	90 459	88 837	157 770
	229 704 \$	801 635 \$	688 807 \$	1 425 570 \$